

Programme conjoint UNFPA-UNICEF
sur l'élimination des mutilations génitales
féminines : accélérer le changement

Orientations techniques

Une approche
globale de
l'accélération de
l'élimination des
mutilations génitales
féminines



REMERCIEMENTS

Ce document d'orientation technique récapitule les résultats de la recherche et les interventions fondées sur des preuves, les stratégies et les leçons tirées de l'élimination des mutilations génitales féminines, sur la base des expériences du Programme conjoint UNFPA-UNICEF sur l'élimination des mutilations génitales féminines : accélérer le changement et de divers partenaires travaillant sur cette question. Ces orientations peuvent éclairer l'élaboration de programmes visant à éliminer les mutilations génitales féminines sur les plans national, régional et mondial. Les utilisateurs peuvent recenser les interventions prioritaires en fonction du mandat, des capacités et des ressources disponibles d'un programme. En tant que document vivant, les orientations continueront d'être mises à jour au fur et à mesure de l'apparition de nouvelles expériences, d'innovations et de preuves. Nous encourageons tous les utilisateurs à nous faire part de leurs commentaires et suggestions en vue de leur amélioration.

Ces orientations ont été conçues et élaborées sous la direction générale de Nafissatou J. Diop, Chef de la branche Genre et droits de l'homme de la Division technique de l'UNFPA ; Mireille Tushiminina, Coordinatrice mondiale du Programme conjoint UNFPA-UNICEF sur l'élimination des mutilations génitales féminines : accélérer le changement, UNFPA ; et Nankali Maksud, conseillère principale, Prévention des pratiques néfastes, Protection de l'enfance, UNICEF.

L'équipe de coordination mondiale du Programme conjoint UNFPA-UNICEF sur l'élimination des mutilations génitales féminines : accélérer le changement a élaboré le contenu technique de ces orientations. Membres de l'équipe : Stephanie Baric, Berhanu Legesse, Thierno Diouf, Harriet Akullu, Haithar Ahmed, Mar Jubero et Julie Dubois. Ramz Shalbak, Fahmia Al-Fotih et Yasmine Sinkhada ont dirigé la conception et fourni d'autres contributions. En tant que consultante, Susan Igras a apporté des contributions techniques à l'élaboration et à la finalisation de différentes sections de ces orientations.

Ces orientations ont été formulées dans le cadre du Programme conjoint UNFPA-UNICEF sur l'élimination des mutilations génitales féminines : accélérer le changement, et soutenues financièrement par l'Union européenne (par le biais du programme régional africain de l'Initiative Spotlight) ainsi que les gouvernements d'Autriche, de France, d'Islande, d'Italie, du Luxembourg, de Norvège, d'Espagne, de Suède, du Royaume-Uni et des États-Unis d'Amérique.

Le rapport a été édité par Gretchen Luchsinger de Words for the World et conçu par Prographics, Inc.

Septembre 2021

Programme conjoint UNFPA-UNICEF
sur l'élimination des mutilations génitales
féminines : accélérer le changement

Orientations techniques

Une approche
globale de
l'accélération de
l'élimination des
mutilations génitales
féminines



Sommaire

Acronymes	iv
Introduction	1
Chapitre 1 Un aperçu global des mutilations génitales féminines	3
Chapitre 2 Planification des programmes visant à éliminer les mutilations génitales féminines.....	7
Chapitre 3 Conception du programme	17
Chapitre 4 Renforcer la redevabilité des gouvernements en matière de politique et de législation.....	27
Chapitre 5 Promotion de la mobilisation sociale sur le plan communautaire.....	33
Chapitre 6 Renforcer les atouts et l' capacité d'agir des filles et des femmes.....	43
Chapitre 7 Amélioration de l'accès aux services de santé, d'aide sociale, juridiques et éducatifs	52
Chapitre 8 Mutilations génitales féminines dans les situations d'urgence – le nexus entre action humanitaire, développement et paix.....	60
Chapitre 9 Financement de l'élimination des mutilations génitales féminines	63
Chapitre 10 Conclusion	66
Annexe A Théorie complète du changement du Programme conjoint UNFPA-UNICEF sur l'élimination des mutilations génitales – Phase III.....	67
Annexe B Études de cas classées par domaine du programme	68
Annexe C Cadres des droits humains et documents de consensus appuyant le plaidoyer politique	80
Annexe D Ressources pour une lecture plus approfondie.....	81

Acronymes

COVID-19	Maladie à coronavirus 2019
EDS	Enquête démographique et sanitaire
MGF	Mutilations génitales féminines
VIH/SIDA	Virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise
CIPD	Conférence internationale sur la population et le développement
Programme conjoint	UNFPA-UNICEF sur l'élimination des mutilations génitales féminines : accélérer le changement
MICS	Enquêtes par grappes à indicateurs multiples
ONG	Organisations non gouvernementales
ODD	Objectifs de développement durable
SMS	Service de messages courts
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
ONU Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes
Y-PEER	Réseau d'éducation des jeunes par les pairs



Introduction

Les mutilations génitales féminines (MGF) sont reconnues dans le monde entier comme une violation des droits fondamentaux des filles et des femmes, notamment leur droit à la santé, à ne pas subir de violence, à la vie et à l'intégrité physique, à la non-discrimination et à ne pas subir de traitements cruels, inhumains et dégradants.

L'élimination des MGF constitue un objectif de l'agenda mondial visant à atteindre l'Objectif de développement durable (ODD) 5, sur l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et des filles, la cible 5.3 étant d'éliminer toutes les pratiques néfastes d'ici à 2030.

Raison d'être de cette publication

Depuis 2008, l'UNFPA, le Fonds des Nations Unies pour la population et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) dirigent de manière conjointe le plus grand programme mondial visant à accélérer l'élimination des MGF d'ici à 2030. Le Programme conjoint sur l'élimination des mutilations génitales féminines : accélérer le changement (Programme conjoint) s'associe à des parties prenantes clés dans 17 pays pour :

1. Créer un environnement favorable par le biais de politiques et de législations favorables.
2. Donner aux communautés les moyens de transformer les normes sociales et liées au genre qui soutiennent les MGF.
3. Renforcer les atouts et l'agencité des filles et des femmes.
4. Garantir l'accès aux services essentiels.
5. Contribuer à une base de données mondiale fondée sur des preuves sur les MGF.

Après une décennie de mise en œuvre du Programme conjoint et de consultations avec diverses parties prenantes, cette orientation récapitule les résultats de la recherche et les interventions fondées sur des preuves, les stratégies et les leçons apprises de l'élimination des MGF. Elle a été mise au point en consultation avec des collègues de l'UNFPA et de l'UNICEF dans les pays et les régions. Nous formulons l'espoir que ces informations favoriseront un recours accru aux interventions fondées sur des preuves et contribueront à la réalisation des engagements pris lors du Sommet de Nairobi pour marquer le vingt-cinquième anniversaire de la Conférence internationale sur la population et le développement de 1994 (CIPD+25) et à la concrétisation des aspirations de la Génération Égalité, ainsi qu'à l'appel lancé par le Secrétaire général des Nations Unies en faveur de « solutions audacieuses et ambitieuses » dans le cadre de la [Décennie d'action en faveur de la réalisation des ODD](#), et, en définitive, de la cible 5.3.

Que comprennent ces orientations ?

Les orientations comprennent de nombreux exemples de programmes, offrent des suggestions sur la façon de concevoir et de mettre en œuvre des programmes efficaces, de favoriser l'apprentissage et de générer des preuves. Des liens orientent les lecteurs vers des outils et des documents de référence.

Quel en est le public cible ?

Le public principal est constitué des parties prenantes qui travaillent à l'élimination des MGF, tels les entités des Nations Unies, les gouvernements, les organisations de la société civile et les institutions universitaires.

Quelle est l'utilisation prévue de ces orientations ?

Les orientations peuvent éclairer l'élaboration de programmes d'élimination des MGF sur les plans national, régional et mondial. Les utilisateurs peuvent recenser les interventions prioritaires en fonction du mandat, des capacités et des ressources disponibles d'un programme.

Caractéristiques des orientations



Les outils comprennent des manuels, des directives, des notes techniques, des mémoires ou des rapports qui fournissent des informations utiles pour la programmation des MGF, présentés à la fin de chaque chapitre.

ENCADRÉ

Les encadrés surlignés présentent des concepts ou des actions à prendre en compte à différents stades de la programmation.

EXEMPLE de cas

Les exemples de cas présentent des approches innovantes du Programme conjoint ainsi que d'autres programmes.



Des ressources pour des lectures supplémentaires sont fournies à l'annexe D.



1

Un aperçu global des mutilations génitales féminines

On estime à plus de 200 millions le nombre de filles et de femmes ayant subi des MGF dans 31 pays d'Afrique et d'Asie. Des études à plus petite échelle dans des pays ne disposant pas de données d'enquête représentatives sur le plan national suggèrent l'existence de cette pratique dans d'autres pays d'Europe, d'Amérique du Nord, d'Australie et de Nouvelle-Zélande (Cappa et al., 2019).

Au cours des trois dernières décennies, le taux de prévalence global des MGF a été considérablement réduit. Aujourd'hui, une fille est environ un tiers moins susceptible de subir une MGF qu'en 1997. Les filles et les femmes âgées de 15 à 19 ans sont moins susceptibles d'avoir subi des MGF que les femmes des groupes d'âge plus élevés. Les filles et les femmes sont plus nombreuses à s'opposer aux MGF que par le passé, et plus de femmes et d'hommes sont conscients des conséquences des MGF sur la santé.

Toutefois, étant donné l'accroissement continu de la population mondiale, davantage de filles seront exposées aux MGF (UNDESA, 2019). D'ici à 2030, plus d'une fille sur

MGF et COVID-19

Avec l'émergence de la pandémie de COVID-19 et les pressions qu'elle exerce sur les familles et les communautés, ainsi que sur les programmes de prévention et de protection, l'UNFPA estime à 2 millions le nombre de cas supplémentaires de MGF qui pourraient survenir au cours de la prochaine décennie et qui auraient pu être évités. Dans le même temps, la riposte au COVID-19 a généré des moyens novateurs d'utiliser les technologies de l'information pour l'information ciblée, le suivi et l'apprentissage.

Cette expérience influencera tous les programmes de lutte contre les MGF à l'avenir.

Source : Note technique intérimaire de l'UNFPA.

sur trois dans le monde naîtra dans 29 des 31 pays où les MGF sont répandues, et pas moins de 68 millions de filles âgées de 0 à 15 ans risquent de subir des MGF (UNFPA, 2020). Si les interventions ne sont pas renforcées de manière à dépasser ces tendances démographiques, le nombre de filles et de femmes subissant des MGF continuera de croître, et le nombre absolu de filles ayant subi des MGF sera plus élevé en 2030 qu'aujourd'hui. Un investissement mondial considérable est nécessaire si on veut accélérer l'élimination des mutilations génitales féminines pour faire face à l'augmentation du nombre de filles à risque.

Autres tendances notables

Médicalisation croissante des MGF. La médicalisation des MGF renvoie à toute catégorie de prestataire de soins de santé, dans une clinique publique ou privée, à domicile ou ailleurs, pratiquant des MGF. Selon une estimation récente de l'UNICEF, environ une fille et une femme sur quatre qui ont subi une MGF dans le monde l'ont subie de la part d'un prestataire de soins de santé. Presque deux fois plus de filles âgées de 15 à 19 ans que de femmes âgées de 45 à 49 ans ont déclaré qu'un prestataire de soins de santé leur avait fait subir une MGF. Cette double différence indique une croissance récente significative des MGF médicalisées. La médicalisation de la pratique n'élimine pas les risques pour la santé, étant donné qu'elle continue de retirer et d'endommager des tissus sains et normaux, et d'interférer avec les fonctions naturelles du corps d'une fille. La médicalisation par les prestataires de soins de santé ne fait que contribuer à légitimer la pratique (UNFPA, UNICEF et OMS, 2018 ; UNFPA, 2018 ; Conseil de population, 2017).

Selon une estimation récente de l'UNICEF, environ

**1 fille et 1 femme
sur 4**

dans le monde ont subi une MGF de la part d'un prestataire de soins de santé

Les MGF dans le contexte des crises humanitaires. Alors que les MGF dans les situations d'urgence font l'objet de peu de recherches, la littérature existante indique que les besoins et les droits des filles menacées ou affectées par les MGF sont négligés dans les situations d'urgence. Les MGF sont souvent reléguées au second plan dans les crises humanitaires étant donné que les interventions de prévention et de riposte ne sont pas considérées comme vitales ou essentielles à la résilience des filles. Lors de l'épidémie de COVID-19, la plupart des plans nationaux d'intervention humanitaire ne prévoyaient pas au départ d'interventions de prévention et de riposte aux MGF. La communauté internationale étant de plus en plus confrontée à des crises prolongées, il est nécessaire d'augmenter les investissements directs et de s'engager plus fermement à garantir l'intégration des MGF dans les plans de préparation et de riposte humanitaires. Les acteurs humanitaires doivent également s'approprier davantage la cible 5.3 des ODD. Cela signifie qu'il faut bien admettre que l'élimination des MGF joue un rôle essentiel dans la réalisation d'un développement social et économique équitable et qu'il faut veiller à ce qu'aucune fille ne soit laissée-pour-compte.

Les MGF en tant que phénomène transfrontalier. Les MGF transfrontalières consistent à traverser des frontières internationales pour faire subir cette pratique à des filles (encadré 1). Les familles qui souhaitent que leurs filles subissent des MGF dans un pays où cette pratique est interdite peuvent se rendre dans un autre pays qui n'a pas interdit cette pratique ou qui n'a pas de compétence extraterritoriale pour poursuivre les cas de MGF sur la base de la législation pénale existante.

Les MGF transfrontalières sapent les efforts déployés depuis des décennies pour éliminer cette pratique.

Les MGF au sein des communautés transfrontalières au Kenya, en Ouganda, en Tanzanie et en Somalie

Une étude récente a essayé de comprendre les cadres législatifs et politiques relatifs aux MGF dans les zones transfrontalières en Éthiopie, au Kenya, en Somalie, en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie. L'étude conclut que l'absence de législation régionale particulière interdisant les MGF entrave les efforts de collaboration visant à éliminer cette pratique.

En ce qui concerne les effets des MGF sur le bien-être économique des filles et des femmes, l'étude révèle que la productivité économique est plus faible pour les filles et les femmes ayant subi la pratique. Les MGF sont également considérées comme ayant un impact très négatif sur l'éducation. Les mauvais résultats et le faible taux de rétention des filles à l'école sont largement associés au traumatisme psychologique, à l'absentéisme fréquent lié au processus de guérison et aux mariages précoces.

L'étude a révélé que les MGF en tant que pratique sont considérées comme un indicateur majeur de l'inégalité entre les sexes et sont liées au mariage des enfants, à l'initiation sexuelle forcée et aux conséquences sur la santé des filles et des femmes tout au long de leur vie. Le faible niveau d'éducation et le mariage précoce enferment les filles et les femmes dans un cycle de pauvreté.

Les répondants ont identifié les trois stratégies suivantes comme importantes pour réduire les MGF :

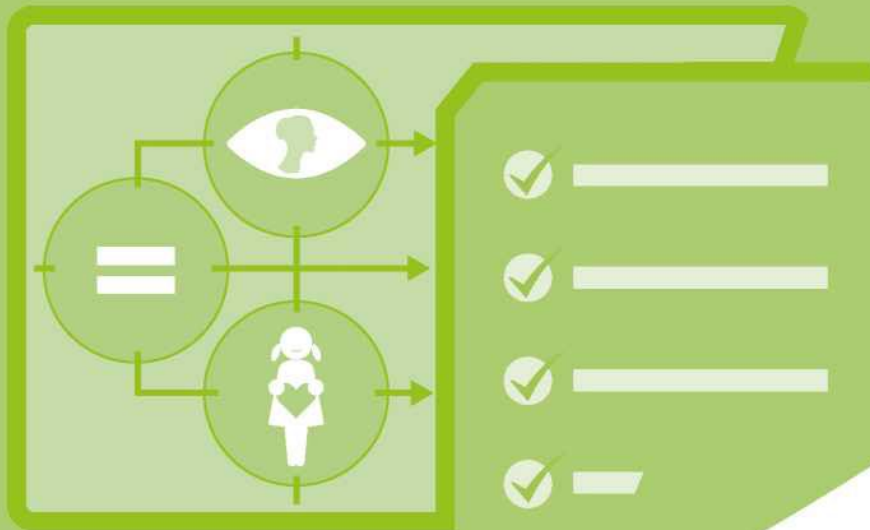
Stratégie	Pourcentage d'hommes	Pourcentage de femmes	Pourcentage total
Mise en application de la législation contre les MGF	85	78	81
Éducation des filles	73	76	75
Amélioration des connaissances et de la sensibilisation aux MGF dans les communautés	40	44	42

Les recommandations de l'étude comprennent la création d'une loi régionale, l'élaboration d'un plan d'action régional, le renforcement des capacités en matière d'application de la loi, l'amélioration des connaissances en matière de législation et le soutien d'une approche multisectorielle permettant de travailler avec les communautés frontalières touchées par les MGF.

Source : Les MGF au sein des communautés transfrontalières au Kenya, en Ouganda, en Éthiopie et en Somalie



- UNFPA et ONU Femmes (2020). [Funding for Gender Equality and the Empowerment of Women and Girls in Humanitarian Programming](#).
- UNICEF (2020). [The Humanitarian-Development Nexus: The Future of Protection in the Elimination of Female Genital Mutilation](#).
- UNFPA (2014). [Demographic Perspectives on Female Genital Mutilation](#).
- Barret, H. R., et al. (2020). [The Female Genital Mutilation \(FGM\) – migration matrix: The case of the Arab League Region](#). Health Care for Women International, 9 September. Study supported by UNFPA.
- UNFPA (2019). [Beyond the Crossing: Female Genital Mutilation Across Borders: Ethiopia, Kenya, Somalia, Tanzania and Uganda](#).
- UNICEF (2017). [Female Genital Mutilation/Cutting and Child Marriage among the Rendille, Maasai, Pokot, Samburu and Somali Communities in Kenya](#).



2

Conception des programmes pour mettre fin aux mutilations génitales féminines

Les pays prioritaires soutenus par le Programme conjoint disposent déjà d'une base d'investissement dans le programme ; un nouveau cycle de planification s'appuiera sur cette base. D'autres programmes de lutte contre les MGF sont menés parallèlement aux efforts soutenus par le Programme conjoint ; un nouveau cycle de planification tiendra compte de l'ensemble des programmes actuels et de leurs lacunes. Ce chapitre examine d'abord les principes fondamentaux qui devraient sous-tendre les programmes de lutte contre les MGF, ainsi que les causes profondes et les facteurs qui perpétuent cette pratique.

Il aborde ensuite les évaluations formatives destinées à guider les décisions stratégiques du programme, sur la base du paysage actuel des programmes de lutte contre les MGF et de leurs lacunes (les chapitres suivants traitent des stratégies par domaine de programme). Les évaluations formatives comprennent des études documentaires sur les facteurs liés aux MGF, le paysage politique et législatif, et le paysage actuel des programmes. Une fois les domaines du programme définis, le chapitre aborde des évaluations formatives plus localisées afin de mieux comprendre les facteurs socio-normatifs et autres au sein des communautés. Il existe une pléthore d'outils permettant de guider les différents aspects des évaluations formatives sur le plan communautaire ; les outils recommandés sont présentés à la fin de ce chapitre.

Les évaluations formatives comprennent :

- la réalisation d'études documentaires sur les facteurs liés aux MGF
- le paysage politique et législatif
- le paysage actuel des programmes

Les valeurs qui sous-tendent les initiatives de suppression des MGF sont reprises dans les principes du programme (voir encadré 2) et sont au cœur de tous les programmes de suppression.

ENCADRÉ
2

Principes essentiels de programmation pour les programmes d'élimination des MGF

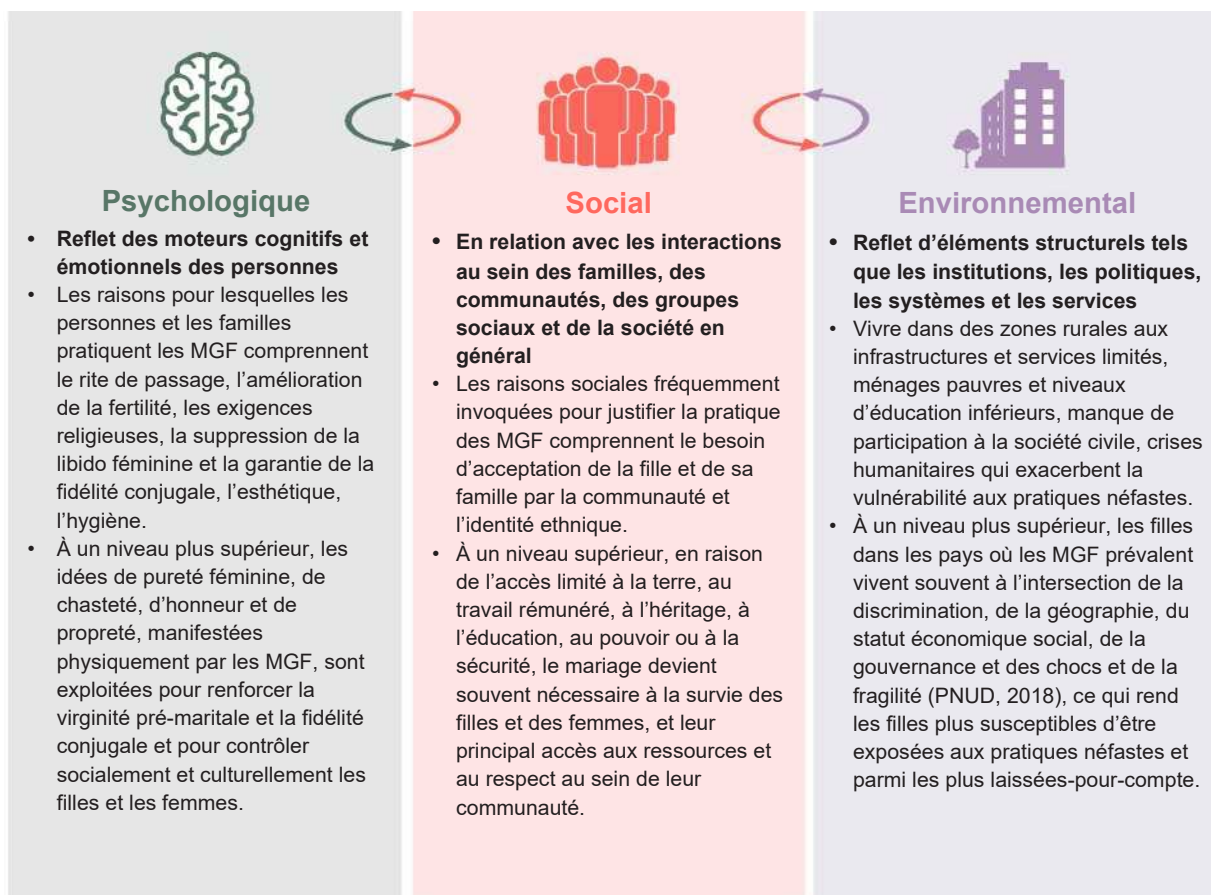
- 1 Respecter les droits de l'homme.** Le respect des droits fondamentaux inscrit la pratique des mutilations génitales féminines dans le cadre d'un programme plus large de justice sociale, qui met l'accent sur la responsabilité des gouvernements de garantir la réalisation de l'ensemble des droits fondamentaux des filles et des femmes.
- 2 Se concentrer sur l'égalité entre les sexes.** Se montrer sensible à l'égalité entre les sexes signifie que les programmes sont conçus de manière à ce que les hommes et les femmes, les filles et les garçons jouissent des mêmes droits, de l'accès aux ressources, des mêmes possibilités et des mêmes mécanismes de protection.
- 3 Se montrer sensible à la culture locale.** La compréhension et le respect du contexte socio-normatif et culturel dans lequel les familles et les communautés pratiquent les MGF permettent aux programmes d'être mieux équipés pour engager le dialogue sur l'abandon. « Starting where the community is » (« Commencer là où se trouve la communauté ») permet d'éviter la résistance et le contrecoup qui peuvent se produire lorsque les changements sont perçus comme imposés de l'extérieur.
- 4 Ne laisser personne pour compte.** S'assurer que personne n'est laissé-pour-compte implique des programmes qui identifient et atteignent systématiquement les populations vulnérables exposées aux MGF. Ces programmes accordent une attention particulière à l'intersectionnalité à laquelle doivent faire face les filles et les femmes qui subissent de multiples formes de discrimination, notamment celles qui peuvent être liées au lieu de résidence, à un statut socio-économique inférieur, à des structures de gouvernance peu réactives et/ou à des chocs et des stress qui augmentent le risque de subir des MGF.
- 5 Ne pas nuire.** Les programmes « Do no harm » (ne pas nuire) prennent toutes les mesures nécessaires afin de prévenir ou de limiter les effets négatifs involontaires et d'éviter d'exposer les personnes ainsi que les communautés à des dommages par la mise en œuvre de programmes humanitaires et de développement.
- 6 Tolérance zéro pour les MGF.** Les Nations Unies préconisent la tolérance zéro pour les MGF, ce qui signifie que l'objectif ultime d'un programme est l'élimination complète de cette pratique. Il est inapproprié de promouvoir des formes moins invasives de MGF sur la voie de l'élimination.

Causes profondes et moteurs des MGF

Les MGF reposent sur de nombreux facteurs sociaux, économiques, religieux et culturels, ce qui en fait un comportement complexe à aborder en tant que problème de développement. Ces facteurs psychologiques, sociaux et environnementaux (Petit, 2019) revêtent de multiples facettes, sont enchevêtrés et agissent à différents niveaux (voir figure 1). Sur le plan historique, les MGF ont été modelées par les réalités économiques et texturées par la religion ou l'ethnicité ; ces facteurs de « causes profondes » ne peuvent pas être facilement distingués. À un niveau plus supérieur, les MGF sont principalement motivées par l'inégalité entre les sexes et les normes qui cherchent à contrôler le corps et la sexualité des filles et des femmes.

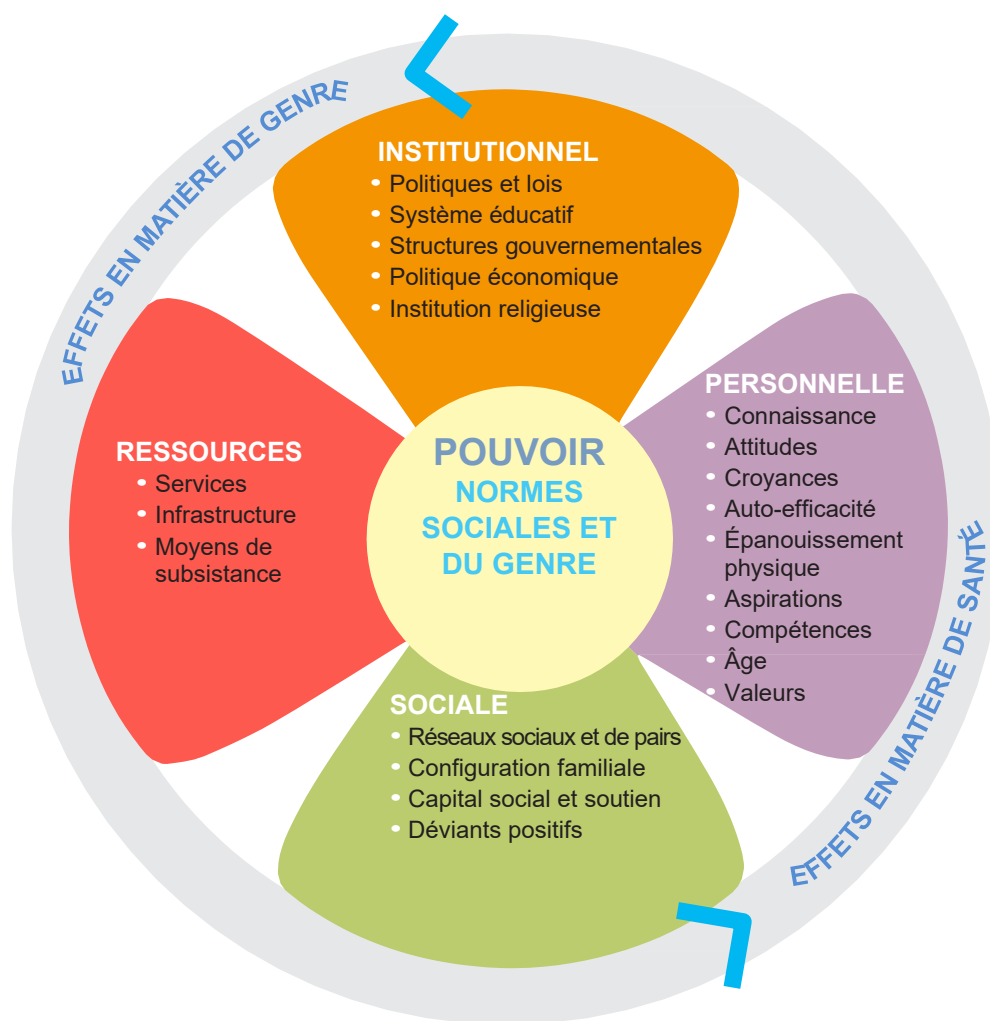
À un niveau plus rapproché, les normes sociales qui stigmatisent les filles et leurs familles qui choisissent de ne pas subir de MGF peuvent constituer un puissant moteur de la pratique. Dans d'autres cas, le processus de « socialisation de genre » – la manière dont les gens apprennent à se comporter en fonction des normes liées au genre intériorisées – normalise les MGF. Par conséquent, elle persiste, même lorsque les parents (et les filles) pensent qu'elle devrait être abolie, par crainte que si une fille n'a pas subi de MGF, la famille soit socialement condamnée par la communauté. Alors que dans la plupart des régions, les MGF et les mariages d'enfants ne sont pas nécessairement liés, dans les communautés où les MGF constituent un précurseur des mariages d'enfants, ils devraient être reliés par des programmes.

FIGURE 1. Qu'est-ce qui motive les comportements liés aux MGF ?



La figure 2 présente une façon d'appréhender cette complexité. Elle présente une « fleur » qui place en son centre les structures de pouvoir et les normes de genre et autres normes sociales. Ce centre influence tous les niveaux du cadre socio-écologique, y compris le niveau structurel (comment les politiques et les lois sont écrites et appliquées), et qui peut accéder aux services de santé, d'éducation et de bien-être social et à d'autres ressources (que ce soit déterminé par la pauvreté ou d'autres facteurs). Le pouvoir se manifeste sur le plan social en tant qu'influence sociale au sein des réseaux de femmes et d'hommes et dans le cadre de configurations familiales qui peuvent perpétuer la pratique des MGF ou non. Les personnes, y compris les filles et les adultes influents en matière de MGF, expriment également des pouvoirs relatifs et une agencité concernant la prise de décision liée à la pratique.

FIGURE 2. Le modèle de la fleur pour une santé durable : Un cadre socio-écologique intégré pour l'influence et le changement normatifs



Source : La collaboration d'apprentissage pour l'avancement du changement normatif. 2019. [Social Norms and AYSRH: Building a Bridge from Theory to Program Design](#). Washington, D.C.: Institute for Reproductive Health, Georgetown University.

Évaluation formative sur les plans national et communautaire

Cette sous-section est consacrée aux étapes de la réalisation des évaluations formatives, en commençant par l'examen des données, de la législation, des politiques et des programmes existants pour comprendre la situation actuelle et les lacunes. Cette démarche permet de sélectionner les domaines de programme et les régions stratégiques dans lesquels il convient de concentrer une nouvelle série d'efforts. Une fois ces zones et ces régions sélectionnées, des évaluations sur le plan communautaire sont menées afin de déterminer les moteurs des MGF. Ce chapitre présente un aperçu des outils et des approches ; les outils pratiques se trouvent à la fin du chapitre.

- A. Mener une étude documentaire.** La première étape d'une évaluation formative consiste à effectuer une étude documentaire, en rassemblant les données pertinentes largement et publiquement disponibles. Il peut s'agir de rapports, de directives, de recherches, de pratiques existantes, de politiques, de directives de planification, d'informations de tableaux de bord, de données d'enquêtes, etc. Les sources essentielles de données et d'informations représentatives sur le plan national sur les MGF comprennent les [enquêtes démographiques et sanitaires](#) (EDS) ainsi que les [enquêtes par grappes à indicateurs multiples](#) (MICS). Recherchez également des études spéciales et des analyses complémentaires reposant sur les données des EDS et des MICS, telles que des projections, des modèles et d'autres analyses de tendances (par exemple, une [analyse complémentaire](#) des données des EDS en Éthiopie). Des études et des évaluations à des échelles plus réduites liées aux programmes de MGF existent probablement également. Les instituts politiques et les programmes connexes peuvent avoir mené des analyses politiques et des examens législatifs. Voir l'encadré 3 sur les informations de programmation essentielles dans une étude documentaire sur les MGF ainsi que les lois et les politiques existantes.
- B. Cartographier les interventions existantes.** Il s'agit notamment de cartographier les organisations non gouvernementales (ONG), les organisations communautaires, les projets, les interventions et les programmes institutionnels engagés dans l'élimination des MGF à différents niveaux, y compris la politique et la législation, les services tels que les soins de santé, la protection sociale et la justice, les communautés, et en matière d'autonomisation des filles et des femmes. Les parties prenantes peuvent regrouper des gouvernements et des organisations de la société civile, notamment des ONG, comme indiqué ci-dessous. Dans cet exemple, chaque programme pourrait disposer de sa propre ligne, ce qui devrait faciliter l'analyse ultérieure de ce qui est traité, des lacunes et de ce qui pourrait être développé. Notez qu'il existe différentes variantes de ce type de tableau (encadré 4) ; les personnes chargées de collecter les informations sur les programmes doivent concevoir un tableau adapté à leurs besoins analytiques.

Les facteurs sociaux, économiques, religieux et culturels de la MGF sont nombreux, ce qui en fait un comportement complexe à aborder en tant que problème de développement.

Informations essentielles tirées d'une étude documentaire

Informations et données sur la manière et les raisons pour lesquelles les MGF sont pratiquées :

- **Prévalence des MGF par âge** (0 à 14 ans, 15 à 19 ans et 15 à 49 ans) et par groupes ethniques sur les plans national et sous-national (si des données désagrégées sont disponibles). Recherchez des analyses de tendances sur les années passées et des projections pour le futur.
- **Attitudes à l'égard des MGF** désagrégées par âge, sexe et zones géographiques.
- **Âge auquel les filles subissent les MGF**, qui sont généralement pratiquées jusqu'à l'âge de 15 ans. Dans certaines régions, les MGF sont pratiquées pendant la petite enfance, dans d'autres, elles ont lieu pendant l'enfance ou l'adolescence.
- **Qui pratique les MGF ?** Les MGF sont-elles pratiquées par une tradipraticienne ou un prestataire de soins de santé ? Dans certains pays, la médicalisation des MGF a conduit les prestataires de soins de santé à pratiquer les MGF, y compris les médecins, les infirmières ou les sages-femmes, un problème que les programmes doivent aborder.
- **Qui sont les principaux instigateurs** de la décision de soumettre une fille ou une femme à une MGF ? Les interventions doivent cibler les décideurs (c'est-à-dire les mères, les pères, les grands-mères ou d'autres membres de la famille) et promouvoir une prise de décision inclusive, en particulier lorsque les membres d'un foyer ou d'une famille s'opposent à la pratique.

Informations et données sur le contexte politique et juridique :

- **Existe-t-il un environnement national favorable** en matière de politiques et de législation soutenant l'élimination des MGF ? Dans quels secteurs (santé, protection sociale et/ou justice) ?

Pour déterminer s'il existe un environnement favorable, il convient de se poser les questions suivantes :

- **Existe-t-il une législation érigeant les MGF en infraction criminelle ?** S'il n'existe pas de lois, est-il prévu d'en adopter ?
Si une législation existe, est-elle appliquée ?
- **Existe-t-il une stratégie nationale de lutte contre les MGF ?** Ou les MGF sont-elles mentionnées dans d'autres plans nationaux sur les pratiques néfastes, la violence fondée sur le genre ou la violence contre les enfants ?
- **Des analyses coût-bénéfice ou coût-efficacité** ont-elles été réalisées sur les politiques et la législation relatives aux MGF ?
L'analyse bénéfique consiste à déterminer quelle option législative ou politique profitera le plus à la société, et à évaluer les coûts qui y sont associés. L'analyse coût-efficacité vise à évaluer les éléments suivants : Étant donné une législation ou une politique particulière, quelle est la méthode la plus rentable pour la mettre en œuvre ?
- Existe-t-il un **plan d'action national de lutte contre les MGF** ? Est-il chiffré ?
- Le gouvernement alloue-t-il une **enveloppe budgétaire nationale** aux programmes de lutte contre les MGF ?
Si oui, quel en est le montant et quelle est la tendance de ce financement au fil des ans ?
- Existe-t-il un **mécanisme de coordination nationale** soit un mécanisme autonome consacré aux MGF soit un mécanisme faisant partie d'autres domaines d'intervention tels que les pratiques néfastes, la violence fondée sur le sexe ou la violence contre les enfants ? Ce mécanisme existe-t-il également sur les plans sous-national ou local, où se déroule la mise en œuvre du programme ? Dans quelle mesure ces mécanismes sont-ils fonctionnels, c'est-à-dire, ont-ils une organisation hôte et un champ d'action ? Disposent-ils d'un budget permanent ?
- Qui sont **les alliés et les champions** de la promotion d'un programme politique et juridique à différents niveaux ?
- Quelles sont les **motivations des fonctionnaires et des travailleurs de première ligne** désireux d'éliminer les goulots d'étranglement et de faire avancer la mise en œuvre des politiques et des lois ?
- Quelle est la **situation dans un pays voisin** où la législation ou les attitudes seraient moins restrictives à l'égard des MGF ? Les personnes et les familles transfrontalières qui se livrent à cette pratique parce que les lois sont moins restrictives ou parce qu'elles échappent aux poursuites peuvent être une source de préoccupation.

Modèle illustratif pour la cartographie des interventions existantes

Organisation	Domaines thématiques (entourer)	Stratégies	Situation géographique
<ul style="list-style-type: none"> Nom de l'organisation et du projet, durée 	<ul style="list-style-type: none"> Responsabilité du gouvernement Mobilisation sociale Atouts et agencéité des filles et des femmes Santé, éducation, services d'aide sociale et services de protection de l'enfance Divers 	Groupes cibles et stratégies d'intervention clés	Zone géographique d'intervention et caractéristiques (par exemple, difficile à atteindre, urbaine/rurale, zones frontalières, infrastructures insuffisantes, etc.)

C. Mener des évaluations formatives sur le plan communautaire. Une fois que le programme a déterminé sa cible géographique et compris le contexte politique et juridique, une évaluation communautaire permet d'approfondir la compréhension de la configuration et des moteurs « floraux » dans le contexte local. Les évaluations communautaires permettent de comprendre les principaux moteurs des normes liées au genre et d'autres, sociales, ainsi que les intérêts, les comportements et les besoins des communautés ou des populations cibles au niveau des structures, des ressources, de la société et des personnes, et la manière dont ces facteurs influencent les décisions et les actions. Elles définissent :

- Les spécificités de la communauté cible : les facteurs sociodémographiques, le mode de vie et la routine quotidienne, les pratiques, les connaissances et les attitudes actuelles à l'égard des MGF, ainsi que les rôles et les dynamiques de genre liés aux MGF
- Les représentations de la communauté sur les MGF, les causes et les solutions potentielles pour mettre fin à la pratique
- La volonté de la communauté de mettre fin à la pratique au sein de la population cible

En fonction du programme prévu, les évaluations formatives peuvent également aider à définir une compréhension locale de la façon dont les MGF sont pratiquées, de la disponibilité des services et des réponses du programme, et de la mesure dans laquelle les politiques et la législation sont appliquées localement. Il existe de nombreuses façons de procéder à des évaluations formatives communautaires ; vous trouverez à la fin du chapitre plusieurs documents pratiques testés sur le terrain. Il existe également de nombreux angles d'analyse à prendre en compte. L'encadré 5 fournit des exemples de types d'analyses permettant de répondre à des questions particulières ; voir les ressources sur la manière d'entreprendre de telles analyses à la fin de ce chapitre.

Les approches participatives, notamment l'apprentissage et l'action participatifs et la recherche-action participative, sont souvent employées dans les évaluations formatives. Elles permettent aux programmeurs de comprendre et d'apprendre des communautés leurs perceptions des MGF, leur analyse des facteurs qui favorisent

cette pratique et les changements qu'elles souhaitent voir se produire (par exemple, la fin des MGF). Ces approches responsabilisent toutes les personnes impliquées (par exemple, les membres de la communauté, y compris les jeunes, les chefs communautaires et religieux, les prestataires de soins de santé, les enseignants et les travailleurs sociaux) et favorisent la responsabilité ainsi que l'appropriation de la communauté dans le processus d'élimination des MGF (encadré 6). La « recherche », l'« apprentissage » et l'« action » sont interdépendants et s'informent mutuellement par un processus de réflexion itératif.

ENCADRÉ
5

Sous-analyses possibles dans le cadre d'une évaluation formative sur le plan communautaire

Analyses des facteurs d'influence | Qui sont les principaux agents d'influence sur le plan communautaire ? S'agit-il de chefs traditionnels/communautaires et religieux ou de prestataires de soins de santé, dans le cadre de la poursuite ou de l'élimination des MGF ? Qui sont les principaux décideurs au sein et en dehors de la famille ?

Analyse des facteurs du pouvoir | Qui sont les principaux décideurs et autres personnes qui détiennent le pouvoir par rapport à une question particulière, y compris en matière d'accès aux informations et aux ressources, ainsi que les personnes et les organisations qui peuvent influencer ces personnes ?

Analyses des normes sociales | Quels sont les différents rôles et normes des filles et des garçons, des femmes et des hommes vis-à-vis des MGF ; les différents niveaux de pouvoir qu'ils détiennent ; leurs divers besoins, contraintes et possibilités ; et l'impact de ces différences sur les MGF ? Existe-t-il des sanctions pour non-respect d'une norme ? Dans quelle mesure les normes déterminent-elles les comportements en matière de MGF par rapport à d'autres facteurs ?

Analyses du genre | Comment l'égalité/l'absence d'égalité entre les sexes se manifeste-t-elle tout au long du processus d'un programme ? Comment le pouvoir se manifeste-t-il dans les rôles et la prise de décision (voir ci-dessus) ? Comment les programmes intègrent-ils les rôles, les besoins et la participation des femmes, des hommes, des filles et des garçons ?

Analyse des MGF dans les contextes humanitaires | Dans quel contexte historique une crise s'est-elle produite, quelle est sa situation actuelle, et comment les MGF se produisent-elles et sont-elles traitées ?

ENCADRÉ
6

Engager les adolescents dans la recherche-action participative

Les adolescents rejoignent souvent les équipes de recherche-action participative dans le but d'apporter leur compréhension des changements qu'ils aimeraient voir se produire (par exemple, la suppression des mutilations génitales féminines), d'aider à suivre les changements au fur et à mesure qu'ils se produisent, et d'analyser ce qui provoque le changement et ce qui ne le fait pas. Lorsque les adolescents participent à la collecte d'informations avec leurs pairs, ils obtiennent souvent des informations différentes ou plus riches sur les avis et les préoccupations de leurs pairs. De même, lorsque la communauté se rend compte que les adolescents jouent un rôle de recherche-action participative, elle commence à accorder plus de valeur aux contributions de ceux-ci à la responsabilité communautaire et à l'appropriation intergénérationnelle du processus d'élimination des MGF.

Voir : UNICEF : Adolescent Participation in Research: Innovation, rational and next steps.



OUTILS

Analyse des éléments d'influence clés

- Oxfam (2019). [Guide d'Oxfam pour le travail d'influence féministe](#).
- Palitza, K. (2014). [Les chefs traditionnels détiennent le pouvoir, et ce sont presque tous des hommes : l'importance d'impliquer les leaders traditionnels dans la transformation du genre](#). Sonke Gender Justice Network.
- UNICEF (2010). [La dynamique du changement social : vers l'abandon de l'excision/mutilation génitale féminine dans cinq pays africains](#). Florence: Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF.

Cartographie communautaire et disposition des communautés à mettre un terme à la pratique néfaste des MGF

- UNICEF (2021). [Case study on ending female genital mutilation in the State of Eritrea](#).
- Ministry of Health et UNICEF Eritrea (2014). [Eritrea's Community Mapping on Female Genital Mutilation/Cutting \(FGM/C\)](#).

Analyse des facteurs du pouvoir

- Oxfam (2014). [Quick Guide to Power Analysis](#).
- Powercube. [Understanding power for social change](#).
- Swedish International Development Agency (2013). [Power Analysis: A Practical Guide](#).

Analyses des normes sociales

- Department for International Development (2016). [Shifting Social Norms to Tackle Violence Against Women and Girls \(VAWG\)](#).
- Learning Collaborative to Advance Normative Change, The Institute for Reproductive Health (2019). [The Social Norms Exploration Tool \(SNET\)](#).
- UNICEF et UNFPA (2020). [The ACT Framework: Towards a new M&E model for measuring social norms change around female genital mutilation](#).

Analyses du genre

- CARE (2012). [Good Practices Framework: Gender Analysis](#). CARE International Gender Network.
- UNICEF (2018). [Gender Toolkit: Integrating Gender in Programming for Every Child in South Asia](#).

Évaluation et analyse des besoins humanitaires

- UNFPA (2019). [The Inter-Agency Minimum Standards for Gender-Based Violence in Emergencies Programming](#).
- UNICEF (2018). [Guidance on Risk-Informed Programming: How to integrate an analysis of risk into child rights-focused planning and programming](#).

Informations générales sur le recours aux approches participatives dans les évaluations formatives

- UNICEF (2020). [Participatory Research Toolkit for Social Norms Measurement](#)
- Action Against Hunger (2018). [Formative Research for Assisting Behaviour Change: A Practical Guide for Field Workers](#).
- UNICEF (2014). [Participatory Approaches. Methodological Briefs: Impact Evaluation 5](#). Florence: Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF.

Lignes directrices sur l'élaboration des programmes

- UNFPA (2020). [Guidance Note for Applying a Human Rights-Based Approach to Programming in UNFPA](#).
- UNFPA (2020). [De la nécessité de transformer les normes sociales pour parvenir à l'égalité entre les sexes](#).
- UNFPA (2020). [Guide d'introduction : Conduite d'enquêtes publiques aux fins de l'éradication des mutilations génitales féminines](#).
- UNFPA et UNICEF (2020). [Policy Brief: Enabling Environments for Eliminating Female Genital Mutilation](#).
- UNICEF (2020). [COVID-19: Digital and Remote Approaches in Eliminating Female Genital Mutilation and Child Marriage](#).
- UNICEF (2020). [A Decade of Action to Achieve Gender Equality: The UNICEF Approach to the Elimination of Female Genital Mutilation](#).
- UNICEF (2020). [Gender Transformative Approaches for the Elimination of Female Genital Mutilation](#).



3

Conception du programme

Après avoir défini les paramètres du programme, les moteurs des MGF et les lacunes du programme, la prochaine étape comprend trois éléments essentiels de la conception du programme. Il s'agit notamment du développement de la théorie du changement, de la définition des approches du programme et du développement du système de gestion et d'apprentissage basé sur les résultats.

Ces trois éléments sont liés : les théories de changement du programme sont essentielles pour articuler la réflexion sur la manière dont les activités du programme conduisent à des effets définis. Les principes qui sous-tendent les approches des programmes, notamment l'égalité entre les sexes et les droits de l'homme, guident les approches fondées sur l'équité qui conduisent à des effets intermédiaires (tels que les approches sensibles au genre et celles fondées sur les droits de l'homme). La gestion et l'apprentissage axés sur les résultats fournissent le système de collecte de données permettant de suivre les performances du programme, d'orienter l'apprentissage et les études connexes, et de fournir une base d'informations pour la prise de décision concernant le programme.

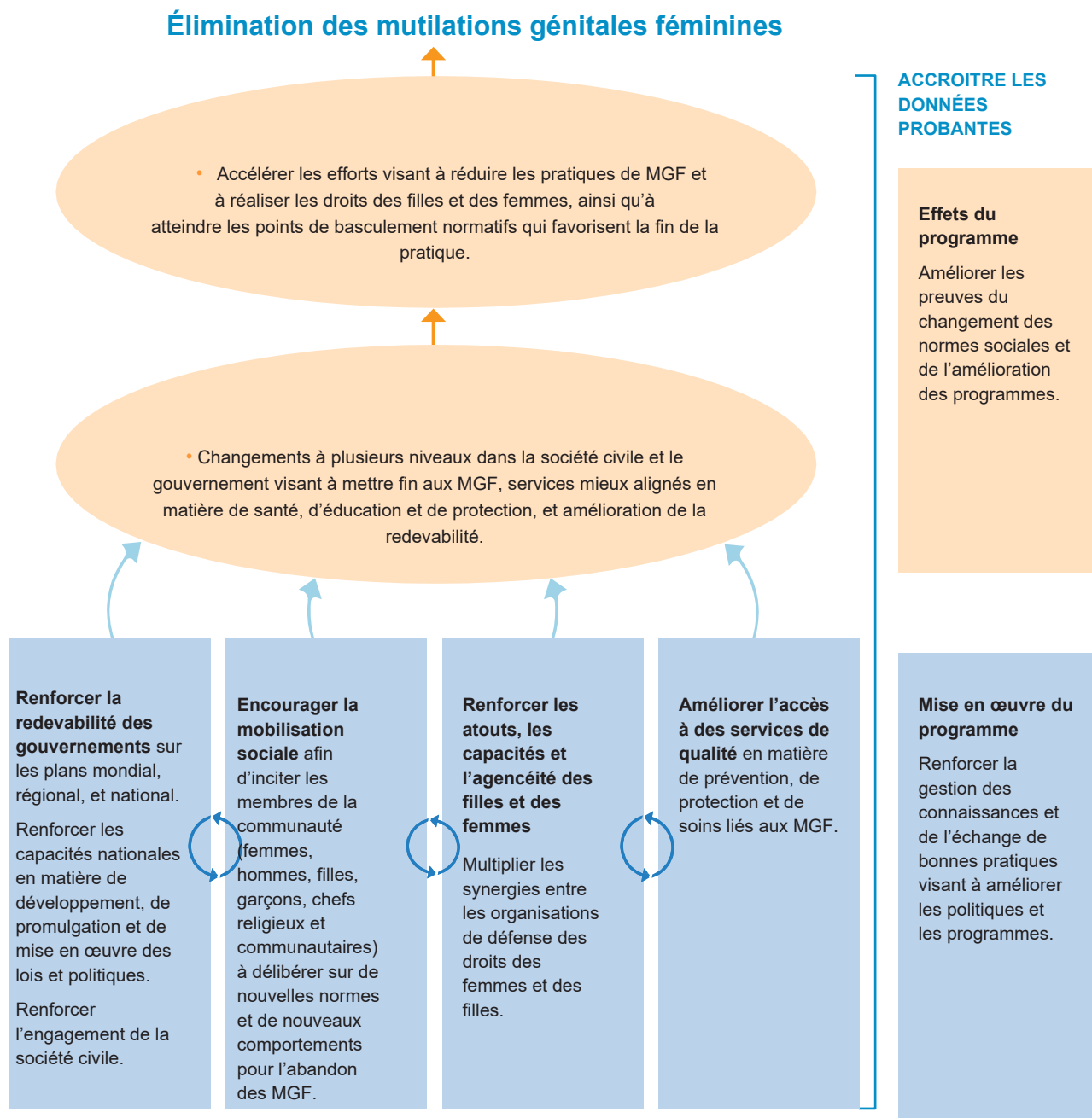
La théorie du changement du programme commun fournit des repères pour les théories du changement des programmes nationaux. La théorie globale du changement s'appuie sur les précieux enseignements tirés de plusieurs décennies de programmation et de recherche. C'est directement lié à **l'objectif 5.3 des ODD**, mettre fin à toutes les pratiques néfastes d'ici à 2030.

La version légèrement adaptée de la figure 3 (voir la version complète à l'annexe A) comprend quatre domaines de programme plus un cinquième relatif à la production de preuves.¹

¹ Par rapport à la théorie du changement du Programme conjoint formel de l'annexe A, la théorie du changement adaptée de la figure 3 est organisée par domaines de programme (produits dans la théorie du changement formelle), et subdivise l'effet 2 en stratégies à l'échelle personnelle (atouts et agencité des femmes et des filles) et en stratégies sur le plan communautaire (mobilisation sociale). Ces distinctions sont utiles du point de vue de la programmation.

Les activités dans les quatre domaines du programme et leurs pistes de changement contribuent à l'élimination définitive des MGF. Elles englobent le renforcement de la responsabilité du gouvernement, notamment à travers l'engagement de la société civile, la promotion de la mobilisation sociale sur le plan communautaire, le renforcement des atouts et de l'agencéité des filles et des femmes, et l'amélioration de l'accès aux services de santé, d'éducation et de protection sociale.

FIGURE 3. Une théorie du changement pour servir de référence dans la programmation



Adaptation à partir de la théorie du changement du Programme conjoint

Ces voies interconnectées conduisent à une série d'effets intermédiaires. Par exemple, les changements dans les croyances et les attentes de la société civile concernant les avantages de la poursuite des MGF ainsi que la législation soutenant l'abandon contribuent ensemble à atteindre des points de basculement normatifs où de nouvelles idées et de nouveaux comportements sont diffusés à tous les niveaux, accélérant le changement de normes sur la voie de l'élimination. Le cinquième axe, relatif à la constitution d'une base fondée sur des preuves dans le cadre de la programmation, indique l'importance du suivi, de l'évaluation et de l'apprentissage des activités, des effets intermédiaires et des impacts. Il est tout aussi essentiel que les programmes consacrent du temps et des ressources à renforcer les preuves de ce qui fonctionne au niveau des axes et entre les axes, ainsi que sur les effets connexes qui contribuent à l'objectif d'élimination des MGF.

Développer une théorie du changement adaptée au programme national

Si la théorie du changement du Programme conjoint peut guider la conceptualisation des programmes nationaux ou régionaux, tous ces programmes fonctionnent dans des contextes uniques. Il ne devrait pas y avoir d'approche unique pour les programmes d'élimination des MGF. Si les MGF présentent des points communs entre les pays et les communautés, la pratique a des moteurs et des significations différents selon le contexte.

Des programmes complets doivent être conçus pour traiter ces facteurs à plusieurs niveaux. Les résultats de la recherche formative (chapitre 2) doivent servir de base à la théorie du changement du programme national, ainsi qu'à la durée du programme et aux ressources nécessaires à la mise en œuvre des interventions.

En conséquence, la théorie du changement d'un programme national doit expliquer comment les interventions soutenues par le Programme conjoint peuvent produire une série de résultats intermédiaires qui contribuent à atteindre les effets ou résultats finaux du programme.

Trois décisions sont nécessaires à la création de paramètres lors du développement de la théorie du changement d'un programme national. Premièrement, quels sont les effets ou les résultats attendus du programme ? Deuxièmement, quelles activités essentielles seront mises en œuvre dans chaque rubrique du programme ? Et troisièmement, quels sont les voies de changement ou les impacts intermédiaires des activités du programme qui permettent d'atteindre les effets ?

Une fois que les effets ou les résultats du programme sont identifiés et que les activités dans chaque domaine du programme sont circonscrites, le développement d'une théorie du changement pour le programme national peut souvent être réalisé dans le cadre d'un atelier participatif impliquant différentes parties prenantes. Le personnel du programme travaille avec les partenaires de mise en œuvre impliqués dans les quatre rubriques du programme dans la théorie du changement, chacun développant des voies de changement menant aux effets escomptés. En conjuguant les différentes compréhensions du fonctionnement d'un programme, il devient plus évident de savoir où et comment les approches conduisent à des résultats intermédiaires tels que ceux que l'on trouve dans la théorie globale du changement du Programme conjoint.

Définir des approches programmatiques fondées sur des principes

Un produit important de l'élaboration d'une théorie du changement du programme est l'articulation des méthodes qui seront utilisées, sur la base des principes qui sous-tendent un programme (voir chapitre 2, encadré 2 pour les méthodes fondées sur des principes). Plusieurs principes qui recourent les quatre domaines de programme de la théorie du changement du Programme conjoint sont brièvement discutés ici.

- Les programmes de lutte contre les MGF sont-ils adaptés au contexte local, traduisant une compréhension des moteurs locaux et des significations de la pratique ?
- Les programmes consacrent-ils du temps à comprendre les normes qui affectent le plus les comportements liés à la pratique, puis utilisent-ils ces informations pour s'attaquer aux normes et aux pratiques néfastes qui se manifestent tant au niveau de la communauté, des services que de la redevabilité des gouvernements ?
- Les programmes sont-ils conçus pour être sexospécifiques et travailler à plusieurs niveaux pour s'attaquer aux causes profondes de l'inégalité entre les sexes ? Le Programme conjoint vise une nouvelle conception des questions de genre. Étant donné l'attention renouvelée portée aux normes liées au genre et aux dynamiques de pouvoir qui alimentent les MGF, les approches d'égalité entre les sexes sont essentielles (voir encadré 7).
- Les programmes traduisent-ils une attention aux échanges intergénérationnels et aux implications en fonction de l'âge de l'excision ? Par exemple, est-il judicieux de cibler les filles à risque ou seulement les adolescentes ? Cela doit-il être fait indépendamment ou parallèlement à un travail avec les principaux influenceurs et décideurs ?
- Quelqu'un est-il laissé-pour-compte ? Les approches admettent-elles les intersections des différentes formes de discrimination à l'encontre des filles risquant de subir des MGF ?

L'attention portée au contexte et aux pratiques et moteurs des MGF peut conduire à des programmes plus ciblés et en améliorer l'efficacité.

Définir les interventions par domaine de programme et élaborer un plan de travail ainsi qu'un budget. Les quatre chapitres suivants proposent des orientations sur la conception des interventions dans les domaines suivants : renforcement de la redevabilité des gouvernements, promotion de la mobilisation sociale à l'échelon de la communauté, renforcement des atouts et de l'agencité des filles et des femmes, et amélioration de l'accès aux services.

Développer un plan de suivi, d'évaluation et d'apprentissage

La théorie du changement constitue la base du développement d'un plan de suivi, d'évaluation et d'apprentissage. Les étapes sont présentées dans la figure 4. Une fois la théorie du changement et le cadre de résultats élaborés, des plans de travail sont créés et mis en œuvre. Les systèmes de suivi permettent de saisir les résultats et autres réalisations. Les informations recueillies doivent être examinées régulièrement avec les parties prenantes, et les défis ainsi que les leçons tirées doivent être discutés, ce qui peut conduire à des ajustements du programme.

Intégrer les approches transformatrices de genre

Une approche transformatrice de genre vise à promouvoir l'égalité entre les sexes :

- En favorisant l'examen critique des inégalités et des rôles, normes et dynamiques de genre.
- En reconnaissant et en renforçant les normes positives qui soutiennent l'égalité et un environnement favorable.
- En encourageant la position relative des filles et des femmes, et en transformant les structures sociales sous-jacentes, les politiques et les normes sociales largement répandues qui perpétuent et légitiment les inégalités entre les sexes.

Les approches transformatrices de genre fonctionnent à tous les niveaux de l'écologie sociale.

- Inscrire les filles au centre des efforts de programmation ; renforcer leurs compétences et leur capacité d'action pour leur permettre de faire d'autres choix de vie.** Les programmes destinés à développer l'esprit critique des filles et leur aptitude à résoudre les problèmes, à renforcer leur sens de la valeur personnelle et de l'autonomie, et à leur apprendre à interagir avec les autres de manière constructive et efficace ont un potentiel transformateur.
- Des informations et des services sexospécifiques, y compris une éducation sur les droits et la santé sexuels et reproductifs.** Les interventions qui établissent des politiques/directives sexospécifiques visant à surmonter les obstacles auxquels les filles font face dans l'accès à l'éducation, à la santé, à la protection et à d'autres services, avec une main-d'œuvre qualifiée comprenant de jeunes femmes qui jouent le rôle de mentors, peuvent être particulièrement transformatrices lors du passage des filles à l'âge adulte.
- Faire participer les hommes et les garçons à l'égalité entre les sexes.** Les programmes impliquant de manière créative les garçons et les hommes dans des activités qui leur permettent de remettre en question et de reconnaître les problèmes de masculinité, qui peuvent nuire aux hommes et à leurs relations. Prendre conscience des privilèges et du pouvoir qu'ils exercent dans la société aide les hommes à s'engager et à devenir des agents de changement pour l'égalité entre les sexes.
- Mobiliser les communautés, les systèmes et les réseaux sociaux, notamment par le biais de stratégies de communication efficaces, afin de montrer des attitudes positives à l'égard des filles et d'investir en elles.** Les dialogues communautaires, reposant sur les droits, inclusifs et participatifs, renforcent la confiance, clarifient les perceptions et favorisent le changement en vue d'investir dans les filles et de promouvoir des normes positives liées au genre.
- Établir des partenariats institutionnels solides avec le gouvernement, la société civile et le secteur privé.** Les partenariats qui favorisent l'adoption de lois nationales et de politiques dotées de ressources suffisantes pour protéger et promouvoir les droits des filles contribuent à faire évoluer de manière durable les normes liées au genre soutenues par des facteurs structurels.

Les approches transformatrices de genre travaillent vers la droite du continuum de l'équité des genres.



Source : Adapted from UNFPA, UNICEF and UN Women (2020): [Technical note on gender-transformative approaches](#)

FIGURE 4. Gestion et apprentissage axés sur les résultats



Source : UNFPA et UNICEF (2017), Document de programme pour la phase III du Programme conjoint.

Développer un système de suivi des performances du programme. Le suivi permet de contrôler la performance du programme. Lorsque vous travaillez avec de multiples parties prenantes et organismes menant de nombreuses interventions, un ensemble d'indicateurs de base peut aider les gestionnaires et les parties prenantes à voir les progrès réalisés sur le plan national et leurs contributions au programme plus vaste mis en œuvre.

Au début des programmes, il pourrait s'avérer utile de consacrer du temps à un atelier réunissant les parties prenantes et les organisations d'exécution concernées afin de dégager un consensus sur les indicateurs de suivi de base. Les indicateurs propres à chaque pays doivent être liés aux actions critiques et aux effets intermédiaires de la théorie du changement du programme national.

Soutenir la création d'un système complet de suivi des MGF. Cela facilitera les examens annuels avec le gouvernement et les autres parties prenantes, et soutiendra la redevabilité.

- Examiner les systèmes d'information de gestion dans différents secteurs afin de recenser les indicateurs relatifs aux MGF dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la protection sociale et de la justice, lorsqu'ils sont disponibles. Les données sur les services de routine provenant des systèmes d'information de gestion de la santé peuvent comprendre des données sur les consultations et les traitements liés aux MGF.
- Examiner, le cas échéant, les systèmes d'information transversaux tels que ceux axés sur la programmation en matière de genre et de jeunesse.
- À terme, les indicateurs relatifs aux MGF peuvent être intégrés au cadre national d'indicateurs standard, où le gouvernement est responsable de la production, du développement, de la compilation et de la diffusion des effets de performance. L'intégration des indicateurs relatifs aux MGF améliorera la redevabilité.

Suivre les effets du changement social dû à la mise en œuvre du programme. Les EDS et les MICS, ainsi que les systèmes de suivi ci-dessus, sont actuellement les principales sources d'information sur les MGF. Néanmoins, ils ne sont pas conçus pour fournir des informations sur les normes sociales et autres changements qui représentent des effets intermédiaires de la mise en œuvre du programme. Le Programme conjoint, en partenariat et en collaboration avec l'Université de Drexel, a conçu un cadre global de suivi et d'évaluation connu sous le nom de Cadre ACT. Il facilite la collecte de données qualitatives sur les perceptions, les attitudes et les comportements sur les plans individuel et communautaire permettant d'évaluer la performance du programme sur les changements liés au genre et aux normes sociales.

Évaluation du programme. Le Programme conjoint veut construire une base fondée sur des preuves solides sur ce qui fonctionne. Néanmoins, il existe relativement peu d'évaluations des programmes de lutte contre les MGF. La plupart se concentrent sur les effets à long terme, perdant ainsi l'occasion d'évaluer les changements dans les effets intermédiaires, ce qui donne des informations sur ce qui fonctionne/ne fonctionne pas en matière de pratiques du programme.

Le Programme conjoint a conçu un [Compendium d'Indicateurs sur les MGF](#) qui fournit un ensemble complet d'indicateurs.

En matière d'évaluation, d'autres méthodes de suivi et d'évaluation qualitative ont été développées pour évaluer le changement social dans des environnements complexes, notamment [la cartographie des effets](#), [la récolte des effets](#) et [le changement le plus notable](#).

Les directeurs de programme ainsi que les spécialistes du suivi et de l'évaluation peuvent utiliser ces techniques participatives et qualitatives à mi-parcours et à la fin du programme pour documenter les effets du changement des normes sociales. Le Programme conjoint a récemment lancé un [programme de formation](#) sur les méthodes qualitatives de suivi et d'évaluation.

Pas d'approche « unique »

Il ne devrait pas y avoir d'approche unique pour les programmes d'élimination des MGF. Si les MGF présentent des points communs entre les pays et les communautés, la pratique a des moteurs et des significations différents selon le contexte. Des programmes complets doivent être conçus pour traiter ces facteurs à plusieurs niveaux.

Soutenir l'apprentissage organisationnel

L'apprentissage constitue un élément essentiel de la gestion axée sur les résultats. La recherche formative, les analyses de situation, le suivi de la mise en œuvre, les études rapides visant à tester les stratégies et les évaluations permettent d'acquérir des connaissances qui font partie du processus d'apprentissage, en plus d'évaluer si un programme est efficace. Si la supervision et le suivi des programmes sont essentiels pour garantir une mise en œuvre de qualité, une approche d'apprentissage entre les parties prenantes et les interventions permettra de créer des synergies dans les domaines de l'apprentissage et de la programmation. Une approche d'apprentissage partagée à travers un réseau d'organisations collaboratrices peut favoriser les responsabilités pour le programme plus étendu.

La valeur d'un programme d'apprentissage va au-delà du partage des expériences et de leur documentation. Au fur et à mesure que de nouvelles preuves sont examinées à partir de la mise en œuvre, du suivi et d'autres données, les agences de mise en œuvre ont la latitude de faire des ajustements pour améliorer le fonctionnement du programme.

Les plateformes permettant de faciliter l'apprentissage et le partage d'expériences ainsi que d'autres données varieront selon les pays. L'encadré 8 esquisse quelques idées permettant de tirer parti des plateformes existantes pour améliorer la gestion des connaissances et présente des conseils permettant de développer et d'utiliser des questions d'apprentissage pour guider l'apprentissage du programme.

Le Programme conjoint se situe à une croisée des chemins déterminante, nécessitant de meilleures preuves de ce qui fonctionne ou pas. Des fonds du programme devraient être alloués à la promotion de l'apprentissage pendant la mise en œuvre et à la documentation des leçons tirées.

CONSTRUIRE LA CONNAISSANCE

Recherche
formative

+ Analyse
des situations

+ Suivi
de la mise en œuvre

+ Des études rapides visant à
tester les stratégies et
les évaluations

Utilisation de plateformes et d'agendas d'apprentissage dans le cadre de la gestion axée sur les résultats

Plateformes communes pouvant faciliter l'apprentissage

Réunions techniques mondiales annuelles organisées par le Programme conjoint pour les points focaux travaillant sur les plans national, régional et mondial.

Le Programme conjoint soutient la [Communauté de pratique mondiale « Building Bridges to End FGM »](#), qui met en réseau les praticiens, les activistes et les universitaires intéressés par l'avancement de la programmation et de l'apprentissage.

Des webinaires mondiaux et régionaux sur l'élimination des MGF sont organisés périodiquement pour partager des informations et engager un dialogue sur les questions liées aux MGF.

Les réunions des réseaux régionaux, p. ex., sur la protection de l'enfance, la santé et les droits de l'homme, permettent de mettre les MGF à l'ordre du jour.

Les groupes de collaboration technique nationaux, tels qu'un groupe de travail avec les agences d'exécution, les ministères, les organisations de la société civile, les groupes intersectoriels et les groupes de femmes, peuvent offrir des possibilités d'apprentissage.

Les échanges d'apprentissage inter-programmes pourraient comprendre des visites d'échange entre les programmes et les parties prenantes concernées, ainsi que des réflexions annuelles d'apprentissage par les acteurs des MGF, axées sur des thèmes d'intérêt commun, comme la gestion de l'opposition sociale.

Créer des agendas d'apprentissage permettant de guider la réflexion

Un agenda d'apprentissage comprend :

- 1) Une série de questions portant sur les lacunes critiques en matière de connaissances qui empêchent de prendre des décisions éclairées en matière de conception et de mise en œuvre.
- 2) Des plans d'activités d'apprentissage permettant de répondre à ces questions.

De bonnes pratiques permettant de lancer des agendas d'apprentissage

- Les activités d'apprentissage doivent comprendre une analyse et une synthèse afin de s'assurer que l'apprentissage est utilisé ; le partage de l'apprentissage avec les décideurs et les parties prenantes en favorise également l'utilisation.
- La collaboration est essentielle à l'établissement et à la mise en œuvre des programmes d'apprentissage. En associant les parties prenantes au processus de conception et de supervision de la mise en œuvre, vous aurez plus de chances d'obtenir leur adhésion et leur volonté de contribuer aux activités d'apprentissage.
- Commencer par l'apprentissage permet de se concentrer sur les connaissances les plus importantes pour l'efficacité du programme.



Source : United States Agency for International Development (2017), [Establishing a Learning Agenda](#).



OUTILS

Théorie du changement

- Pour obtenir des orientations générales sur l'élaboration d'un programme relatif à la théorie du changement, voir [BetterEvaluation](#).
- Innovation for Poverty Action (2016). [Orienter votre programme pour élaborer une théorie du changement](#).

Gestion axée sur les résultats/suivi, évaluation et apprentissage

- Oxfam (2017). [Appliquez les principes féministes au suivi, à l'évaluation, à la redevabilité et à l'apprentissage des programmes](#).
- UNFPA (2019). [Principes et normes de gestion axés sur les résultats : Le cadre 3+5 pour l'auto-évaluation](#).
- UNICEF (2017). [Manuel de gestion axé sur les résultats : Travailler ensemble pour les enfants](#).



4

Renforcer la redevabilité des gouvernements en matière de politique et de législation

Les cadres politiques et juridiques nationaux et mondiaux/régionaux renforcent et légitiment les efforts d'élimination des MGF. Un cadre juridique national qui affirme que les MGF constituent une violation des droits de l'homme joue un rôle essentiel. La quasi-totalité des 29 pays africains dans lesquels les MGF sont les plus répandues dispose d'une législation à leur encontre, mais l'application de celle-ci reste un défi important. Ce chapitre présente des stratégies pour renforcer et consolider la redevabilité des gouvernements dans les actions politiques et législatives relatives aux MGF à l'échelle nationale, suivies d'idées et d'actions de plaidoyer sur les plans mondial et régional. Plusieurs études de cas mettent en évidence des pratiques législatives et politiques innovantes ainsi que des actions de plaidoyer. Voir d'autres exemples à l'annexe B.

Action législative à l'échelle nationale

Dans les pays où la loi n'existe pas, il convient de l'introduire. Lorsque la loi existe, mais que sa mise en œuvre pose des problèmes, envisagez les mesures suivantes :

Mener une recherche formative pour mieux comprendre les défis de la mise en œuvre. S'agit-il d'un manque de connaissance des lois ? Y a-t-il des lacunes en matière de capacités dans l'application de la loi, la protection sociale ou le système judiciaire ? Les tribunaux sont-ils géographiquement accessibles ? Les services juridiques sont-ils gratuits et accessibles ? Existe-t-il des structures de surveillance communautaire ? Voir le cas du tribunal mobile ci-dessous.

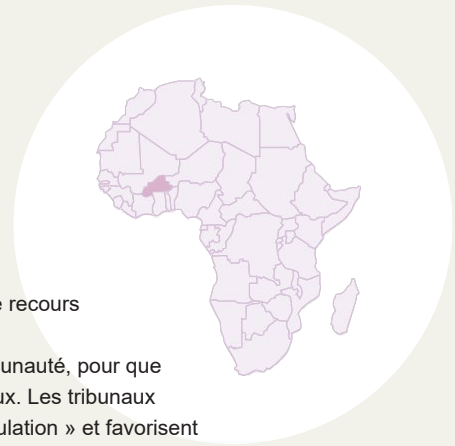
Soutenir les efforts visant à élaborer et à mettre en œuvre un cadre juridique, notamment en informant sur la loi aux échelons national et communautaire, en renforçant les capacités des membres du secteur de la justice tels que la police, les procureurs et les juges, en fournissant des services juridiques gratuits aux filles et aux femmes qui risquent de subir des MGF ou qui en sont victimes, et en créant des synergies avec d'autres secteurs, notamment la santé, l'éducation et la protection sociale.

- **Soutenir l'accès à la justice pour les filles et les femmes** qui ont subi ou risquent de subir des MGF. Il s'agit d'une étape fondamentale pour rendre l'engagement du gouvernement explicite (pour plus d'informations sur le renforcement des services juridiques adaptés aux filles et aux femmes, voir le chapitre 7). Les interventions peuvent comprendre le renforcement des capacités des travailleurs sociaux, des agents de protection, des procureurs, des juges et des avocats.
- **Encourager l'application de la législation sur les MGF par la police.** Les interventions peuvent viser à renforcer les capacités des officiers de police ainsi que celles des personnes engagées auprès des femmes et des filles afin de poursuivre les responsables qui violent la loi.

EXEMPLE
DE CAS

Encourager les filles et les femmes à faire recours à la justice par le biais des tribunaux mobiles au Burkina Faso

Le Burkina Faso est connu pour son leadership dans la mise en œuvre et l'application de la législation anti-MGF. Pour permettre à la communauté de faire recours aux organismes juridiques de manière culturellement acceptable, une nouvelle idée a été adoptée, celle d'établir les tribunaux au sein de la communauté, pour que les membres de la communauté ne se déplacent plus pour aller vers les tribunaux. Les tribunaux communautaires mobiles intentent des poursuites judiciaires « auprès de la population » et favorisent la collaboration entre les communautés et le système judiciaire. Ils assurent l'accès à la justice aux femmes et aux filles victimes de MGF, même dans les régions les plus éloignées du pays. Les tribunaux communautaires mobiles sensibilisent également le public et les communautés sur les effets néfastes des MGF et autorisent les juges à sanctionner les auteurs et les complices de cette pratique devant un public local. L'implication de tous les membres de la communauté et la couverture médiatique locale contribuent à la prévention des MGF.



Source : Conseil de population (2020), quand et comment la loi réduit-elle efficacement la pratique de la mutilation génitale féminine/l'excision ?

Action politique nationale et locale

Les politiques ou stratégies nationales et locales visant à éliminer les MGF renforcent l'appropriation locale et tiennent les gouvernements ainsi que la société civile et les communautés responsables de la protection des filles.

Compte tenu du fait que les questions relatives aux MGF couvrent un large éventail de domaines politiques et de secteurs, des mécanismes sont nécessaires pour coordonner les travaux visant à éliminer cette pratique. Ces mécanismes permettent de maintenir les MGF à l'ordre du jour politique, d'éviter les doubles emplois et de permettre aux parties prenantes de collaborer et de partager leur expertise ainsi que leur expérience. Il est important d'envisager de soutenir ce qui suit :

- **Élaborer un plan national chiffré et/ou des plans d'action locaux** qui définissent les objectifs, les activités, les effets escomptés, les institutions compétentes, les ressources prévues et nécessaires, ainsi que la période de réalisation de chaque objectif. Veiller à ce que des examens annuels de la mise en œuvre soient effectués pour contrôler la mise en œuvre du plan et apporter des ajustements afin d'améliorer l'efficacité. Les femmes et les filles doivent participer à la conception et au suivi des plans d'action, qu'ils soient élaborés sur le plan national ou local. Les plans devraient inclure des budgets pour assurer la mise en œuvre annuelle.
- **Renforcer un organisme/des comités de coordination nationale** pour assurer une synergie entre les ministères clés, la société civile et le secteur privé, ainsi que les autres parties prenantes qui créent et/ou mettent en œuvre la politique et la législation.
- **Soutenir la collecte régulière et systémique de données** fiables à l'échelle transnationale et comparative. Il peut s'agir de statistiques compilées par des prestataires de soins de santé, des travailleurs sociaux, des organismes chargés de faire respecter la loi et/ou des organes judiciaires.
- **Créer des possibilités de redevabilité sociale** en soutenant les activités de la société civile pour examiner les rapports d'avancement annuels sur les plans d'action nationaux et locaux, y compris les organisations et les réseaux dirigés par des femmes et des jeunes. Cela formalise l'interaction des jeunes en tant que futurs citoyens et renforce la compréhension des gouvernements quant à leur redevabilité envers les communautés touchées par les pratiques néfastes.

Le plaidoyer mondial et régional rend les gouvernements responsables de leur engagement à éliminer les mutilations génitales féminines et maintient cette pratique en priorité dans les programmes internationaux et régionaux de développement.

EXEMPLE
DE CAS

Amélioration du suivi de la mise en œuvre de la feuille de route nationale chiffrée de l'Éthiopie pour mettre fin aux mutilations génitales féminines et au mariage des enfants (2020–2024)



Le gouvernement éthiopien a criminalisé les MGF en 2004. L'Éthiopie utilise, depuis longtemps, des politiques et des lois pour guider la programmation et l'action des MGF, mais la mise en œuvre n'a pas été bien coordonnée et a été financée de façon irrégulière. En 2019, le Ministère des Femmes, des Enfants et de la Jeunesse a utilisé une approche participative impliquant les parties prenantes du pays, notamment l'UNICEF, l'UNFPA et ONU Femmes, pour concevoir une feuille de route nationale chiffrée afin de mettre fin aux MGF et au mariage des enfants (2020-2024).

La feuille de route propose une théorie du changement qui identifie les moteurs des MGF, les stratégies d'élimination des MGF, les effets clés et une voie de résultats pour atteindre les effets. Elle présente des stratégies fondées sur des preuves pour éliminer les MGF en Éthiopie d'ici à 2025 et décrit les coûts nécessaires, légitimant ainsi les efforts visant à augmenter les budgets gouvernementaux pour éliminer les pratiques néfastes.

Les cinq stratégies principales comprennent : 1) L'autonomisation des jeunes filles adolescentes et de leurs familles, 2) l'engagement communautaire, 3) l'amélioration des systèmes, de la redevabilité et des services dans tous les secteurs, 4) la création et le renforcement d'un environnement favorable, et 5) l'accroissement de la production et de l'utilisation de données et de preuves. Le cadre de suivi et d'évaluation comprend des indicateurs pour chaque effet et des moyens directs permettant aux agences particulières impliquées dans la mise en œuvre de vérifier les résultats et d'être tenues responsables.

Les résultats sont encore attendus pour confirmer si une feuille de route chiffrée améliorera la responsabilité dans l'allocation des ressources et renforcera l'engagement politique. L'utilisation d'un processus participatif pour élaborer la feuille de route est de bon augure pour sa mise en œuvre, car les principales parties prenantes ont apporté des contributions importantes à son élaboration.

Les cinq stratégies principales comprennent :

1. L'autonomisation des jeunes filles adolescentes et de leurs familles
2. L'engagement communautaire
3. L'amélioration des systèmes, de la redevabilité et des services dans tous les secteurs
4. La création et le renforcement d'un environnement favorable
5. L'accroissement de la production et de l'utilisation de données et de preuves.

Source : Le Ministère des Femmes, des Enfants et de la Jeunesse et Alliance nationale pour mettre fin aux MGF et à l'ECM (2019), [Feuille de route nationale chiffrée pour mettre fin au mariage des enfants et aux MGF/E en Éthiopie \(2020-2024\)](#).

Le plaidoyer mondial et régional

Le plaidoyer mondial et régional rend les gouvernements responsables de leur engagement à éliminer les mutilations génitales féminines et maintient cette pratique en priorité dans les programmes internationaux et régionaux de développement. Il existe de nombreuses possibilités d'améliorer la visibilité des MGF. L'encadré 9 présente quelques suggestions, tandis que l'encadré 10 traite précisément des enquêtes publiques.

ENCADRÉ 9

Quelques idées pour soutenir les efforts mondiaux et régionaux d'élimination des MGF

De nombreux forums internationaux et régionaux préconisent l'élimination des MGF, dans le but de dégager un consensus sur les MGF en tant que violation des droits des filles et des femmes, et d'encourager les efforts délibérés visant à faire de la MGF une priorité de développement.

Faire preuve de créativité et d'innovation dans l'organisation d'événements de plaidoyer mondiaux et régionaux susceptibles de retenir l'attention, de maintenir les MGF en tête des priorités politiques et de générer une nouvelle énergie ainsi qu'une nouvelle dynamique en faveur de l'élimination. Des supports de communication efficaces et fondés sur des preuves peuvent apporter une contribution majeure.

Les activités de plaidoyer peuvent prendre différents formats, notamment des panels de haut niveau, des réunions, des campagnes, des expositions et des initiatives dans les médias sociaux.

Le plaidoyer peut être organisé à l'occasion de journées internationales et d'autres événements largement reconnus, qui offrent la possibilité de plaider en faveur de l'élimination des MGF. Il s'agit notamment des événements suivants :

- Journée internationale de tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines (6 février)
- Commission des Nations Unies sur le statut des femmes (chaque année)
- Journée internationale de la fille (11 octobre)
- 16 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre (25 novembre au 10 décembre)
- Assemblée générale des Nations Unies (chaque année)
- Sommet des chefs d'États et de gouvernement de l'Union africaine et forums similaires

De nombreux instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme et des documents de consensus sont utiles pour le plaidoyer. Voir une liste complète à l'annexe C.

Les campagnes de plaidoyer mondiales et régionales doivent inclure des stratégies de mobilisation des ressources pour lutter contre les MGF, étant donné que les ressources actuelles ne correspondent pas à ce qui est nécessaire pour l'élimination d'ici à 2030.

Un guide d'introduction à la conduite d'enquêtes publiques aux fins de l'élimination des MGF

Une enquête publique est une exploration d'un problème systémique de droits de l'homme où le public est invité à jouer un rôle clé. Elle peut fournir aux institutions nationales des droits de l'homme, qui ont un rôle central à jouer dans la promotion de l'élimination des MGF, un outil puissant pour engager et éduquer le public, analyser une violation systémique des droits de l'homme et faire progresser l'élimination.

Ce guide d'introduction est destiné aux institutions nationales des droits de l'homme des pays où les MGF sont répandues, ainsi qu'à leurs partenaires. Il constitue une ressource unique et concise pour planifier et mener une enquête sur les MGF, avec des connaissances et des conseils essentiels sur les points suivants :

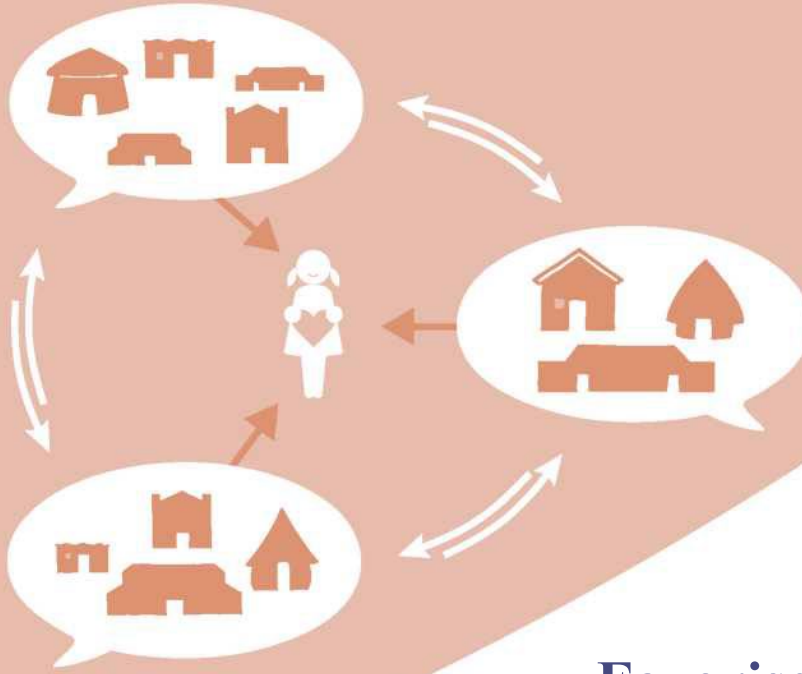
- Le contexte dans lequel les institutions nationales se concentrent sur l'égalité entre les sexes, la santé sexuelle et reproductive et les droits reproductifs
- Les liens entre les droits de l'homme relatifs aux MGF, les institutions nationales des droits de l'homme et les enquêtes publiques
- Les cadres mondiaux et régionaux applicables aux MGF
- La justification de la priorisation des enquêtes publiques en tant qu'interventions stratégiques pour éliminer les MGF
- Une description étape par étape de l'organisation d'une enquête publique sur les MGF, y compris des conseils de programmation dans le cadre de la COVID-19

Source : UNFPA (2020), [Guide d'introduction : Conduite d'enquêtes publiques aux fins de l'éradication des mutilations génitales féminines](#).



OUTILS

- UNFPA (2014). [Les forces motrices de l'interdiction de la pratique de la mutilation génitale féminine/excision au Kenya, en Ouganda et en Guinée-Bissau](#).
- UNFPA (2014). [Mise en œuvre du cadre régional et international des droits de l'homme pour l'élimination de la mutilation génitale féminine](#).
- UNFPA (2020). [Fiche d'information. Redevabilité pour l'élimination des mutilations génitales féminines : Focus sur le troisième cycle de l'examen périodique universel](#).
- UNFPA et UNICEF (2020). [Policy Brief: Redevabilité pour l'élimination des mutilations génitales féminines](#).
- UNICEF (2010). [Réforme législative pour soutenir l'abandon des MGF](#).



5

Favoriser la mobilisation sociale à l'échelle communautaire

Les interventions communautaires qui mettent l'accent sur l'engagement des structures sociales et civiques peuvent exister, mais elles peuvent ou non être engagées ou efficaces pour assurer le développement et le bien-être de la communauté.² Bien qu'elles puissent sembler similaires en apparence, les interventions peuvent avoir des objectifs différents, utiliser des stratégies différentes et obtenir des effets différents. Les interventions communautaires visant un changement social et structurel utilisent des approches de changement social et comportemental pour sensibiliser et encourager le questionnement critique, conduisant à de nouvelles idées et à une nouvelle compréhension contribuant au changement normatif et à l'abandon.

Ce chapitre est organisé selon quatre types d'approches communautaires qui peuvent être combinées avec des stratégies de changement social et comportemental pour viser un changement social et structurel (encadré 11). Plusieurs exemples de cas mettent en évidence différentes innovations en matière de mobilisation. Voir des exemples supplémentaires à l'annexe D.

Notez que les interventions visant à renforcer les atouts et l'agencéité des filles et des femmes à l'aide d'approches interpersonnelles et de groupe (chapitre 6) fonctionnent souvent en parallèle pour créer un impact social plus important. Les médias peuvent amplifier les idées et les messages pour soutenir le changement social.

Une grande attention a été portée sur les interventions menant à des déclarations publiques pour mettre fin aux MGF (mobilisation sociale). Pourtant, d'autres approches, telles que les rites de passage alternatifs (déviance positive), se sont avérées efficaces pour contribuer à l'abandon de cette pratique. Au Kenya, des rites de passage alternatifs réalisés par des communautés pratiquantes marquent le passage d'une fille à l'âge adulte sans MGF. Les rites alternatifs impliquent

² Ce chapitre s'inspire largement de Storey et al., 2011.

une éducation participative de la communauté sur la culture locale, les aptitudes à la vie quotidienne, les compétences à la communication, la conscience de soi, les relations familiales, la sexualité, l'adaptation à l'adolescence, les infections sexuellement transmissibles, le VIH/SIDA et la violence fondée sur le genre.

ENCADRÉ
11

Influencer le changement social et structurel pour l'abandon des MGF : Quatre approches communautaires et stratégies de changement social et comportemental

- 1 Les approches de **mobilisation communautaire** sont conçues pour encourager l'action ou la participation à grande échelle (plutôt que par un nombre relativement limité de personnes) au sein d'une communauté particulière. Ces interventions ont tendance à être intégrées de manière stratégique, en faisant appel aux prestataires de services de santé, aux réseaux de protection de l'enfance, aux dirigeants communautaires, aux activités d'information ciblée, aux événements communautaires et aux médias, dans le but de couvrir l'ensemble de la communauté tout en faisant appel aux structures sociales qui fournissent et soutiennent les services.
- 2 **La mobilisation sociale** peut être définie comme un vaste effort visant à faire participer les personnes à la réalisation des objectifs de développement par des efforts autonomes et un dialogue à plusieurs niveaux. Tout comme la mobilisation communautaire, les efforts de mobilisation sociale vont généralement au-delà du changement de comportement pour viser le changement social et visent à lutter contre la marginalisation et l'inégalité en impliquant tous les segments pertinents de la société, en touchant plusieurs secteurs ou une zone géographique plus vaste qu'une communauté physique.
- 3 **La déviance positive** est une nouvelle approche. Elle est basée sur la communauté dans le sens où la déviance est définie par rapport à une norme communautaire. L'approche est « axée sur la force » et consiste à identifier les personnes qui pratiquent des comportements peu courants, mais réussis (déviant positifs), puis à faire connaître les avantages et les moyens de réaliser ces comportements. L'approche est un succès en ce sens qu'elle promeut des alternatives réussies aux pratiques normatives actuelles.
- 4 **Les mouvements sociaux et l'autonomisation** se rapportent aux vastes efforts de changement politique et social. Les mouvements sociaux ont tendance à avoir un programme politique plus explicite, comme l'autonomisation des filles et des femmes. Ces interventions visent souvent à réparer les torts ou à corriger les inégalités. À quelques exceptions près, les interventions de cette catégorie tendent à mesurer les changements structurels et de processus plutôt que les changements de comportement.
- 5 **Les stratégies de changement social et comportemental** jouent un rôle spécifique et intégral dans les approches communautaires visant à résoudre les problèmes sociaux et structurels. La stratégie combinée de mobilisation sociale et d'engagement communautaire crée des sphères publiques propices au débat, à la réflexion critique et à l'établissement de partenariats communautaires ; elle utilise le plaidoyer pour mobiliser des ressources et fait appel aux médias et aux dirigeants pour sensibiliser aux questions préoccupantes.

Source : Adapté de Storey et al. (2011), « Social & Behavior Change Interventions Landscaping Study: A Global Review. »

Les interventions communautaires qui visent un changement social et structurel utilisent des approches de changement social et comportemental pour sensibiliser et encourager le questionnement critique, conduisant à de nouvelles idées et à une compréhension contribuant au changement normatif et à l'abandon.

Les campagnes à travers les médias numériques et de masse peuvent jouer un rôle d'activisme social, comme la campagne en ligne #TouchePasAMaSoeur, un exemple de mouvement social et d'autonomisation. D'autres initiatives, comme le projet de développement holistique [des filles en partenariat avec le projet Grandmother](#) au Sénégal, utilisent le dialogue communautaire, en particulier le dialogue intergénérationnel, pour la sensibilisation et la réflexion communautaires sur la culture, la tradition et les questions relatives aux filles, y compris les MGF et la mobilisation sociale. Les interventions communautaires doivent être renforcées par des approches de communication qui catalysent de nouvelles idées conduisant à des changements sociaux et permettant l'élimination des MGF. La dernière section de ce chapitre traite brièvement des aspects de la communication et du changement des normes sociales.

EXEMPLE
DE CAS

La mobilisation communautaire peut accélérer le développement holistique des filles au Sénégal

Le programme de développement holistique des filles au Sénégal élaboré par le projet Grandmother grâce au soutien de l'UNICEF favorise le changement des normes sociales liées à l'éducation des filles et aux MGF à travers l'autonomisation des filles et en créant un environnement favorable aux familles et aux communautés pour soutenir le changement des filles. Une évaluation réelle financée par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) dans le cadre du projet Passages a révélé des effets positifs considérables sur le dialogue et le soutien intergénérationnels, l'auto-efficacité des filles, des soignants et des grands-mères, ainsi que sur les normes sociales liées aux MGF et à l'éducation des filles.



Les principales conclusions de l'évaluation sont les suivantes :

- Réduction de l'incidence des MGF : Moins de filles dans le groupe d'intervention (26,3 %) par rapport au groupe de contrôle (56 %) ont subi des MGF.
- Une plus grande participation des adolescentes dans la prise de décision de rester à l'école : les filles exposées à l'intervention étaient bien plus susceptibles que celles non exposées de croire que leur opinion sera prise en compte au moment de prendre la décision de quitter l'école (86 contre 62 %) et plus nombreuses à croire qu'elles resteront à l'école aussi longtemps qu'elles le souhaitent (79 contre 63 %).
- Les grands-mères dans les sites d'intervention étaient beaucoup plus susceptibles de se sentir comme des membres importants de la communauté et de prodiguer des conseils ainsi qu'un soutien aux adolescentes et à leurs aidants.

Source : Le projet Grandmother – Changement par la culture : Rapport de recherche quantitative du programme de développement holistique des filles. Mai 2020. Washington, D.C. : Institut de recherche pour la santé reproductive, Université de Georgetown en partenariat avec l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).

La mobilisation communautaire

Les approches de mobilisation communautaire sont conçues pour encourager l'action ou la participation à grande échelle au sein d'une communauté particulière, plutôt que par un nombre relativement limité de personnes. Ces interventions ont tendance à être intégrées stratégiquement à tous les niveaux de l'écologie sociale : ménages, communautés, systèmes de prestation de services et environnements sociaux et politiques. Elles peuvent faire recours à des prestataires de services de santé, à des dirigeants communautaires, à des comités de protection de l'enfance, à des activités d'information ciblée, à des événements communautaires et aux médias pour tenter de couvrir l'ensemble de la communauté tout en faisant appel aux structures sociales qui fournissent et soutiennent les services. Une combinaison d'approches de mobilisation communautaire, de communication et de changement des normes sociales, ainsi que de plaidoyer peut les élever à un niveau qui peut être nécessaire pour un changement social général.

Mobilisation sociale

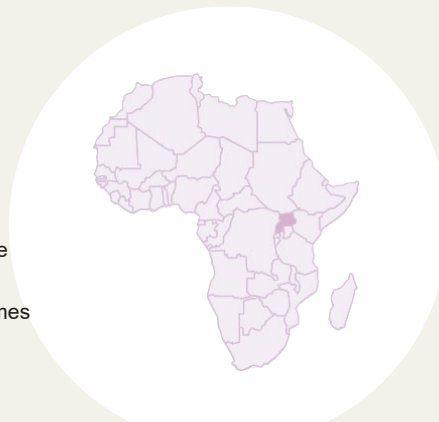
La mobilisation sociale est un vaste effort visant à faire participer les personnes à la réalisation des objectifs de développement par des efforts autonomes et un dialogue à plusieurs niveaux. Tout comme la mobilisation communautaire, la mobilisation sociale va généralement au-delà du changement de comportement et vise un développement social plus large. Les interventions de mobilisation sociale visent à lutter contre la marginalisation et l'inégalité ; pour atteindre cet objectif, elles doivent impliquer tous les acteurs pertinents de la société et toucher plusieurs secteurs ou une zone géographique plus vaste qu'une communauté physique. Par conséquent, les approches de communication renforcent souvent la capacité d'accroître l'autonomie et offrent des possibilités de dialogue dans l'ensemble de l'écologie sociale. La mobilisation sociale et le plaidoyer pour les marginalisés vont de pair.

EXEMPLE
DE CAS

SASA ! Approche de mobilisation communautaire

En Ouganda, la stratégie « Start, Awareness, Support, Action » (SASA !) est axée sur la lutte contre les MGF et la violence fondée sur le genre en explorant les aspects sexospécifiques du pouvoir. Sasa est un mot kiswahili qui signifie « maintenant ». Le processus consiste à mobiliser une masse critique de personnes à tous les niveaux de la société pour créer le changement des normes sociales. À travers la mobilisation communautaire, SASA ! promeut les droits et la santé sexuels et reproductifs en changeant les attitudes et les comportements qui entraînent un déséquilibre du pouvoir dans les relations entre les hommes et les femmes. SASA ! accompagne les communautés dans un processus de changement qui évolue étape par étape, en utilisant quatre stratégies : l'activisme local, les médias et le plaidoyer, les supports de communication et la formation pour atteindre une variété de personnes. Une évaluation menée en 2014 a révélé une réduction notable des cas de MGF et de violence fondée sur le genre.

Source : UNFPA (2020), [Rapport d'évaluation du 8e programme de pays du gouvernement ougandais et de l'UNFPA \(2016-2020\)](#).



La déviance positive

Elle est basée sur la communauté dans le sens où la déviance est définie par rapport à une norme communautaire. L'approche est « basée sur les atouts ». Elle identifie les personnes qui pratiquent des comportements peu courants, mais réussis (déviants positifs), puis fait connaître les avantages de ces comportements et les moyens de les adopter. L'approche est un succès en ce sens qu'elle promeut des alternatives réussies aux pratiques normatives actuelles. Utilisée à bon escient, la déviance positive ne se limite pas à la recherche sur le comportement normatif. C'est une approche qui nécessite un engagement et un dialogue intensifs avec la communauté pour comprendre la répression normative des pratiques saines et mobiliser le soutien en faveur du changement normatif.

EXEMPLE
DE CAS

Favoriser la mobilisation sociale pour mettre fin aux MGF à travers le programme d'autonomisation des communautés



L'approche des normes sociales pour l'élimination des MGF dans le programme d'autonomisation des communautés, lancé en 1988 au Sénégal et mis en œuvre par l'ONG Tostan, l'UNICEF et le gouvernement sénégalais, s'est avérée efficace. Le modèle appuie le changement des normes sociales en stimulant la réflexion personnelle et collective et la pensée critique sur les MGF par le biais de dialogues communautaires, les sessions d'éducation et de « diffusion organisée ». Cette dernière consiste à diffuser et à renforcer les informations sur les avantages de l'élimination des mutilations génitales féminines au sein des communautés et entre elles, en utilisant diverses méthodes de communication, telles que les canaux de pair à pair ou interpersonnels, ainsi que les médias de masse, notamment la télévision, la radio, les journaux et les médias sociaux.

En travaillant par le biais de canaux multiples, le modèle crée un mouvement social, mobilisant des personnes parmi les groupes pratiquants et d'autres personnes qui ont une influence sur la décision de poursuivre les MGF, comme les chefs traditionnels et religieux et les membres plus âgés de la famille. Une fois qu'un nombre suffisant de membres de la communauté a atteint une masse critique ou un « point de basculement » où ils sont prêts à adopter une nouvelle norme sociale qui préserve l'intégrité des filles et des femmes, le changement collectif est marqué par un engagement de la communauté – une déclaration publique d'abandon des MGF. Il s'agit d'un moment ou d'un processus d'engagement public qui marque une étape critique vers l'élimination de la pratique des MGF.

Source : N. J. Diop, A. Moreau and H. Benga (2008), Évaluation de l'impact à long terme du programme TOSTAN sur l'abandon des MGF/E et du mariage précoce – résultats d'une étude qualitative menée au Sénégal. Washington, DC : Conseil de population. UNICEF (2008), Évaluation de l'impact à long terme du programme Tostan au Sénégal : Kolda, régions de Thiès et Fatick.

Mouvements sociaux et autonomisation

Les mouvements sociaux et l'autonomisation se rapportent aux vastes efforts de changement politique et social. Les mouvements sociaux ont tendance à avoir un programme politique plus explicite, comme l'autonomisation des filles et des femmes. À quelques exceptions près, les interventions de cette catégorie tendent à mesurer les changements structurels et de processus plutôt que les changements de comportement. Les mouvements sociaux ayant une vision large et une structure souvent instable, les approches de communication et l'évaluation des programmes peuvent s'avérer difficiles. Elles nécessitent une flexibilité en temps réel pour suivre le rythme.

La communication pour le changement social et comportemental

Le changement social et le changement comportemental sont des objectifs complémentaires, mais distincts. Le changement de comportement permet à des groupes des personnes de s'engager dans des processus participatifs pour définir leurs besoins et revendiquer leurs droits.

Les actions de collaboration et de transformation mettent l'accent sur le dialogue public et privé pour modifier les comportements à grande échelle, y compris les normes et les inégalités structurelles. Le changement social est un processus délibéré et itératif d'échanges, de débats et de négociations publics et privés, centré sur la communauté en tant qu'unité de changement. Il vise à modifier les comportements à grande échelle, à éliminer les pratiques néfastes et à transformer les normes sociales, ainsi que les inégalités structurelles.

Un mouvement numérique de jeunes pour dénoncer les pratiques néfastes grâce à #TouchePasAMaSoeur au Sénégal

EXEMPLE
DE CAS

La campagne #TouchePasAMaSoeur a été lancée pour catalyser l'énergie des jeunes, qui sont nombreux à s'opposer aux MGF selon de multiples études. Mise en œuvre par des associations de jeunes telles que le Réseau africain des adolescents et jeunes (AfriYAN), avec le soutien de l'UNFPA, #TouchePasAMaSoeur utilise des messages numériques et des événements en présentiel pour sensibiliser et construire une action collective visant à mettre fin aux pratiques néfastes telles que les MGF et le mariage des enfants.

AfriYAN vise à accroître la participation significative des jeunes au développement de l'Afrique en réunissant tous les réseaux nationaux de développement. Par l'intermédiaire de ses membres, il s'efforce de créer un environnement propice à la participation effective ainsi qu'au leadership des adolescents et des jeunes dans la lutte contre le VIH/sida, la pauvreté, le chômage, les inégalités liées au genre et la promotion de la santé sexuelle et reproductive. AfriYAN a également mené la campagne numérique #PutYoungPeopleFirst, un appel à des politiques plus concrètes et inclusives pour aider les jeunes, ainsi qu'à une plus grande participation des jeunes aux processus décisionnels et politiques clés.

Source : <https://www.facebook.com/AfriYANetwork/>



Stratégies de changement social

Dans leur forme la plus pure, les stratégies de changement social basées sur la communauté utilisent des processus participatifs pour permettre aux communautés de définir leurs besoins et de déterminer leurs droits. Elles amènent les membres à transformer en collaboration la manière dont leur système social est organisé, y compris la répartition du pouvoir au sein des institutions sociales et politiques. L'action collective de la communauté, basée sur la négociation et le partenariat, crée une appropriation commune du processus de changement. Les membres de la communauté contrôlent les outils de communication, ce qui favorise l'autonomisation et les aide à modifier les normes sociales, les politiques et la culture. Les stratégies ont suscité de nombreux commentaires – voir les outils à la fin de ce chapitre et les autres ressources à l'annexe D. Cette section partage trois points essentiels.

S'assurer que les interventions présentent des caractéristiques qui favorisent le changement de normes.

En 2017, le Réseau collaboratif d'apprentissage pour l'avancement du changement des normes a entrepris une analyse documentaire des programmes communautaires dans un éventail de secteurs, y compris la violence basée sur le genre, la santé sexuelle et reproductive des jeunes et le VIH/SIDA, afin d'identifier les caractéristiques importantes pour le changement social. Bien que l'examen n'ait pas permis d'évaluer quels attributs sont les plus critiques, chaque intervention examinée en comprenait au moins plusieurs pour favoriser le changement social : des stratégies de changement social et comportemental ainsi que des supports de réflexion communautaires qui s'attaquent aux déséquilibres de pouvoir, fonctionnant dans le cadre des systèmes de valeurs de la communauté, de même que l'utilisation de la diffusion organisée pour atteindre la communauté au sens large avec de nouvelles idées et de nouveaux modèles de comportement. Voir la figure 5.

N'oubliez pas que les agents du changement social proviennent souvent des mêmes communautés que celles où sont menées les actions d'élimination et qu'ils peuvent avoir les mêmes croyances et pratiques néfastes. Pour être efficaces, les attitudes et les croyances du personnel du programme ainsi que des autres agents du changement doivent être compatibles avec l'objectif de changement social du programme. Outre le renforcement des capacités techniques, la formation doit faciliter la réflexion critique des agents du changement sur leurs croyances. La clarification des valeurs du personnel contribue à accroître la qualité de la prestation de services et des efforts de mobilisation communautaire.

N'oubliez pas que le changement social est à la fois un processus et un effet. En tant que processus, les interventions de changement social encouragent les communautés à examiner les facteurs qui influencent la pratique des MGF dans leurs communautés, y compris les changements sociaux et normatifs. En conséquence, le changement social se traduit par un environnement socio-normatif plus favorable qui soutient le mouvement vers l'abandon des MGF, l'objectif ultime. L'encadré 12 montre comment clarifier le processus et les effets des processus de changement social.

FIGURE 5. Attributs des interventions visant à changer les normes

Remarque : Ce document n'est qu'une liste. Une intervention comprendra probablement plusieurs attributs, mais pas nécessairement tous.



Source : Réseau collaboratif d'apprentissage pour l'avancement du changement des normes (2017), *Interventions communautaires contribuant au changement des normes : définitions et attributs*.

Déclarations publiques d'abandon des MGF – une étape d'un processus de changement social ou un résultat?

Le Programme conjoint multiplie les interventions visant à éduquer et à mobiliser les communautés, pour parvenir à une déclaration publique d'abandon des MGF. Point culminant d'un long processus de sensibilisation communautaire, de sessions de dialogue et d'interventions de sensibilisation, une déclaration publique représente un moment collectif où les personnes d'une communauté se rassemblent pour exprimer leur volonté et leur décision d'arrêter la pratique des MGF. Une déclaration publique est une réalisation importante et une étape critique, mais elle ne met pas fin à l'engagement avec les communautés et n'implique pas qu'une communauté ne pratique plus les MGF. Elle s'inscrit plutôt dans un processus d'évolution vers l'abandon, un résultat ou un effet intermédiaire dans un processus de changement.

Que doit-il donc se passer après la déclaration, pour soutenir l'abandon effectif ? Poursuivre les activités de communication essentielles, mais les adapter de manière à susciter la réflexion de la communauté sur les déclarations importantes qui ont été faites. En outre, établissez ou renforcez la surveillance communautaire des effets du changement social. Les groupes existants, tels que les comités de protection de l'enfance et les réseaux de soutien aux filles vulnérables, peuvent jouer un rôle dans le suivi de l'engagement de la communauté à abandonner les MGF. Les personnes responsables du suivi doivent établir des liens avec les dirigeants de la communauté, les groupes de femmes ou de jeunes, les travailleurs sociaux et les forces de l'ordre pour faciliter l'orientation vers les services et le signalement des cas de MGF à des fins de poursuite lorsque les lois criminalisent la pratique.



OUTILS

Changement des normes sociales

- UNFPA, UNICEF et Drexel University (2020). [The ACT Framework Package: Measuring Social Norms Around Female Genital Mutilation](#)
- Réseau collaboratif d'apprentissage pour l'avancement du changement des normes (2017). [Interventions communautaires, contribuant au changement des normes : définitions et attributs.](#)
- Marcus, R., et al. (2015). [Comment les normes liées au genre changent-elles ?](#) Une Recherche ODI et Note pratique.
- UNFPA (2020). [Comment les normes sociales sont-elles cruciales pour atteindre l'égalité entre les sexes.](#)
- Programme conjoint UNFPA et UNICEF sur les MGF (2016). [Manuel du Programme conjoint sur les normes et les changements sociaux.](#)
- UNICEF (2010). [Dynamique du changement social : vers l'abandon des mutilations génitales féminines/excision dans cinq pays africains.](#)

Communications pour le changement social

- La génération de filles. [Comment... utiliser le dialogue communautaire pour mettre fin aux MGF.](#)
- La génération de filles propose [six autres guides](#) sur différents éléments des interventions de communication.

- [Élever des Voix](#), SASA ! Programme de mobilisation communautaire pour la prévention des MGF et des VBG.
- UNFPA (2009). [Lignes directrices pour l'engagement des organisations confessionnelles \(OC\) en tant qu'agents du changement](#).
- UNFPA (2014). [Aperçu des activités interreligieuses et interculturelles](#).
- UNICEF (2019). [Tout le monde veut s'intégrer : Un guide pratique pour traiter et tirer parti des normes sociales dans les programmes de changement comportemental](#).
- UNICEF (2019) [Guide d'orientations techniques pour les programmes de développement de lutte contre les Violences faites aux enfants](#).
- UNICEF (2020). [COVID-19 : Approches numériques et à distance pour l'élimination des mutilations génitales féminines et le mariage des enfants](#).



6

Renforcer les atouts et la capacité d'agir des filles et des femmes

Les programmes doivent inciter les filles à participer de manière significative aux questions qui les concernent au sein de leur famille, de leur école, de leur communauté et au-delà, et leur donner l'occasion de développer et d'exercer leurs compétences en matière de leadership. Les compétences en leadership peuvent aider les filles à mieux exprimer leurs besoins, à protéger leurs biens personnels et à surmonter les obstacles au fur et à mesure qu'elles grandissent et se frayent un chemin dans la vie. La capacité des filles à développer l'estime de soi et les compétences de leadership en vue d'un changement transformateur dans leur vie dépend largement de l'acceptation et du soutien de la famille, de la communauté et des pairs qui les entourent, ainsi que des dirigeants qui défendent leurs droits. Proposer aux filles des canaux de soutien social et d'orientation peut contribuer à atténuer ces risques et à garantir que les filles développent des compétences et des aptitudes sociales essentielles. Une participation significative et des compétences en matière de leadership peuvent aider les filles à acquérir les compétences de vie et les occasions dont elles ont besoin pour réaliser leurs aspirations et définir un avenir sans MGF.

Ce chapitre se focalise sur les interventions interpersonnelles et les interventions de groupe qui aident à renforcer les atouts et l'agencité des filles et des femmes, ainsi que les atouts et l'agencité des pairs masculins et des adultes afin de soutenir les filles de même que pour plaider et lutter contre les MGF. Les interventions interpersonnelles se concentrent sur le renforcement des atouts et de l'agencité des personnes, elles comprennent le parrainage et le conseil, l'information ciblée des ménages par les prestataires de santé et autres, ainsi que les approches d'éducation formelle et informelle. Les stratégies de groupe visent à renforcer l'influence sociale et à accroître le soutien au sein des groupes de pairs, par exemple par le biais de clubs de filles ou d'adolescents.

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) ainsi que les plateformes de médias numériques modifient les modes d'interaction des jeunes. Souvent animées par les jeunes, les interventions médiatiques numériques fonctionnent dans les domaines interpersonnels et de groupe. Les initiatives par SMS, par exemple, ont été utilisées pour créer des espaces d'apprentissage individuel, d'échange d'idées et de plaidoyer contre les MGF. Si elles donnent naissance à des publics nouveaux et diversifiés au-delà des communautés physiques des jeunes, en tant que domaine de programmation relativement nouveau, les technologies numériques suscitent également des inquiétudes en matière de sécurité, et le fossé entre les sexes doit être surveillé de près.

Bien qu'elle ne soit pas abordée dans ce chapitre, l'aide aux adultes, y compris les parents et les enseignants, pour qu'ils s'engagent de manière significative auprès des jeunes est une sous-intervention cruciale. Il peut être important de prêter attention à deux problèmes « adultes » relatifs à la communication et à l'interaction intergénérationnelles lors de l'élaboration des programmes. Premièrement, étant donné que les problèmes de mise en œuvre surviennent souvent lorsque les enseignants et les autres prestataires se sentent mal à l'aise pour discuter de la sexualité, il se peut que les programmes aient besoin de soutenir les enseignants et de leur fournir une formation, en particulier sur la sexualité et les MGF. Deuxièmement, de nombreux adultes ont également besoin d'être sensibilisés et d'acquérir des compétences sur la manière de soutenir ou de faciliter une participation significative aux interventions menées par les jeunes et de fournir aux filles des possibilités de leadership.

Méthodes d'intervention interpersonnelle

Envisagez d'appuyer une gamme de méthodes d'intervention interpersonnelle. Voici une liste de certaines des plus régulièrement employées.

- **L'intervention de mentorat** associe les jeunes filles à des filles plus âgées (avec qui elles nouent fondamentalement un rapport de « grande sœur ») ou à des adultes attentionnés, des modèles. Les mentors les conseillent et les aident sur les questions propres aux filles, les aidant à nourrir un sens plus profond de conscience de soi et un avis sur les MGF.
- **L'intervention d'éducation par les pairs** forme les filles et les garçons à épouser la cause du combat contre les inégalités et les pratiques néfastes pour les femmes et offre aux jeunes l'occasion de s'engager avec d'autres jeunes et des adultes dans leur communauté au sujet des MGF.
- **Le dialogue intergénérationnel** offre à la communauté un espace où jeunes et adultes se rassemblent pour aborder les questions essentielles à l'abri des menaces et des jugements.
- **La participation des adolescents et des multimédias** offre des façons créatives d'impliquer les jeunes en tant que leaders d'opinion et défenseurs de l'élimination des MGF. Le volet multimédia peut comprendre la tenue d'un blog, la musique, la photographie et la réalisation de vidéo, la participation aux médias sociaux, le journalisme pour la télévision, la radio et citoyen.

Interventions de groupe

Envisagez d'appuyer une gamme d'interventions de groupe telles que celles couramment pratiquées énumérées ci-dessous.

- **Les clubs de filles ou d'adolescents** sont une méthode très appréciée de promotion de l'émancipation. Ces clubs offrent un espace sûr où l'on peut recevoir et assimiler des informations concernant les droits et où les débats traitent souvent de questions relatives à la santé sexuelle et reproductive, notamment les MGF. La participation à un club contribue à renforcer les compétences de la vie courante, la confiance en soi et l'agencéité. Un club peut aussi s'avérer efficace pour remettre en question certaines normes néfastes liées au genre. Par exemple, la solidarité entre filles peut aider les membres à s'attaquer aux obstacles scolaires et communautaires à l'éducation continue des filles.
- **La mobilisation des hommes et des garçons** en tant qu'alliés pour l'égalité entre les sexes et l'élimination des MGF. Les interventions comprenant des garçons et des hommes peuvent inciter ceux-ci à devenir des agents actifs du changement en matière de MGF, capables de remettre en question et en cause la dynamique du pouvoir au sein de leur famille, leur école et leur communauté.

EXEMPLE
DE CAS

Sous la direction de jeunes, « Champions of Change » aborde les inégalités et les pratiques néfastes pour les femmes avec des pairs et des adultes

« Champions of Change » est une méthodologie communautaire centrée sur l'implication des jeunes et la mobilisation entre pairs visant à promouvoir l'égalité entre les sexes et le changement des normes sociales. Ce modèle vise les filles aussi bien que les garçons par le biais de petits groupes de discussion orientés par modules sur la conscience des questions de genre, la confiance en son corps, la santé et les droits sexuels et reproductifs et l'abandon des traditions néfastes, notamment les MGF. En outre, le modèle promeut le dialogue intergénérationnel entre les jeunes impliqués dans le combat pour l'égalité entre les sexes et leur communauté. Il est à l'œuvre dans plusieurs pays, en tant que composante du Programme conjoint.

Plan International, avec le soutien de l'UNFPA, assure la mise en œuvre de Champions of Change. Les filles et garçons sont formés à reconnaître et à combattre les masculinités néfastes et toxiques qui perpétuent la discrimination et l'inégalité. Les membres de la communauté participent régulièrement à des dialogues critiques modérés par des jeunes, à des activités amusantes telles que des spectacles interactifs de marionnettes et des camps éducatifs.

Les preuves anecdotiques, notamment une publication sur le parcours des défenseurs de la communauté, révèlent que ce modèle a instruit la communauté sur les risques des MGF et l'a mobilisée pour renoncer collectivement à la pratique.

Source : Plan International (2018). Champions of change for girls' rights and gender equality. <https://www.alignplatform.org/resources/champions-change-girls-rights-and-gender-equality>

EXEMPLE
DE CAS

Girls for Change en Gambie



Girls for Change est une initiative de plaidoyer en Gambie qui cible les filles âgées de 5 à 18 ans. Avec le soutien des partenaires de mise en œuvre de l'UNFPA, Gambia Committee on Traditional Practices Affecting the Health of Women and Children (GAMCOTRAP), organisation phare dévouée aux droits des filles et des femmes, fait entendre la voix des filles sur les questions relatives à la violence et aux pratiques néfastes liées au sexe. Par le biais du mentorat et du développement, les filles sont formées en tant que communicantes parmi les pairs pour devenir des militantes contre les violations de leurs droits de l'homme. Par diffusion organisée, les filles revendiquent leurs droits en sensibilisant leur famille et leur communauté à la question des pratiques néfastes, notamment les MGF.

L'initiative compte opérer avec 10 000 filles dans tout le pays, jusque dans les communautés difficilement accessibles, par les activités suivantes :

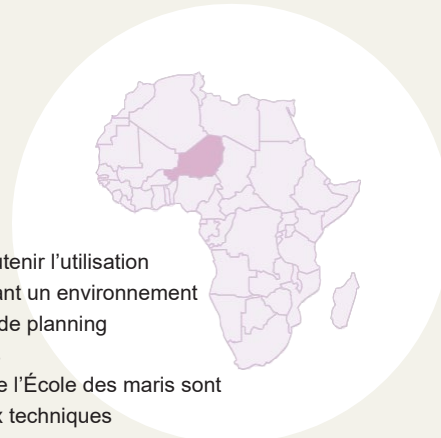
- Renforcer la capacité de Girls for Change à conduire des programmes d'information ciblée
- Créer des dispositifs de renforcement de capacités pour les filles et introduire les activités de groupe de soutien
- Élaborer les documents de communication permettant d'atteindre les filles ayant des difficultés d'apprentissage ou ayant un handicap afin de garantir que l'initiative est inclusive et efficace, et qu'elle réponde aux besoins des filles marginalisées
- Procurer des dispositifs de stage pour les adolescentes dans divers métiers et secteurs afin de développer des compétences propres à l'emploi, de renforcer leur estime de soi et de leur fournir des occasions professionnelles promouvant l'égalité entre les sexes au travail
- Collaborer avec des organisations de filles du monde entier pour se communiquer les bonnes pratiques et recenser des possibilités d'amélioration de l'initiative Girls for Change

Source : [The Gambia Committee on Traditional Practices Affecting The Health of Women and Children.](#)

- **L'éducation complète à la sexualité** : Considérant les taux élevés de fréquentation par filles et garçons, les écoles sont un moyen efficace d'apporter l'éducation sexuelle à la plupart des adolescents. De nombreux pays ont investi dans des programmes d'éducation sexuelle complets, équitables pour les deux sexes, adaptés aux besoins et aux préoccupations des jeunes, et participatifs. Mais les MGF ne sont pas systématiquement prises en compte. Leur intégration peut donc s'avérer très importante, compte tenu de l'optique d'une éducation sexuelle complète de qualité, équitable pour les hommes et les femmes et adaptée à leur âge. D'importantes retombées peuvent avoir lieu. Enseignants et parents développent leur connaissance de la pratique ainsi que des façons de soutenir les efforts anti MGF avec les enfants et les adolescents hors de l'école. Étant donné que les jeunes qui ne sont pas scolarisés manquent souvent l'occasion de recevoir une éducation sexuelle complète, un travail spécial pour les atteindre par le biais d'autres plateformes peut s'avérer nécessaire afin de garantir qu'ils ne sont pas laissés-pour-compte. Pour d'autres liens entre les MGF et l'éducation au sens plus général, voir l'encadré 13.

EXEMPLE
DE CAS

Mise à l'échelle du modèle des Écoles des maris au Niger



Depuis 2004, l'UNFPA et SongEs (Soutien aux ONG : Émancipation et renforcement de capacités, Stratégies de développement) ont appuyé des Écoles des maris à l'échelle des villages du Niger. Elles impliquent les hommes à soutenir l'utilisation par les femmes des soins de santé sexuelle et reproductive, installant un environnement plus favorable à l'emploi de services prénatals, d'accouchement et de planning familial et en posant les fondations de l'égalité entre les sexes dans la prise de décisions en matière de soins de santé. Les membres de l'École des maris sont formés au leadership, au travail en équipe, à la communication, aux techniques de plaidoyer et de négociation ainsi qu'à l'utilisation des services élémentaires relatifs à la santé sexuelle et reproductive. Les maris modèles sollicitent ensuite d'autres hommes (et, par le biais de leur propre épouse, d'autres femmes) pour organiser des débats de sensibilisation aux droits et à la santé sexuels et reproductifs et impliquer davantage d'hommes et de femmes. En tant que modèles communautaires, leurs actions influencent un environnement socio normatif plus favorable qui permet aux hommes de jouer de nouveaux rôles dans la promotion de la santé et d'engager l'ensemble de la communauté en faveur de l'utilisation des services de santé sexuelle et reproductive, ainsi qu'un partage et une prise de décision accrues entre les couples.

Bien qu'une évaluation de l'École des maris a révélé en 2014 une hausse du recours des femmes aux soins de santé sexuelle et reproductive, elle ne s'est pas penchée sur la dynamique des genres. Une deuxième étude conduite par l'Institute of Reproductive Health de l'Université de Georgetown visant à évaluer le changement de la dynamique des genres et la manière dont les nouvelles idées et actions se diffusent a confirmé que les voies d'évolution des genres allaient dans le sens plus équitable annoncé dans la théorie du changement du programme. Elle a clarifié la façon dont les informations et les idées neuves se répandaient à travers les réseaux sociaux des femmes et des hommes. Les épouses des maris modèles échangeaient des informations sur les réseaux féminins. Maris et femmes ont indiqué qu'ils se parlaient davantage. Les hommes mesuraient mieux l'importance de la santé de leur femme et de leurs enfants. Les maris participants agissaient en tant que guides de leur propre famille et d'autres qui avaient des difficultés à trouver un centre de santé. D'autres changements de comportement se sont produits plus généralement parmi les villageois, les autorités et le personnel de santé. Les centres de santé obtenant les meilleurs résultats sont ceux dont le personnel entretient de bons rapports avec la population locale, notamment avec les Écoles des maris. Il devient de plus en plus manifeste que la méthode fonctionne bien dans divers contextes socioculturels et qu'elle est prête à passer à l'échelle supérieure.

Le modèle a été adapté par le Programme conjoint de façon à inciter les hommes à défendre les droits des filles, notamment celui de ne pas subir de MGF. Il parvient par la sensibilisation des pairs et la prise de décision commune des couples à éliminer la pratique au Burkina Faso, en Gambie, en Guinée-Bissau, au Mali, en Mauritanie, au Nigeria et au Sénégal.

Sources : Institute for Reproductive Health, Georgetown University for the U.S. Agency for International Development (2020), *Evaluating, Learning, and Adapting for Scale: Understanding How Norms-Shifting Interventions Work Through a Realist Evaluation of the Husbands' School*. D. Saley (2014), *Evaluation of the Niger Initiative Husbands' Schools: Final Report*.

Le lien entre les MGF et l'éducation

Le lien entre les MGF et l'éducation ne réside pas seulement dans la sensibilisation des garçons et des filles ni dans la connaissance des MGF et la formation d'une opinion à leur sujet. La fréquentation scolaire, en soi, intervient aussi. De plus en plus de preuves indiquent que l'éducation de base peut être un instrument efficace pour l'abandon des MGF. De nombreuses études montrent que les femmes sont moins susceptibles de soumettre leurs filles aux MGF à mesure que leur niveau d'éducation croît. En outre, les pères sont moins susceptibles de soutenir les MGF à mesure que leur niveau d'éducation croît.

Pourquoi ? L'éducation expose les étudiants à une variété d'idées et de notions concurrentes et à une vision élargie du monde. Elle leur permet de prendre des décisions plus éclairées concernant leur santé sexuelle et reproductive ainsi que leur agencéité.

Point à retenir : Soutenez les efforts pour maintenir les filles ainsi que les garçons à l'école !

Source : [International Center for Research on Women \(2016\), Leveraging Education to End Female Genital Mutilation/Cutting Worldwide.](#)

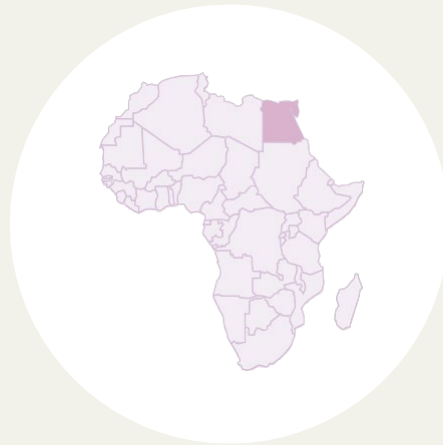


- **Les programmes relatifs aux compétences de la vie courante** : On désigne du nom compétences de la vie courante « un vaste ensemble de compétences psychosociales et interpersonnelles permettant aux gens de prendre des décisions éclairées, de communiquer de manière efficace et de développer des capacités d'adaptation et d'autogestion susceptibles de contribuer à une vie saine et productive » ([UNICEF, 2019](#)).
Les thèmes propres aux MGF doivent intégrer les programmes relatifs aux compétences de la vie courante dans les pays où elles ont cours. Bien que les interventions autour des compétences de la vie courante puissent être des initiatives individuelles offertes aux adolescents, hors du cadre scolaire, elles sont souvent englobées dans des programmes interpersonnels et collectifs visant à procurer les fondements du développement des atouts et de l'agencéité. Les programmes relatifs aux compétences de la vie courante peuvent être conçus pour atteindre les jeunes déscolarisés.
- **Les interventions dans les médias numériques** : Secteur de programmation en plein essor, l'intervention dans les médias numériques s'accompagne souvent d'interventions de groupe et interpersonnelles relatives aux MGF, ouvrant de nouvelles voies à la communication et au plaidoyer entre personnes. Les jeunes, notamment, sont investis dans le monde numérique, ce qui fait de celui-ci une plateforme particulièrement pertinente pour les atteindre et les mobiliser. Envisagez d'étayer un éventail d'interventions dans les médias numériques et de tester les innovations d'initiatives plus locales.

EXEMPLE
DE CAS

Le Youth Peer Education Network en Égypte

Le Youth Peer Education Network (Y-PEER) a été lancé par l'UNFPA en 2001 en tant qu'initiative d'éducation des jeunes par les jeunes visant à faire avancer un agenda complet pour la santé sexuelle et reproductive des jeunes. Y-PEER est aujourd'hui un réseau mondial de plus de 2000 organisations sans but lucratif, agences gouvernementales, groupes communautaires, institutions, jeunes militants ainsi qu'éducateurs et formateurs pour les pairs. Il compte plus de 33 000 jeunes membres dans 59 pays, travaillant à promouvoir la santé sexuelle et reproductive des adolescents, y compris la santé physique et mentale, et les questions liées au VIH/sida, la santé maternelle, la violence fondée sur le genre, la participation des jeunes, l'engagement civique et la citoyenneté active.



Une [évaluation menée en 2015](#) a constaté que Y-PEER développe le capital social et crée un environnement favorable qui facilite un changement sain. Les éducateurs pour les pairs « ont acquis une expérience et des compétences inestimables qui leur serviront toute la vie dans la prise de décisions, l'activisme social, la modification des comportements et la communication, avec un impact sur leurs pairs et leur communauté. »

En Égypte, Y-PEER soutient des clubs de sensibilisation de la population qui utilisent l'éducation par les pairs, la musique, le théâtre interactif, le sport et la peinture pour renforcer la conscience du problème des MGF parmi les jeunes.

Fin 2019, de jeunes participants [ont improvisé huit chansons](#) traitant de différentes questions, dont les MGF et le mariage d'enfants, lors d'un camp de musique et de chant où ils ont pris part à plusieurs ateliers.

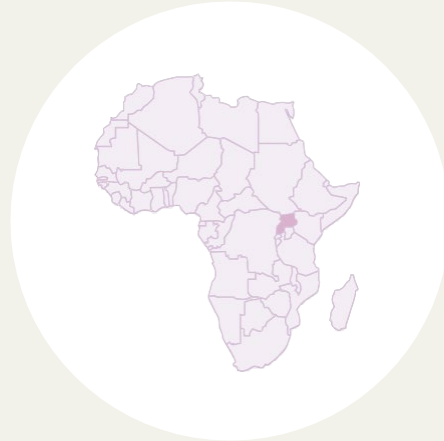
Y-PEER produit « Peer Cast », un podcast où l'on aborde les questions sexuelles et reproductives, et dont un [épisode a été consacré aux MGF](#).

Les interventions interpersonnelles

- UNESCO (2018). [Principes directeurs internationaux sur l'éducation sexuelle : une approche factuelle](#).
- UNFPA et UNICEF (2019). [Technical Note on Life Skills Programmes for Empowering Adolescent Girls: Notes for Practitioners on What Works](#).

EXEMPLE
DE CAS

Les jeunes participants à U-report en Ouganda et la campagne #endcuttinggirls



U-report est un programme open-source de messagerie téléphonique géré à l'échelle du pays par l'UNICEF en partenariat avec des jeunes et des ONG. U-report forme des bénévoles à devenir des u-rapporteurs qui reçoivent des enquêtes par SMS et récoltent en temps réel les réponses de leur communauté. Les u-rapporteurs sont aussi formés à envoyer des messages aux parties prenantes et à diffuser des informations aux membres de leur communauté. Mis en œuvre en Ouganda en 2011, le programme comptait en 2019 huit millions de jeunes et des communautés dans 65 pays. Ils accomplissent divers objectifs et besoins d'intervention d'urgence du programme en mettant en lumière l'avis et le témoignage d'adolescents et de jeunes du monde entier.

U-report permet quatre types d'impact bien distincts :

- 1. Rétroaction** : Les bureaux de pays de l'UNICEF et les partenaires parmi les entités des Nations Unies, les gouvernements et les ONG exploitent les enquêtes U-report pour récolter des informations directement auprès des jeunes.
- 2. Dialogue en ligne** : Les u-rapporteurs offrent des conseils et des services individuels et peuvent agir comme mécanisme de réclamation.
- 3. Autoformation** : Les bots de U-report permettent aux jeunes de parcourir du contenu et des informations sur des sujets précis pour s'instruire.
- 4. Action communautaire** : U-report sert à mobiliser physiquement des milliers de jeunes pour qu'ils agissent sur le terrain et contribuent à un changement positif dans les communautés.

U-report Ouganda a lancé la campagne d'action communautaire #endcuttingofgirls. On y a analysé et cartographié en temps réel les réponses aux questions relatives aux MGF avant de les afficher sur un tableau de bord public, veillant à ce que les pouvoirs publics locaux et nationaux les voient et agissent en conséquence. Les dialogues en ligne ont fourni des conseils et des services individualisés, et assuré la remontée des doléances.

Selon une évaluation indépendante menée en 2018 par le Ministère du développement international, U-report était la source la plus fiable d'information et le service préféré des communautés en situation d'urgence ainsi que des partenaires pour les interventions à la Sierra Leone, et a recommandé l'utilisation d'U-report dans toutes les situations d'urgence dans le monde. Une évaluation menée par Deloitte a estimé qu'U-report est un outil puissant qui permet à l'UNICEF et à ses partenaires d'accomplir directement ses priorités stratégiques, sa mission et son mandat, avec des effets mesurables parmi les jeunes.

Source : UNICEF (2019), *Scaling for Sustainability, Evolving Methods and Models*.



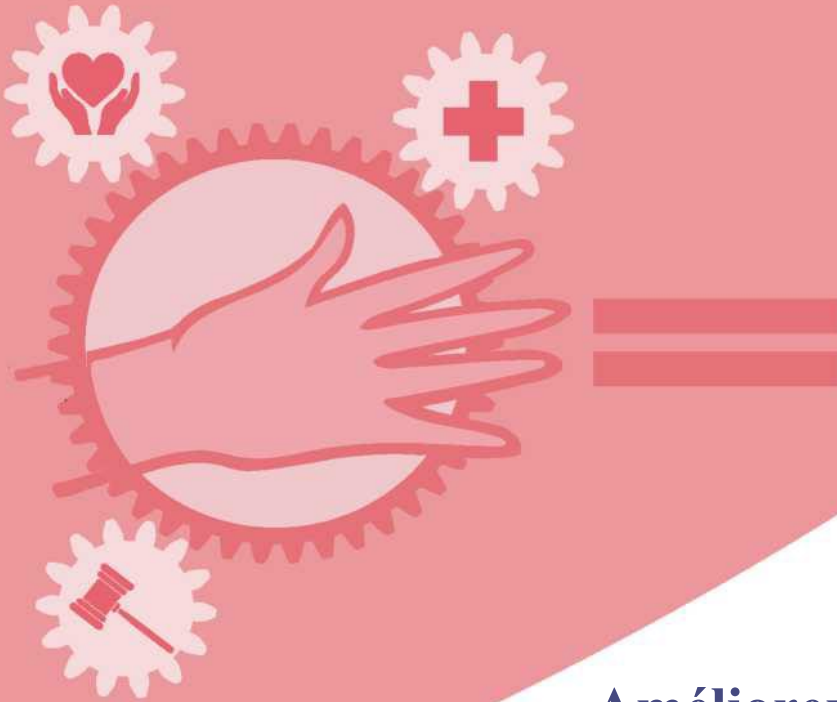
OUTILS

Interventions de groupe

- R. Marcus et al. (2017). *Girls' Clubs and Life Skills Programmes and Girls' Well-being Outcomes: A Rigorous Review*.
- Overseas Development Institute (2015). *Girls' clubs and empowerment programmes*.
- Promundo et UNFPA (2016). *Adolescent boys and young men: Engaging them as supporters of gender equality and health and understanding their vulnerabilities*.
- UNFPA (2014). *Orientations opérationnelles de l'UNFPA pour l'éducation complète à la sexualité : une approche axée sur les droits de l'homme et l'égalité des genres*.
- UNFPA (2019). *My Body, My Life, My World: Rights and Choices for All Adolescents and Youth*.
- UNFPA et EngenderHealth. *Engaging Men in Sexual and Reproductive Health and Rights Including Family Planning: Why Using a Gender Lens Matters*.
- UNFPA, UNESCO, OMS, UNICEF et ONUSIDA (2020). *Principes directeurs et programmatiques internationaux sur l'éducation complète à la sexualité en milieu extrascolaire*.

Interventions dans les médias numériques

- The Girl Initiative. *How to engage the media to end FGM*.
- U-report : <https://ureport.in>



7

Améliorer l'accès à la santé, aux services sociaux, juridiques et éducatifs

La prévention, la protection et les soins aux filles et aux femmes ayant subi des MGF exigent un ensemble de services essentiels comprenant les soins de santé, la protection sociale et l'aide juridique.

Une fille ou une femme pouvant avoir besoin de plusieurs services, l'idéal est un ensemble complet tenant compte du genre et de l'âge et permettant à une personne de parcourir et d'obtenir les divers services de qualité dont elle a besoin. Dans la plupart des pays, cet ensemble reste un objectif ambitieux. Deux difficultés se posent :

- D'abord, obtenir des services complets demande un processus en deux temps consistant à garantir l'existence d'une réponse aux MGF au sein des services individuels de santé, sociaux et juridiques, puis à créer des systèmes d'orientation facilitant l'accès de l'utilisateur à tous les secteurs.
- Ensuite, au sein des services de chaque secteur, il faut que soient réglées des questions d'interconnexion pour garantir la qualité. Les politiques et les protocoles de service ne sont pas toujours adaptés aux enfants et aux femmes et ne font pas un traitement particulier de la gestion des cas de MGF. Lorsque des politiques et des protocoles existent, il se peut que les prestataires ne les suivent pas parce qu'ils n'ont pas atteint les points de prestation des services, mais aussi parce que les prestataires s'y opposent par conviction personnelle ou à cause des normes communautaires concernant les MGF.

Le présent chapitre propose des stratégies et des exemples de cas, par service, afin d'améliorer l'accès des filles et des femmes aux services de santé, sociaux et juridiques. D'autres exemples figurent à l'annexe B. Parmi ceux énumérés, la plupart opèrent dans le secteur de la santé. Certaines interventions innovantes traitent de questions psychosociales, de protection sociale et de services juridiques. Ce secteur important de programmation exige généralement davantage de développement, accompagné de méthodes de test et de documentation, ainsi que d'enseignements tirés.

Services de santé

Envisagez de soutenir un éventail d'interventions visant à améliorer l'accès aux services de santé, notamment :

- **La formation des prestataires de santé avant et pendant le service** pour sensibiliser aux questions de santé et d'éthique entourant les MGF. Cela comprendrait des sujets tels que la connaissance des MGF et de leurs conséquences sur la santé, le développement de compétences en matière d'écoute et de gestion des complications de santé (obstétriques, gynécologiques et urogynécologiques), le traitement des problèmes de santé mentale et sexuelle et l'orientation vers des soins et du soutien supplémentaires. La formation doit prévoir un temps de clarification des valeurs pour les raisons évoquées plus haut.
- **La sollicitation des associations professionnelles** (par exemple, des associations de médecins et de sages-femmes) pour mieux sensibiliser aux codes de conduite professionnels et impliquer les pairs dans la prévention de la médicalisation des MGF. Assurez-vous que les associations professionnelles possèdent des directives et des normes claires pour les prestataires qui exposent les sanctions encourues par ceux qui pratiquent des MGF. Les associations professionnelles ont amplement accès au public et aux prestataires du secteur privé, elles peuvent par la pression des pairs s'attaquer aux MGF et aux tendances inadmissibles à leur médicalisation.
- **Soutenir l'application des lois sur les MGF et la médicalisation, lorsqu'elles existent.** Assurez-vous que les agences de réglementation de la santé possèdent des directives et des normes claires pour les prestataires qui exposent les sanctions encourues par ceux qui pratiquent des MGF.
- **Soutenir l'établissement de systèmes d'orientation multiservices** simplifiant l'accès des survivantes de MGF à toute la gamme des services qu'il leur faut.
- **Impliquer les prestataires de soins de santé dans le dialogue communautaire et la sensibilisation.** Les prestataires de santé sont souvent des membres admirés de leur communauté qui peuvent devenir les champions de l'élimination des MGF par le biais de l'information ciblée de la communauté. Les prestataires de santé ont l'occasion de diffuser des informations sur les MGF lors des consultations pré et postnatales.

La médicalisation concerne les cas où les MGF sont pratiquées par des prestataires de santé tels que des médecins, des infirmières ou des sages-femmes, avec parfois des retombées sur l'ensemble des services de santé, sociaux et juridiques.

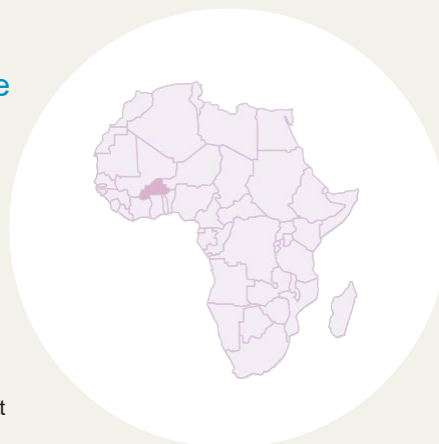
La médicalisation est une violation des droits de l'homme des filles et des femmes, ainsi qu'un problème éthique qui va à l'encontre du précepte « ne pas nuire » de la pratique médicale.

La formation dans les écoles de médecine aux complications physiques et psychosociales liées aux MGF peut avoir un effet d'entraînement

Le Programme national de lutte contre l'excision a été créé en 2002 au Mali par le ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille. Il est responsable de la coordination et de l'évaluation des stratégies contre les MGF. Le Programme a conduit à la préparation et la mise en œuvre d'un programme anti MGF qui a été introduit dans les écoles de médecine, puis étendu à d'autres écoles de différents cadres de professionnels de la santé. Les médecins, les infirmières et les sages-femmes ont appris à reconnaître et à traiter les complications physiques et psychosociales des MGF.

Selon le Rapport annuel de l'UNICEF au Mali en 2013, le Programme a atteint cette année-là 350 soignants et 50 superviseurs de la santé, entraînant un accroissement du taux de traitement de femmes et de filles affectées par les MGF. Le programme a eu par ailleurs un effet inattendu : de nombreuses femmes ainsi traitées se sont ralliées au plaidoyer pour l'élimination des MGF.

Source : UNICEF (2013). [Rapport annuel de l'UNICEF 2013 – Mali](#)

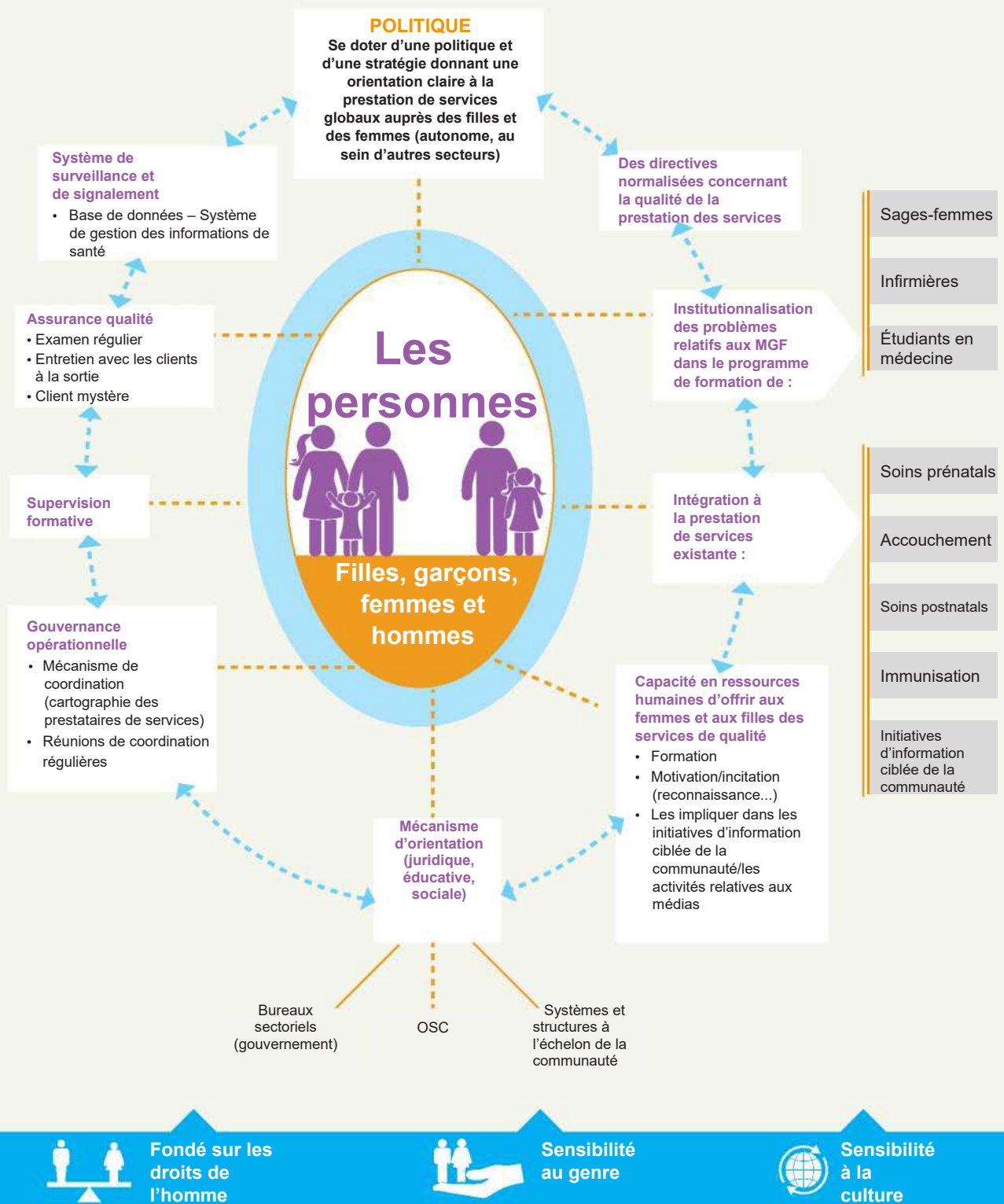


Services de protection sociale

Les services de protection sociale offrent un soutien capital en faisant respecter les droits, la sécurité et le bien-être des filles et des femmes risquant de subir des MGF ou les ayant subies. L'accès au soutien psychologique, à l'orientation ou à des espaces où les filles et les femmes sont en sécurité offrent une option sûre d'hébergement (le cas échéant). Une approche de protection sociale complète peut comprendre :

- **La formation avant et pendant le service** des travailleurs sociaux et des agents de la protection de l'enfance aux vulnérabilités rencontrées par ceux qui souhaitent aller à l'encontre des normes des MGF.
- **L'accès des femmes et des filles aux informations et à l'assistance téléphonique en temps de crise.** L'assistance téléphonique constitue un lien essentiel aux services d'information, d'écoute et de soutien pour les femmes et les filles. Elle agit souvent en marge, mais en parallèle, des forces de l'ordre et d'autres services téléphoniques d'urgence.
- **L'accès des femmes et des filles à l'écoute, à l'orientation ou à un espace sûr** afin de leur procurer une option immédiate et sûre d'hébergement.
- **Les soutiens des familles, des amis et d'autres personnes aidant les filles et les femmes** à accéder en toute sécurité à ces services.
- **L'habilitation des filles et des femmes** suppose qu'on les associe aux efforts visant à bâtir de l'agencité et des compétences, et qu'on les éloigne de toute vulnérabilité, par des occasions de développement économique, par exemple.

FIGURE 6 : Prestation de service globale, intégrée et de qualité en matière de MGF



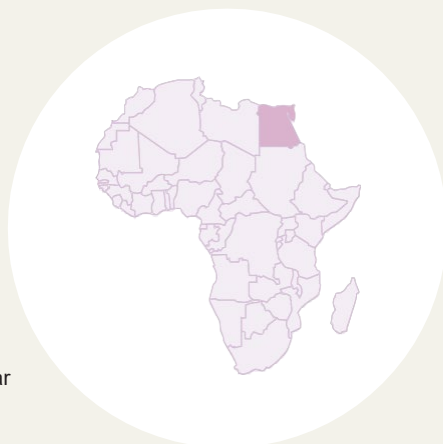
Source : UNFPA et UNICEF (2019)

EXEMPLE
DE CAS

Services de santé adaptés aux jeunes en Égypte

Selon une évaluation de pays menée en Égypte en 2015, l'UNFPA a accru l'accessibilité des services intégrés de santé sexuelle et reproductive pour les adolescents et les jeunes par l'établissement de centres adaptés aux jeunes. Ils ont été financés par l'Association égyptienne de planification familiale et la General Organisation for Teaching Hospitals & Institutes, et soutenus par renforcement des capacités, notamment par l'élaboration de manuels à l'intention des prestataires de service et des éducateurs pour les pairs jeunes et adolescents. Dans ses informations, ses documents éducatifs et de communication, l'UNFPA a employé un langage fondé sur les droits de l'homme et promu l'agenda des droits de l'homme pour les adolescents et les jeunes par le biais du plaidoyer, de la détermination de politiques et de travail législatif, notamment en matière de MGF.

Source : Evaluation of UNFPA Support to Adolescents and Youth (2008-2015).



EXEMPLE
DE CAS

La prestation de services de santé aux femmes et aux filles de l'Éthiopie rurale

L'UNFPA soutient l'Afar Pastoralists Development Association (APDA) dans la prestation de services aux femmes et aux filles de l'Afar, une région administrative d'Éthiopie aux infrastructures insuffisantes et aux mauvais résultats en matière de santé. L'APDA a créé une maternité en 2011 afin d'apporter des services de santé maternelle qui faisaient cruellement défaut dans la région. L'hôpital compte des unités équipées pour les accouchements à haut risque et d'urgence. La quasi-totalité des femmes traitées dans l'établissement sont des survivantes des MGF (essentiellement de l'infibulation, la forme grave), qui est l'un des facteurs des taux élevés de complications obstétriques. Une évaluation du programme dans le pays accomplie en 2019 a constaté que plus de 8 000 filles et femmes avaient été traitées dans l'hôpital où elles avaient pu avoir accès à une grossesse et un accouchement dignes et sûrs. L'APDA a aussi mis en place un programme rigoureux de formation des professionnels de l'accouchement comprenant un module sur les MGF ainsi que les complications médicales afférentes, et soutient des équipes de soignants au sein des communautés locales.

Source : Government of Ethiopia/UNFPA 8th Country Programme (2016-2020).



EXEMPLE
DE CAS

Child Helpline 16000 traite des milliers d'appels relatifs aux MGF en Égypte



Active en Égypte depuis 2005 sous l'égide du National Council for Childhood and Motherhood, la Child Helpline 16000 reçoit et enregistre les plaintes en matière de protection de l'enfance. Outre une gamme de téléservices comprenant la consultation psychiatrique et le soutien familial, ce service d'assistance téléphonique est un portail qui oriente les enfants et les familles victimes de violence, d'abus et de négligence vers les services indiqués.

L'aide téléphonique anonyme a lancé en 2019 une campagne nationale de 3 mois sur les droits, la santé et la religion, et reçu plus de 1 500 appels en réponse aux messages radiophoniques, certains concernant les MGF et ayant été orientés vers les services compétents. La plupart des appels provenaient des familles, mais aussi des filles elles-mêmes. Près de la moitié des appels provenaient de pères, qui sont souvent décideurs en matière de MGF. Près de 90 % des appels voulaient parler de la pratique, et quelque 9 % ont fait état d'incidents ou de menaces.

Source : UNICEF (2019), Goal Area 3 Every child is protected from violence and exploitation: Global Annual Results Report 2019.

Services juridiques

Les services juridiques adaptés aux filles et aux femmes, peu coûteux ou gratuits et localement disponibles donnent une formidable occasion aux femmes et aux filles risquant de subir des MGF ou les ayant subies de faire valoir leurs droits. Dans les affaires criminelles, il est essentiel d'établir la preuve, au-delà de tout doute raisonnable, que les MGF ont eu lieu sans le consentement de la personne, ce qui donne une importance particulière à l'enquête et à la collecte de preuves. Bon nombre de femmes et de filles sollicitant ces services pour la première fois, elles ne connaissent pas le système judiciaire, ses procédures légales ni leurs propres droits.

Une approche complète des services juridiques peut comprendre :

- **La formation pré et post service des agents du maintien de l'ordre, des prestataires de services juridiques ainsi que des membres du secteur judiciaire**, y compris les procureurs et les juges, sur les MGF en tant que violation des droits de l'homme et, le cas échéant, en tant que violation légale. Il faut en outre les amener à comprendre et à gérer la résistance des communautés face au droit et le faible taux de signalement des cas de MGF par les survivantes ou leur famille.

- **La formation des agents de police aux sensibilités et aux protocoles lors des enquêtes pour MGF.**
L'attitude des communautés qui les pratiquent et celle des forces de l'ordre elles-mêmes influencent l'efficacité des enquêtes et de la collecte de preuves.
- **Le soutien de l'obligation de signalement des cas de MGF par les prestataires en contact avec des enfants** tels que le personnel médical, les enseignants et les agents de protection.
- **Les efforts d'information ciblée de la communauté** pour informer la communauté des raisons et de la manière d'accéder à l'aide juridique.
- **Appui aux organisations parajuridiques/aux ONG** pour qu'elles soutiennent les survivantes lors des procédures juridiques



Quand les réformes juridiques modifient les normes et les politiques au Kenya



En 1998, 43 organisations féminines ont constitué le Women's Political Caucus, œuvrant à la mobilisation pour l'égalité entre les sexes et négociant un espace de participation des femmes aux réformes de la constitution. Des organisations juridiques comme la Federation of Women Lawyers (FIDA-Kenya) ont défendu les droits des femmes, notamment par l'introduction de lois de prévention et de protection des filles et des femmes contre la violence fondée sur le genre et les MGF. Cette croissance au sein des mouvements féminins et leur alliance mutuelle comme avec la société civile, ajoutées à de l'activisme sur le terrain des lois et du droit, à la réforme de la constitution et à l'inclusion des militants au sein du gouvernement, a créé des occasions et des espaces formels pour le changement politique. Outre son action en faveur de l'adoption de la loi Prohibition of Female Genital Mutilation Act en 2011, la FIDA a exploité les affaires judiciaires pour améliorer la visibilité des MGF, attirant ainsi l'attention des décideurs politiques. Des avocates engagées ont rejoint ses rangs et bénévolement pris en charge des affaires de MGF. La FIDA agit aujourd'hui en partenariat avec l'UNFPA et assure gratuitement des services juridiques aux filles et aux femmes risquant de subir des MGF ou les ayant subies.

Source : R. Loewenson et al. (2019), [Kenya case study: Building policy reforms on sexual offenses, female genital mutilation and domestic violence.](#)

Services éducatifs

Bien que les liens entre l'éducation et les MGF ne soient pas assez étudiés, il apparaît que l'éducation des filles est un facteur protecteur qui fait reculer la prévalence des MGF. Les filles et les femmes ayant un niveau faible ou nul d'éducation sont plus exposées au risque de MGF. Les mères moins instruites ont plus de chances de soutenir les MGF et de soumettre leurs filles à cette pratique. Si le niveau d'éducation maternel est un indicateur fort pour les MGF, il ne peut s'interpréter comme un facteur de causalité directe, car le niveau économique du foyer et le taux d'activité des mères sont aussi prédictifs de MGF, et tous deux associés au niveau d'éducation de la mère.

Envisagez de soutenir un éventail d'interventions visant à améliorer l'accès universel des filles à l'éducation primaire et secondaire, notamment :

- **La tenue d'analyse du genre** dans le secteur de l'éducation qui identifient les problèmes de genre spécifiques au contexte telles les MGF, et soutenir une pédagogie sensible au genre qui non seulement éduque les filles et les garçons sur les conséquences de la pratique, mais aussi renforce l'agencéité des filles et soutient les filles et les garçons dans la remise en question des normes sociales et de genre qui perpétuent la pratique.
- **L'intégration des MGF** dans les programmes formels de l'éducation et la formation des enseignants, des administrateurs scolaires et des associations parentales à : fournir des informations aux filles et aux garçons sur les risques pour la santé physique et mentale liés aux MGF ; prévenir la stigmatisation des filles n'ayant pas subi de MGF ; repérer et signaler des cas de MGF, et les orienter vers les services appropriés.
- **L'investissement dans la recherche** pour déterminer l'impact de l'éducation des filles sur les taux de prévalence des MGF, mais aussi l'impact des MGF sur les taux de maintien et d'achèvement scolaire des filles.



- UNFPA, UNICEF et OMS (2018). [Calling for the End of the Medicalization of Female Genital Mutilation](#)
- UNFPA, UNICEF et OMS (2018). [Brief on the Medicalization of Female Genital Mutilation.](#)
- Organisation mondiale de la santé (2018). [Care of Girls & Women Living with Female Genital Mutilation: A Clinical Handbook.](#)



8

Les MGF dans les situations d'urgence et le nexus entre l'action humanitaire, le développement et la paix

Une crise humanitaire peut naître d'une catastrophe naturelle ou provoquée par l'homme, ou de situations d'urgence complexes. Le nombre de crises et leur durée ont connu une augmentation spectaculaire lors de la dernière décennie, accroissant la probabilité que d'autres pays en connaissent à l'avenir. La violence fondée sur le genre est endémique à chaque crise. Toutes les crises humanitaires font des déplacés parmi les enfants et les familles qui se trouvent face à un bouleversement physique, social et émotionnel, et qui, malgré leur vulnérabilité, n'ont généralement pas accès à l'aide sociale, sans parler des services de santé, d'éducation et juridiques.

Il n'est que rarement question de réponse aux MGF dans la planification préalable aux crises humanitaires. Ces crises peuvent pourtant donner lieu à une augmentation des MGF pour divers motifs, notamment l'absence de contrainte légale ou en tant que préalable au mariage. Voir encadré 14.

Il n'est que rarement question de réponse aux MGF dans la planification préalable aux crises humanitaires.

Ces crises peuvent pourtant donner lieu à une augmentation des MGF pour diverses raisons.

Les MGF au Mali : Crise de protection au Sahel central

Depuis 2012, le Mali connaît des crises prolongées où se mêlent les conflits violents, l'extrême pauvreté, les chocs climatiques et, plus récemment, la pandémie de COVID-19. En 2020, l'UNFPA a soutenu le gouvernement dans ses recherches sur les MGF dans la région de Tombouctou. Comparant les données démographiques et sanitaires (EDS) de 2006 et 2018, l'étude comportait des entretiens et des débats de groupes de discussion.

Selon les EDS de 2018, 89 % des filles et des femmes de 15 à 49 ans et 73 % des filles de 0 à 14 ans ont subi des MGF. Seuls 18 % des filles et des femmes et 13 % des garçons et des hommes estiment que la pratique doit être éliminée. Malgré l'engagement du gouvernement à mettre fin à la pratique, le Mali conserve l'un des taux de prévalence des MGF les plus élevés du monde. Il n'y avait en 2006 que peu de différence entre les variables (à savoir l'ethnicité, la région géographique, le niveau d'éducation des mères, le quintile de richesse) quant à l'augmentation ou la diminution du risque de MGF pour les filles.

La région de Tombouctou est plongée dans la violence et l'extrémisme depuis 2012. Tombouctou, comme Gao et Mopti, accueille aujourd'hui la plus forte concentration de personnes déplacées dans leur propre pays (78 %). Leur nombre a augmenté de 75 % entre janvier 2019 et janvier 2020 (OIM 2020), la plupart fuyant l'insécurité et les conflits intercommunautaires. Les chocs climatiques ont contribué à créer des niveaux élevés de pauvreté et d'insécurité alimentaire. La fermeture d'écoles lors des deux dernières années et l'absence de toute autre occasion d'apprentissage signifient que des centaines de milliers d'enfants sont déscolarisés.

Les EDS de 2018 montraient aussi que 76 % des femmes avaient subi des MGF avant l'âge de 5 ans. Les praticiens traditionnels ont accompli des MGF sur 94 % des filles de 0 à 14 ans et 89 % des filles et des femmes de 15 à 49 ans. Parmi les personnes interrogées, 70 % des femmes et 68 % des hommes de 15 à 49 ans croyaient que les MGF sont une obligation religieuse, et 76 % des femmes et 74 % des hommes de la même catégorie d'âge estimaient que leur pratique doit continuer.

Constatant la recrudescence des MGF à Tombouctou, l'étude y a trouvé deux raisons. D'abord, des groupes ethniques ayant une prévalence plus élevée de MGF se sont installés dans la région. Ensuite, la crise de sécurité entamée en 2012 a produit des attitudes plus conservatrices ainsi que la perturbation des services publics et des programmes de la société civile promouvant la prévention des MGF. L'étude a révélé une hausse du risque de MGF fondée sur plusieurs variables. La comparaison des données EDS de 2006 et 2018 a fait apparaître les tendances suivantes :

- Il s'est produit dans la région de Tombouctou une hausse de la prévalence des MGF, qui est passée de 44 % à 50 % entre 2006 et 2018. Cette période coïncide avec la perturbation des services et des programmes promouvant l'élimination des MGF.
- Entre 2006 et 2018, la prévalence des MGF au sein des groupes ethniques est passée de 50 % à 60 % parmi les Songhaï et de 22 % à 29 % parmi les Touaregs/Bellas.
- En 2006, 61 % des filles et des femmes âgées de 15 à 49 ans vivant en milieu rural ont subi des MGF, contre 71 % en 2018.
- Entre 2006 et 2018, le risque de subir des MGF selon la situation de la mère en matière de MGF est passé de 50 % à 75 %.
- En 2006, les femmes opposées à la pratique avaient 84 % moins de chances de soumettre leurs filles aux MGF. En 2018, l'opposition aux MGF n'avait qu'une incidence négligeable sur la baisse du risque pour une fille de subir des MGF.

L'étude recommande que les parties prenantes clés du secteur public et non public s'occupant des MGF retournent dans la région réinstaller leurs services, relancer les activités de mobilisation communautaire et soutenir des programmes économiques pour les filles vulnérables aux pratiques néfastes ou ayant été stigmatisées pour être demeurées intactes.

Les programmes d'intervention d'urgence et les prestataires de services sont souvent mal préparés pour traiter les MGF dans les situations d'urgence. Quelques actions qu'il est possible d'effectuer lors d'une intervention d'urgence :

- **User d'une approche participative pour s'informer auprès des filles et des femmes** afin de comprendre si elles courent un risque accru de violence fondée sur le genre et de MGF.
- **Renforcer la capacité des gouvernements, de la société civile et du personnel des ONG** de répondre à des cas de MGF. Former les prestataires de soins de santé ainsi que les agents de protection à la prévention et à la réaction aux MGF et développer des systèmes d'orientation.
- **Créer des partenariats avec les femmes et les groupes de jeunes autochtones plus au fait du contexte local.** Ils auront une compréhension de l'accès des filles et des femmes aux ressources, aux capacités et aux possibilités.
- **Soutenir les adolescentes et les femmes en tant que participantes actives et leaders dans les communautés.** Il est donc plus probable que leurs besoins distincts soient satisfaits, notamment la protection contre la violence fondée sur le genre.

Actions possibles à entreprendre, avec une vision à plus long terme :

- **Plaider pour l'inclusion des MGF dans les plans nationaux et locaux de préparation et de réponse aux urgences.** Lors de la prochaine situation d'urgence, une réponse aux MGF sera prête.
- **S'assurer de la présence d'un programme d'orientation, de formation des prestataires et de protocoles de service en matière de MGF** dans les plans d'intervention d'urgence au sein du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, des gouvernements hôtes et des agences de financement.
- **Investir dans le renforcement de la planification concernant le nexus entre l'action humanitaire et le développement en y incluant la prévention des MGF et les actions menées pour y répondre.**



- UNFPA (2019). [Normes minimales interorganisations pour la programmation d'actions contre la violence basée sur le genre dans les situations d'urgence.](#)
- UNFPA et UNICEF (2020). [La résilience en action : Enseignements tirés par le Programme conjoint pendant la crise de la COVID-19.](#)
- UNICEF (2020). [The Humanitarian-Development Nexus: The Future of Protection in the Elimination of Female Genital Mutilation.](#)



9

Financer l'élimination des mutilations génitales féminines

L'un des principaux obstacles à l'élimination des MGF est le sous-investissement persistant et chronique. Le niveau actuel de l'investissement mondial dans les programmes s'occupant de MGF est inférieur à ce qui est nécessaire pour réaliser la vision mondiale d'éliminer la pratique d'ici à 2030. Selon une estimation récente de l'UNFPA, 2,4 milliards de dollars seraient nécessaires pour éliminer les MGF d'ici à 2030 dans 31 pays prioritaires. Cette estimation indique en outre que le montant de l'aide au développement prévue dans ces 31 pays entre 2020 et 2030 est de 275 millions de dollars, soit une insuffisance des ressources d'environ 2,1 milliards.

La mobilisation des ressources est requise à tous niveaux – mondial, régional et national – pour créer des synergies et accélérer l'élimination. L'insuffisance de financement appelle au redoublement d'efforts des partenaires et avec ces derniers afin de mobiliser les ressources nécessaires. De telles mesures peuvent être associées au financement de l'ODD 5 d'égalité entre les sexes, notamment à sa cible 5.3 d'élimination des MGF (voir le [Rapport sur le financement du développement durable 2019](#) pour en savoir plus).

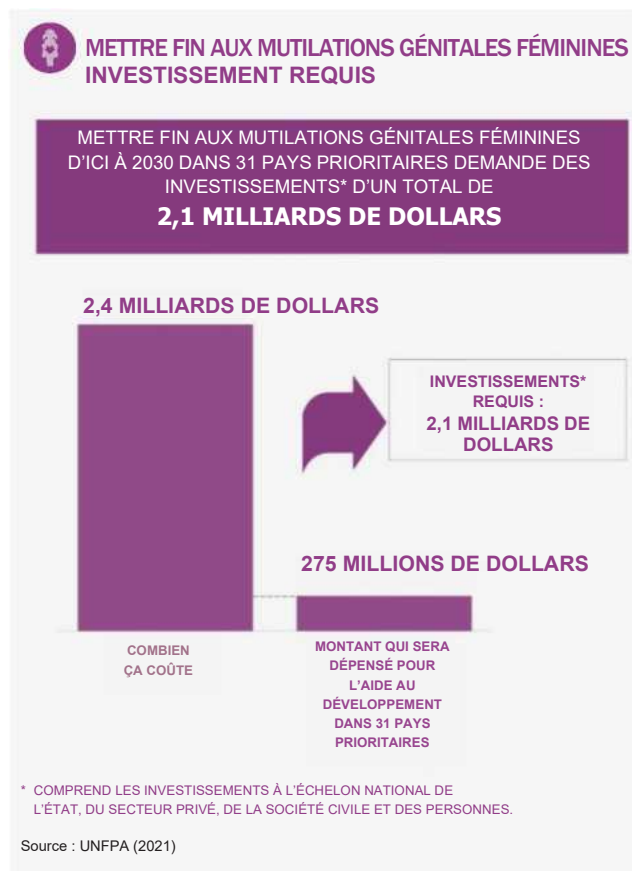
L'engagement de ressources financières nationales parallèlement à la coopération internationale au développement démontre une volonté d'appropriation et de leadership du pays. Le Programme conjoint offre un soutien technique pour l'élaboration de plans d'action nationaux fondés sur des preuves et chiffrés. Ceux-ci permettent d'établir des politiques et des lois bien ciblées, dotées de moyens adaptés. En 2019, 15 des pays soutenus par le Programme conjoint mettaient en œuvre un plan chiffré d'action nationale comprenant l'allocation de ressources intérieures à des programmes sur les MGF.

Le Sommet de l'Union africaine de 2019 a appelé à l'accroissement de l'allocation de moyens financiers nationaux et à la constitution d'un cadre de surveillance des progrès accomplis vers la tenue des engagements nationaux et régionaux.

Les programmes nationaux sont invités à développer des estimations de coûts de l'élimination des MGF d'ici à 2030. Les plans nationaux d'action contre les MGF comportant un élément de coût, les programmes pourraient adapter la méthodologie globale (c.-à-d. la modélisation des coûts). Le fait de disposer de preuves solides sur les coûts peut stimuler la sensibilisation et le plaidoyer en faveur des ressources auprès de différents partenaires.

Au-delà de la mobilisation traditionnelle des ressources auprès des donateurs, envisagez les actions suivantes pour augmenter l'investissement dans l'élimination des MGF :

- **Plaider pour des allocations budgétaires publiques** sur les plans national et sous-national. Les allocations publiques intégrées au budget peuvent être reconduites au fil des ans, assurant un financement constant.
- Bien que certains pays consacrent des postes budgétaires aux interventions relatives aux MGF, la plupart des pays prioritaires ne le font pas encore.
- La planification et la budgétisation prenant compte de la question du genre pourraient permettre de soutenir l'intégration d'un poste budgétaire réservé aux MGF, considérant que l'inégalité entre les sexes est une cause profonde de la pratique.
- Investir dans l'analyse des coûts pour présenter une documentation claire sur le financement public consacré aux MGF. Une analyse du volume, de la composition, de l'équité, de l'efficacité, de l'efficacéité et de la transparence de la dépense publique pour mettre fin à la pratique peut s'avérer utile pour le plaidoyer en faveur de politiques au sein des gouvernements ainsi qu'auprès des donateurs et du secteur privé. Cette analyse peut comporter les interventions dans certains secteurs pertinents (comme le renforcement des systèmes nationaux de protection de l'enfance et de protection sociale, ou les interventions adéquates en matière de santé sexuelle et reproductive).

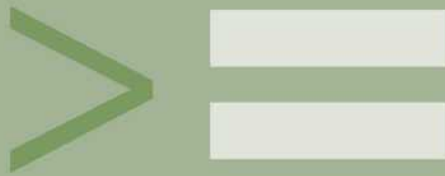


- [La Stratégie de mobilisation de ressources du Programme conjoint](#) fournit un plan complet qui met en lumière les tendances et les occasions à considérer et à exploiter alors que les bureaux de pays de l'UNFPA et de l'UNICEF renforcent le soutien au plaidoyer et à la collecte de fonds pour le Programme conjoint.
- **Recenser les possibilités de lever des fonds** dans d'autres secteurs d'intervention tels que la santé sexuelle et reproductive, la violence basée sur le genre et la protection de l'enfance.



OUTILS

- UNFPA (2020). [Évaluation du coût des trois résultats transformateurs : le coût des résultats transformateurs que l'UNFPA s'est engagé à atteindre d'ici à 2030.](#)
- OMS (2020). [FGM Cost Calculator.](#)



> 2030

10

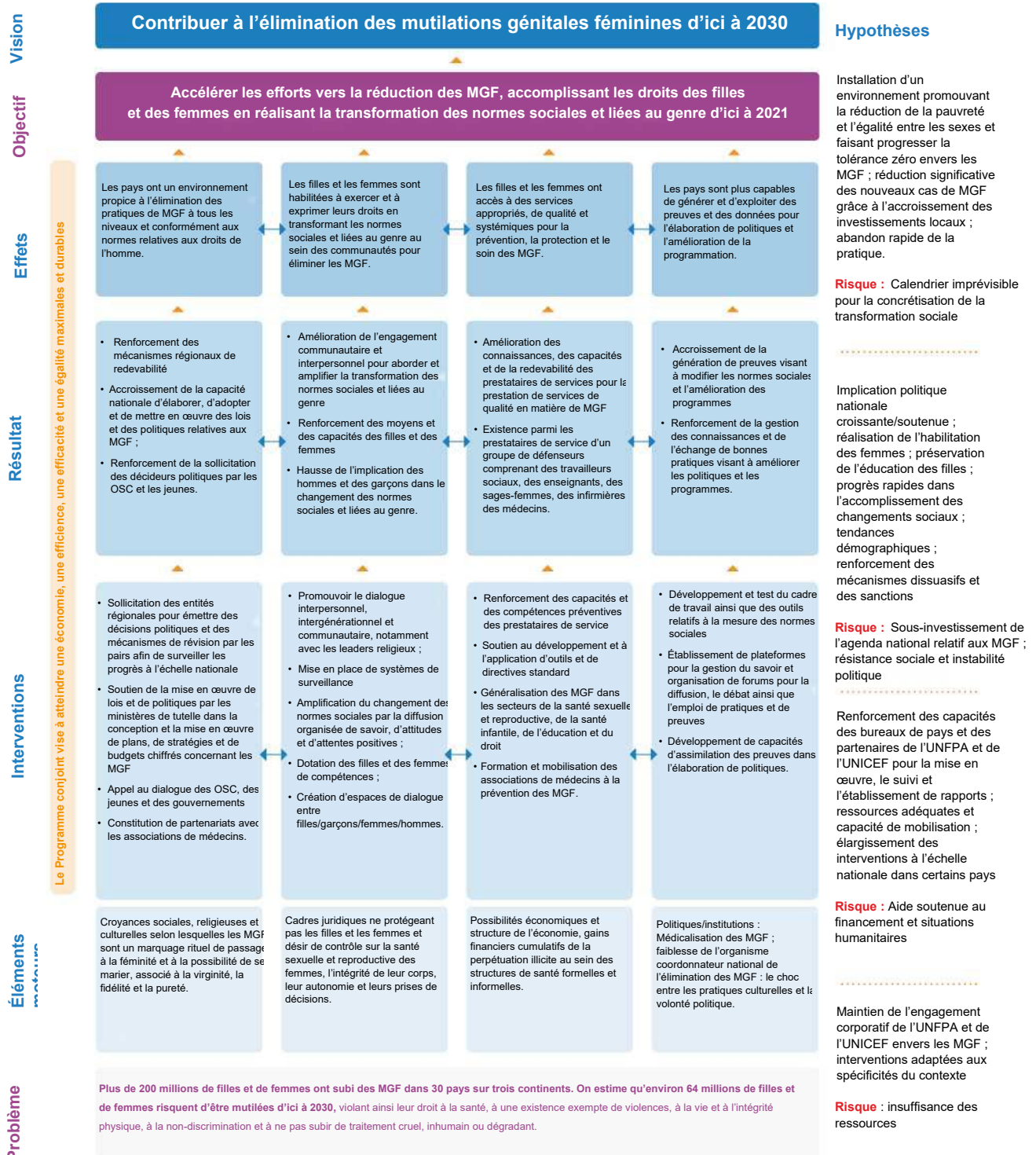
Conclusion

Dans tous les domaines de programmation et à tous les niveaux, le Programme Conjoint met au défi les acteurs désireux d'éliminer les MGF de continuer à innover sur le plan programmatique et d'atteindre les points de basculement du changement normatif d'ici à 2030. Une attention plus explicite à l'égalité entre les sexes posera de nouvelles fondations qui interagiront avec les normes sociales et les autres moteurs des MGF pour des résultats durables en matière d'élimination. En accordant une plus grande attention à l'apprentissage, on obtiendra des preuves sur les programmes qui profiteront à l'ensemble de la communauté du développement. L'établissement d'une meilleure base de connaissances concernant ce qui fonctionne demande une documentation et une évaluation minutieuses, orientées par les programmes d'apprentissage nationaux, régionaux et internationaux.

Cette orientation contient des idées d'intervention, des enseignements et une foule de liens vers des outils et des ressources pour des idées et des notions supplémentaires dans les différents domaines du programme. S'agissant d'un document évolutif, l'orientation continuera d'être mise à jour à mesure qu'apparaîtront des innovations et de nouvelles preuves.

ANNEXE A

Théorie complète du changement du Programme conjoint UNFPA-UNICEF sur l'élimination des mutilations génitales féminines – phase III



ANNEXE B

Études de cas classées par domaine d'activité

Renforcer la redevabilité des gouvernements en matière de politique et de législation

Plaidoyer mondial et régional

INTERVENTION : Campagnes internationales de plaidoyer

Avantages	Modes de renforcement	Exemple(s)
<ul style="list-style-type: none">Établit une large base de soutien international et crée des occasions de plaider pour l'élimination des MGFStimule les efforts visant à faire des MGF une priorité du développement	<ul style="list-style-type: none">Aligner la campagne sur les journées internationales reconnuesOrganiser une palette créative d'événements interactifs de campagne, notamment par des actions sur les médias sociaux, des expositions et des tables rondes	<p>Campagne de l'Union africaine pour l'élimination des MGF</p> <p>En 2018, l'UNFPA, l'UNICEF et l'Union africaine ont organisé ensemble une conférence internationale, « Galvaniser les actions politiques pour accélérer l'élimination des mutilations génitales féminines » à Ouagadougou, au Burkina Faso. La conférence a adopté l'appel de Ouagadougou pour l'élimination des mutilations génitales féminines en Afrique et dans le monde.</p> <p>C'est à la suite de cette conférence qu'a été lancée la Campagne de l'Union africaine pour l'élimination des MGF en 2019 et qu'une campagne continentale de marketing social est actuellement mise en œuvre. Cette initiative s'est inspirée du modèle abouti de l'initiative de communication Saleema au Soudan. Par cette campagne, un cadre de redevabilité est en voie de développement afin d'effectuer un suivi et rendre compte de la mise en œuvre nationale à partir de différents mécanismes d'établissement de rapports.</p> <p>L'adoption de l'Appel de Ouagadougou pour l'élimination des mutilations génitales en Afrique et dans le monde a été une étape décisive de la mobilisation du soutien des États membres de l'Union africaine en créant un mécanisme d'examen par les pairs afin de surveiller les actions nationales visant à éliminer les MGF. Les résultats de la campagne doivent encore être évalués, mais jusqu'à présent, elle a réussi à mobiliser des champions politiques de haut niveau en vue de renforcer les engagements régionaux en faveur de l'élimination.</p>

Voir : [Lancement de la campagne de l'Union africaine de lutte contre les mutilations génitales féminines](#).

INTERVENTION : Collaboration transfrontalière sur les MGF

Avantages	Modes de renforcement	Exemple(s)
<ul style="list-style-type: none">Reconnaît les dynamiques transfrontalières des MGFPeut conduire à des politiques intergouvernementales renforçant mutuellement les efforts d'élimination des MGF	<ul style="list-style-type: none">Établit une coalition pour organiser la coordination et la collaboration intergouvernementalesAlignement possible des efforts en matière de MGF sur d'autres actions relatives aux filles ou au genre à l'échelle régionale	<p>Collaboration intergouvernementale pour se saisir de la question des MGF transfrontalières en Afrique de l'Est</p> <p>La première réunion interministérielle comptant des représentants d'Éthiopie, du Kenya, de Somalie, d'Ouganda et de la République-Unie de Tanzanie s'est tenue en 2019 au Kenya pour se pencher sur la dynamique des MGF transfrontalières. La réunion a été l'occasion de recenser les façons de renforcer les politiques et les lois ainsi que d'améliorer la collaboration entre gouvernements de la région dans le ciblage des communautés frontalières qui sont les plus vulnérables à l'excision transfrontalière.</p> <p>La réunion a émis la Déclaration et le Plan d'action pour mettre fin aux MGF transfrontalières en Afrique de l'Est. Ce plan sera mis en œuvre en coopération avec les communautés économiques régionales, notamment la Communauté d'Afrique de l'Est et l'Autorité intergouvernementale pour le développement.</p>

Voir : [Ending cross-border FGM](#).

Action législative à l'échelle nationale

INTERVENTION : Introduction de lois nationales

Avantages	Modes de renforcement	Exemple(s)
<ul style="list-style-type: none"> • Envoie le message clair que les MGF ne sont pas une pratique socialement admise • Protège les droits des filles et des femmes à la santé, à l'intégrité physique et à une existence exempte de violence et de discrimination 	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir le développement de la capacité des gouvernements à mettre des lois en application 	<p>Pénalisation des MGF au Soudan en 2020</p> <p>En 2020, après 14 années de plaidoyer mené par des militants des droits des femmes et des enfants, des ONG, des donateurs, des dirigeantes politiques, l'UNFPA et l'UNICEF, le Soudan a formellement adopté des lois criminalisant les MGF. L'UNICEF est en train de coordonner un plan de route de mise en application de ces lois en apportant aux communautés, à la société civile et aux ministères des informations à leur sujet. Cette mesure législative est une avancée majeure dans la protection des droits des filles, notamment ceux à la santé, à l'intégrité physique et à l'autonomie. Dans le cadre d'une plateforme collaborative plus étendue, l'UNFPA et le mouvement des femmes ont contribué à garantir le soutien des gouvernements pour que les questions relatives au genre et à la santé reproductive soient intégrées aux politiques et aux plans d'action nationaux, comme la National Policy on the Empowerment of Women (2007), la Female Genital Mutilation Abandonment Strategy (2008-2018) et la National Campaign for Combating Violence against Women (2018).</p>

INTERVENTION : Améliorer l'accès des filles et des femmes à la justice

Avantages	Modes de renforcement	Exemple(s)
<ul style="list-style-type: none"> • La méthode intervient à différents niveaux d'influence – juridique, traditionnel, communautaire, médiatique – pour appuyer l'application de la loi 	<ul style="list-style-type: none"> • Intégrer des mesures de redevabilité sociale aux programmes • Plaider pour des réglementations garantissant les soins en cas de complications lors de MGF • Doit s'accompagner d'un accès à la justice et d'autres interventions incitant au dialogue communautaire sur les MGF 	<p>La présence de la FIDA-Kenya à la base des communautés se renforce encore par l'initiative de sollicitation des Conseils d'anciens et de l'administration locale sur l'amélioration de l'accès à la justice par le biais du mode alternatif de règlement des litiges (MARL). La plupart des affaires ainsi traitées vont des querelles familiales à propos de terres (droits fonciers des femmes) à l'éviction des épouses et des veuves en passant par la charge et la garde des mineurs, les cas de MGF, la protection de l'enfance et parfois le viol et le viol sur mineur qui sont alors transmis aux chefs et à la police. Les questions dépassant leur capacité sont renvoyées vers la Federation of Women Lawyers – Kenya (FIDA – Kenya) également. Ce partenariat, qui a renforcé leur capacité sur les MARL, a eu pour bénéfice de faciliter l'obtention par les clients de lettres de leur chef afin d'intenter des poursuites pour déposer des requêtes et autres, et les nombreuses procédures juridiques où il faut commencer par obtenir une lettre de son chef local.</p> <p>Au cours de l'année 2019, le Conseil des sages des Gusii a inclus cent (100) femmes dans son réseau de sages. Sept (7) d'entre elles ont reçu une formation de médiatrice professionnelle dans le cadre du programme de formation à la médiation MTI de la FIDA – Kenya. Depuis, trois (3) ont été accréditées en tant que médiatrices annexées au tribunal. Lors de la période d'établissement de rapports, les anciennes récemment incluses au conseil sont intervenues et ont réglé trente-huit (38) affaires à l'échelon de la communauté.</p> <p>FIDA Kenya (2020) : Rapport annuel 2019</p>

Politique nationale de soutien à l'élimination des MGF

INTERVENTION : Politique nationale pour l'élimination des MGF

Avantages	Modes de renforcement	Exemple(s)
<ul style="list-style-type: none"> Des mécanismes de coordination assurent la mise en œuvre efficiente et efficace par des acteurs publics et non gouvernementaux de stratégies nationales ou de plans d'action 	<ul style="list-style-type: none"> Intégrer des mesures de redevabilité sociale aux programmes Plaider pour des réglementations garantissant les soins en cas de complications lors de MGF Doit s'accompagner d'un accès à la justice et d'autres interventions incitant au dialogue communautaire sur les MGF 	<p>Politiques et coordination nationales pour mettre fin aux MGF : Étude de cas du Kenya</p> <p>En 2008, le Programme conjoint a appuyé la création d'un Secrétariat au sein du Ministère de l'Égalité des sexes, de l'Enfance et du Développement social au Kenya, et financé un poste de coordonnateur national pour pourvoir le Secrétariat en personnel. Selon une évaluation de 2013, le Secrétariat et le coordonnateur ont joué un rôle déterminant dans l'amélioration de l'échange d'informations et de la collaboration parmi les acteurs publics et non gouvernementaux s'occupant des MGF. Pour la première fois au Kenya, le coordonnateur national a mené la cartographie systématique des acteurs s'occupant des MGF et facilité la création du National Committee on the Abandonment of FGM, qui réunit les intervenants publics et non gouvernementaux s'occupant des MGF.</p> <p>En 2009, le Programme conjoint a assuré un soutien financier et technique au ministère afin qu'il élabore une politique nationale d'abandon des MGF. Plus tard la même année, sous la houlette de son partenaire de mise en œuvre, la Kenya Women Parliamentary Association, le Programme conjoint a contribué à la rédaction d'un projet de loi sur les MGF (2010), qui a abouti à la loi Prohibition of FGM Act, adoptée par le Parlement en 2011. L'évaluation de 2013 a conclu que sans le Programme conjoint, la FGM Act ne serait pas encore en vigueur et que le soutien de l'UNFPA et de l'UNICEF a clairement accéléré le processus d'amélioration du cadre juridique pour l'élimination des MGF. L'évaluation soulignait aussi que la loi venait combler un vide important dans le cadre juridique du Kenya concernant les MGF. Elle constitue à présent l'un des outils employés pour le plaidoyer et l'information, tant à l'échelle nationale que communautaire. L'Anti-MGF Board a été créé en 2013.</p> <p>Source : UNFPA et UNICEF (2013), Kenya Case Study: Joint Evaluation of the UNF- PA-UNICEF Joint Programme on Female Genital Mutilation/Cutting (FGM/C).</p>

Promouvoir la mobilisation sociale à l'échelon de la communauté

Mobilisation communautaire

INTERVENTION : Dialogues intergénérationnels pour le développement holistique des filles

Avantages	Modes de renforcement	Exemple(s)
<ul style="list-style-type: none">• Permet aux communautés de développer et d'agir publiquement sur un nouveau consensus autour des pratiques néfastes• Accroît l'appréciation des traditions positives et renforce le lien entre les générations	<ul style="list-style-type: none">• Encourager le débat critique sur les questions d'âge et d'agencéité, les normes et les rôles liés au genre qui sous-tendent les pratiques néfastes• Impliquer éventuellement davantage les garçons et les hommes	<p>L'Accelerating Abandonment of Female Genital Mutilation and Child Marriage Project lancé en 2016 vise à mettre un terme aux MGF et au mariage d'enfants dans les contés suivants du Kenya : Kajiado, West Pokot, Marsabit et Samburu. Il est mis en œuvre par World Vision avec le soutien de l'UNICEF.</p> <p><i>Community Change (C-Change)</i> : Ce modèle s'accomplit par le biais du dialogue communautaire sous la houlette d'animateurs formés. On aide les communautés à comprendre les effets négatifs des MGF et à devenir les ambassadrices du mouvement anti-MGF. Les dialogues communautaires ont essentiellement lieu dans les enceintes scolaires, car la mobilisation se fait habituellement par le biais des écoles. Une personne-ressource de la communauté facilite le dialogue deux fois par mois. Les dialogues portent habituellement sur les MGF, le mariage d'enfants et l'éducation de qualité pour les filles et les garçons. Des dialogues séparés sont tenus par différents groupes (hommes, jeunes, femmes et conseil des sages) afin d'assurer une participation suffisante et significative. Des dialogues intergénérationnels sont aussi organisés lorsque les différents groupes sont prêts à fournir une plateforme pour le débat ouvert entre les parents/tuteurs et leurs enfants. Ces dialogues ont généralement lieu dans la langue locale.</p> <p>Voici d'autres exemples de mobilisation communautaire : GIZ (2012), How to organise Generation Dialogues about Female Genital Cutting: A guidance note for community-based organisations and for agencies providing funding and technical support.</p> <p>Online training on GTZ's Generation Dialogue Approach and The Generation Dialogue Approach in Guinea.</p>

INTERVENTION : Collaboration avec les leaders religieux

Avantages	Modes de renforcement	Exemple(s)
<ul style="list-style-type: none">• Les leaders religieux sont à même de convaincre les membres de la communauté de mettre fin aux MGF• Aborde les normes et les attitudes dans lesquelles sont ancrées les MGF• La sollicitation des leaders communautaires peut susciter l'appropriation par la communauté du changement des normes sociales et liées au genre	<ul style="list-style-type: none">• N'y recourir que lorsque la religion joue un rôle important dans la vie de la communauté• Inciter les autres leaders de la communauté à organiser dans leur lieu de culte les débats sur les normes sociales et liées au genre qui sous-tendent les MGF	<p>L'approche religieuse de l'élimination des MGF en Éthiopie</p> <p>En Éthiopie, l'UNICEF a soutenu l'élimination des MGF grâce au changement social obtenu par un dialogue constant auquel se sont ajoutées des activités d'enseignement ou de sensibilisation sous l'angle de la santé, de la religion et du droit. Les chefs religieux ont appuyé l'élimination des MGF : 1) en s'impliquant dans l'enseignement des effets néfastes des MGF, 2) en clarifiant par l'interprétation des textes sacrés que la religion n'exige pas que les filles et les femmes se soumettent aux MGF, 3) en conduisant une campagne d'ostracisation de ceux qui enfreignent la déclaration d'abandon et en veillant à son application, 4) en accordant leur bénédiction et leur soutien aux préceptes des agents de santé et des autorités, donnant à ces acteurs et à leur travail du poids et de la crédibilité aux yeux de la communauté et 5) en exigeant de ceux qui les pratiquent qu'ils prêtent serment devant les chefs religieux de cesser de le faire.</p> <p>Selon une évaluation réalisée en 2012, les dialogues communautaires ont manifestement été concluants lorsqu'ils ont été tenus de façon régulière et durable et atteint autant de <i>kebeles</i> (quartiers) que possible, notamment les plus isolés. La participation des chefs religieux et des sages, des agents de vulgarisation sanitaire et des forces publiques a considérablement contribué à la transmission des messages requis à la communauté. Les plus efficaces et les plus répandues des stratégies dans 10 <i>woredas</i> (districts) étudiés ont le potentiel de sensibiliser et d'ouvrir la voie vers des changements d'attitude qui pourraient à leur tour aboutir à l'abandon des MGF.</p>

Mobilisation sociale

INTERVENTION : Lier l'action législative à la sensibilisation de la communauté

Avantages	Modes de renforcement	Exemple(s)
<ul style="list-style-type: none"> • Comble les vides dans le soutien communautaire et la conscience du problème des MGF • Contribue à la redevabilité sociale des cadres juridiques • Crée un environnement habilitant pour les changements de normes sociales et liées au genre 	<ul style="list-style-type: none"> • Aligner la sensibilisation de la communauté sur les journées communautaires reconnues 	<p>Journée des déclarations contre les MGF lors des journées culturelles de la communauté – Une innovation née en Ouganda</p> <p>En Ouganda, la loi FGM Act 2010 est une prescription exhaustive contre les MGF. Elle donne une définition claire des MGF et pénalise l'accomplissement, l'acquisition, la tentative de cette pratique sous toutes ses formes de même que la participation ou l'incitation à cette dernière.</p> <p>Pour créer du soutien communautaire en faveur de l'élimination des MGF et promouvoir la présentation des cas devant la justice, le Programme conjoint a collaboré avec le POZIDEP, une organisation confessionnelle locale du district d'Amudat, en Ouganda. Le POZIDEP a organisé des prises de parole publiques contre les MGF dans le cadre des Journées culturelles de la communauté. L'initiative comportait la sélection de modèles influents au sein de la communauté faisant publiquement état de leur engagement à l'abandon des MGF.</p> <p>Réparties sur l'ensemble des journées, leurs déclarations ont consisté à exalter les traditions positives, comme la récitation de poèmes et la danse, en insistant sur le fait que les MGF n'avaient plus de fondement culturel. Ces déclarations visaient avant tout les sages de la communauté, perçus comme les gardiens de la culture et des traditions. Les sages ont été inclus dans le dialogue communautaire sur les MGF et lors des Journées de 2011, huit d'entre eux ont publiquement déclaré qu'ils abandonnaient la pratique et signé la déclaration d'abandon des MGF.</p> <p>Une évaluation a montré que la programmation de déclarations publiques favorisait la connaissance des conséquences négatives des MGF parmi les personnes âgées, les filles et les exciseurs de la communauté. Les personnes âgées et les filles ont déclaré qu'elles diffuseraient leur connaissance parmi leurs pairs. En outre, les personnes âgées ont déclaré que le taux d'abandon scolaire des filles avait décru grâce au programme et que de nombreuses communautés se mettaient à décourager les MGF.</p> <p>Voir : Declarations Against FGM/C Day During Community Cultural Days - An Innovation from Uganda.</p>

INTERVENTION : Théâtre participatif

Avantages	Modes de renforcement	Exemple(s)
<ul style="list-style-type: none"> • Constitue une expérience interactive captivante pour la communauté • Peut lancer le dialogue communautaire sur les MGF • Peut aider les survivantes aux MGF à recourir à la justice 	<ul style="list-style-type: none"> • Inclure les professionnels reconnus de la santé et les chefs religieux parmi les personnages des récits • Animer les débats sur les rôles sociaux et liés au genre représentés 	<p>Théâtre interactif en Égypte</p> <p>Le Programme conjoint s'est associé à la troupe théâtrale Noon Creative Enterprise pour concevoir des représentations interactives autour de questions sensibles, comme le mariage d'enfants et les MGF. Ces pièces sont souvent jouées par les jeunes dans la rue, ce qui les rend accessibles aux membres de la communauté. Les représentations sont suivies de débats communautaires auxquels participent des chefs religieux et des professionnels de la santé.</p> <p>Le théâtre interactif s'est avéré efficace en tant que moyen de divertir les membres de la communauté en les informant au sujet des droits des filles, des risques associés aux MGF et de l'action des autorités égyptiennes à l'égard des MGF. En diffusant des informations sur les services accessibles aux survivantes aux MGF, ces représentations semblent aussi les soutenir dans leur recours à la justice.</p> <p>Voir : Hara TV 3 Presents Interactive Theatre on FGM in Egyptian Governates.</p>

INTERVENTION : Ludo-éducation communautaire sur le web

Avantages	Modes de renforcement	Exemple(s)
<ul style="list-style-type: none"> • Incite les membres de la communauté à une prise de conscience générale au sujet des MGF • Cible la jeunesse et les membres technophiles de la communauté • Peut lancer le dialogue pour changer les normes sociales et liées au genre 	<ul style="list-style-type: none"> • Diffuser la série dans les espaces communautaires pour davantage d'expositions • Procurer à la communauté des occasions de réfléchir et de débattre au sujet des MGF, notamment sur des forums numériques 	<p>Sandra's Cross au Nigeria</p> <p>Au Nigeria, une web-série en six parties, « Sandra's Cross », a été produite pour stimuler la sensibilité et le débat sur la violence fondée sur le genre, MGF comprises. L'un des personnages principaux est aux prises avec les séquelles physiques et émotionnelles de longue durée des MGF.</p> <p>Les plaideurs sont formés à donner aux spectateurs des médias sociaux l'occasion de publier des réponses aux questions ou des commentaires sur la série ou sur leur perception du dénouement d'un épisode, aussi bien en ligne que dans plusieurs centres de projection et forums de jeunes. Cela met en lumière l'idée que d'autres normes sociales existent.</p>

INTERVENTION : Habilitier des personnes « déviantes » à rompre le silence de la communauté

Avantages	Modes de renforcement	Exemple(s)
<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilise la communauté aux MGF • Habilité les personnes et les familles ayant abandonné les MGF • Place les filles au cœur de la programmation 	<ul style="list-style-type: none"> • À utiliser parallèlement avec de fortes campagnes médiatiques revendiquant l'accent sur les droits de l'enfant • Susciter des débats dans la communauté lors de l'intervention qui inclut les réseaux sociaux au sein des communautés, les chefs religieux et les médecins partisans de l'élimination 	<p>Le programme d'abandon des MGF en Égypte</p> <p>Entre 2003 et 2006, l'UNICEF, en partenariat avec le Center for Development and Population Activities a piloté le Programme d'abandon des mutilations génitales féminines fondé sur la méthode de la déviance positive. Le pilote consistait à repérer les personnes ayant choisi de ne pas pratiquer les MGF au sein des communautés locales, et de partir de leur vécu pour inciter d'autres membres de la communauté à abandonner la pratique.</p> <p>D'abord, les responsables du programme ont repéré les déviants positifs et les filles risquant de subir des MGF, et ont sensibilisé la population locale aux MGF. Ensuite, ils ont effectué des visites au domicile des filles à risque et de leur famille, où ils ont informé les familles de l'expérience des déviants positifs dans le but de les convaincre de renoncer à la pratique.</p> <p>En 2007, le programme avait été mis en œuvre dans au moins 40 communautés de Haute-Égypte, avec le soutien de 4 ONG partenaires et de 20 ONG sous la houlette des communautés locales.</p> <p>Les évaluations ont révélé un manque d'intégration des membres de la communauté dans la planification et l'exécution du programme. Il a pourtant réussi à donner aux déviants positifs les moyens de rompre le silence autour de leur expérience des MGF et de devenir des défenseurs de leur élimination.</p> <p>Voir : Ending Female Genital Cutting – Positive Deviance Initiative</p>

Mouvements sociaux et habilitation

INTERVENTION : Campagnes de communication dans les médias sociaux

Avantages	Modes de renforcement	Exemple(s)
<ul style="list-style-type: none"> • Procure une plateforme aux voix des jeunes • Peut atteindre de vastes audiences • Peut lancer le dialogue pour changer les normes sociales et liées au genre 	<ul style="list-style-type: none"> • Recruter des leaders crédibles très suivis sur les médias sociaux • Inclure une formation pour contrer la désinformation et encourager le débat sur les normes sociales et liées au genre • Envisager d'élargir les plateformes numériques d'engagement, comme les chats Twitter, les conférences Facebook, les bandes dessinées numériques, les jeux vidéo, les web-séries et les webinaires 	<p>La campagne #TouchePasAMaSoeur au Sénégal</p> <p>Au Sénégal, #TouchePasAMaSoeur est une campagne de communication lancée par Paroles Aux Jeunes, l'UNFPA et The Girl Generation. La campagne cible des jeunes par le biais de débats interactifs sur la violence fondée sur le genre et les MGF tenus sur des plateformes de médias sociaux tels que Facebook et Twitter.</p> <p>La campagne invite aussi les filles et les femmes à atteindre les membres de la communauté privés d'accès aux technologies, en allant de village en village, et à inviter des musiciens populaires sénégalais à jouer des morceaux comportant des messages sur l'élimination.</p> <p>Bien qu'aucune évaluation formelle de la campagne n'ait encore été menée, c'est de l'avis général un exemple abouti de campagne conduite par des jeunes ayant accru la sensibilité locale à la question des MGF et mobilisé les communautés contre la pratique.</p> <p>Voir : La page Facebook #TouchePasAMaSoeur.</p>

INTERVENTION : Campagnes de marketing sur les normes sociales

Avantages	Modes de renforcement	Exemple(s)
<ul style="list-style-type: none"> • Promeut l'information générale et la sensibilisation de la communauté au sujet des MGF existantes et de leurs nouvelles significations • La couverture médiatique permet d'atteindre une masse critique de partisans de l'abandon • Peut promouvoir le dialogue communautaire sur les MGF et établir un lien 	<ul style="list-style-type: none"> • Associer les leaders de la communauté aux campagnes • Recourir à des méthodes participatives pour former les membres de la communauté à mener des campagnes • Doit s'accompagner de dialogues communautaires soutenant la création et la mise en œuvre d'un cadre de changement des normes sociales et liées au genre 	<p>Saleema au Soudan</p> <p>L'initiative de communication Saleema, au Soudan, est une campagne de marketing social qui vise à créer de nouvelles significations positives au fait de laisser intactes les filles et les femmes. La campagne encourage les familles et les communautés à laisser leurs filles <i>saleema</i>, ce qui en arabe signifie entières et saines.</p> <p>Des outils de marque ont été conçus pour trouver un écho auprès de la population soudanaise, notamment des vêtements, des spectacles et des pièces de théâtre, des séances de dialogue et des programmes de médias de masse, ainsi que des séries d'affiches, des autocollants, un kit de campagne multimédia comprenant une chanson, un spot télévisé animé, des spots radio, une série de posters connexes et une bande dessinée à l'attention des jeunes lecteurs.</p> <p>Une évaluation externe de l'impact de Saleema sur trois ans a montré que c'était une réussite, et les résultats ont paru dans <i>Reproductive Health</i> en 2018. S'inspirant de cette initiative, la Campagne de l'Union africaine pour mettre fin aux MGF est en train de lancer une campagne de marketing à l'échelle du continent sur les normes sociales pour décourager la pratique des MGF.</p> <p>Voir : Qualitative evaluation of the Saleema campaign to eliminate female genital mutilation and cutting in Sudan</p>

INTERVENTION : Déclarations publiques

Avantages

- Crée un sentiment de changement au sein des communautés
- Peut symboliser un moment de reconnaissance sociale de l'inadmissibilité des MGF
- Peut garantir l'acceptation sociale et l'aptitude au mariage des filles n'ayant pas subi de MGF

Modes de renforcement

- Faire précéder les déclarations publiques d'une éducation communautaire forte et d'un dialogue avec la communauté
- Suivi du respect de l'engagement avec la surveillance de la communauté

Exemple(s)

Déclarations publiques en Éthiopie, en Guinée-Bissau, au Mali et au Sénégal

Au Sénégal, plusieurs membres de la communauté prennent part aux déclarations publiques, notamment des représentants des autorités publiques, de la police, des élus locaux, des membres des comités départementaux de protection de l'enfant, des chefs de village, des artistes, des membres de la communauté, d'anciens exciseurs, des représentants sectoriels, des ONG locales et de la presse. Les déclarations consistent en une cérémonie présidée par les autorités administratives locales. L'on trouve des représentations théâtrales par des enfants, ainsi que de la poésie et de la musique par des communicateurs traditionnels.

En Éthiopie, les déclarations publiques ont lieu à divers niveaux. La première se déroule dans chaque groupe de dialogue communautaire et ne concerne que les membres du dialogue, puis de manière plus formelle à l'échelon du district, sollicitant les participants au dialogue, les autres membres de la communauté, les chefs religieux, les chefs de clan et les responsables de l'administration locale.

Au Mali, le processus ne concerne pas seulement l'abandon des MGF, mais d'autres sujets tels le mariage d'enfants, les violences corporelles, la pauvreté, l'habilitation des femmes et le développement des filles. Les rôles et les responsabilités de chaque intervenant du processus ainsi que la bonne observation de la déclaration sont abordés lors de la déclaration publique.

En Guinée-Bissau, les déclarations portent sur les MGF et des questions plus vastes telles que la violence fondée sur le genre et le rôle des femmes et des filles dans la communauté, la violence contre les enfants ainsi que la scolarisation et le maintien scolaire des filles. Une base de données regroupe l'ensemble des questions abordées dans chaque communauté. Le National Committee for the Abandonment of Harmful Practices a créé un formulaire que remplissent chaque mois les animateurs communautaires où figurent les problèmes abordés et le nombre de participants à une déclaration publique, désagrégés par âge et par sexe.

Voir : [Declarations on female genital mutilation/cutting abandonment](#).

INTERVENTION : Surveillance communautaire après la déclaration publique

Avantages

- Joue un rôle essentiel dans l'observation de l'efficacité des déclarations publiques
- Sert de point d'entrée pour intervenir si d'autres actions sont nécessaires

Modes de renforcement

- Intégrer dès le départ la surveillance aux plans d'intervention

Exemple(s)

Surveillance communautaire au Sénégal

En 2019, le Ministère de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des enfants a mené l'étude « Analyse qualitative visant à documenter la dynamique communautaire relative à la surveillance et au respect des déclarations publiques d'abandon des MGF ». L'étude a considéré 37 villages ayant fait des déclarations publiques d'élimination des MGF afin de déterminer le niveau de leur engagement à mettre fin à la pratique. Ces villages ont été classés en trois catégories, faible, moyen et fort, comme suit :

- 45 % des villages ont été jugés « faibles » dans leur engagement à mettre fin aux MGF selon les critères suivants :
 - Cas documentés de MGF
 - Soutien par les leaders religieux et communautaires de la perpétuation de la pratique
 - Il n'existe aucun processus ni mécanisme d'appui de l'élimination
- 35 % ont été jugés « moyens », ce qui signifie :
 - Les acteurs de la santé ou de la communauté affirment que la pratique se poursuit secrètement
 - Les leaders religieux ou communautaires s'opposent à la pratique
 - Des mécanismes communautaires de protection des enfants existent
 - Des actions et des initiatives communautaires pour l'élimination des FGM ont été observées
- 20 % des villages ont montré un engagement « fort », qui comprenait :
 - L'élimination des MGF est documentée
 - Les leaders religieux et communautaires, les soignants et les acteurs de la communauté soutiennent l'élimination des MGF
 - Un mécanisme communautaire de surveillance de l'élimination est opérationnel

En définissant les méthodes de surveillance communautaire comme un moyen de maintenir une communauté sur la bonne voie après une déclaration d'abandon, l'étude comportait une évaluation de modèles existants à Kolda, mis en œuvre par des ONG. Elle recommandait notamment le recours aux « décrets de village » préconisés par l'ONG sénégalaise OFAD Nafoore. Le modèle d'OFAD Nafoore suppose l'adoption par les comités de protection de l'enfance d'un décret de village prohibant les MGF et un code de conduite précisant l'engagement de chaque membre de la communauté à protéger les enfants de toutes les violences, MGF comprises. Le modèle englobe le renforcement des capacités de la communauté et la conscience des droits de l'enfant, l'émission de documents de communication sur les effets néfastes des MGF, la mise à disposition d'un boîte pour les plaintes anonymes et la création d'une procédure de signalement de cas.

Renforcer les atouts et l'agencité des filles et des femmes

Les interventions interpersonnelles

INTERVENTION : Jeunes champions du changement

Avantages	Modes de renforcement	Exemple(s)
<ul style="list-style-type: none">• Cible les filles autant que les garçons• Éduque les jeunes sur les questions de genre affectant leur vie• Promeut la masculinité positive et l'appropriation par les jeunes de l'élimination des MGF	<ul style="list-style-type: none">• Mettre l'accent sur les avantages sociétaux de l'habilitation des jeunes auprès des familles et des communautés• Doit s'accompagner d'interventions ciblant les membres de la communauté à différentes étapes de la vie• S'assurer d'un financement à long terme pour que la transformation en matière de genre soit durable	<p>Les Champions of Change au Kenya</p> <p>Au Kenya, Champions of Change est une méthodologie fondée sur la communauté d'implication des jeunes et de mobilisation entre pairs visant à promouvoir l'égalité entre les sexes et le changement des normes sociales. Le modèle considère les jeunes comme des gardiens essentiels des normes sociales au sein d'une communauté.</p> <p>Champions of Change s'adresse indistinctement aux filles et aux garçons par le biais de débats en petit groupe, avec des modules sur la conscience des questions de genre, la confiance corporelle, les droits et la santé sexuels et reproductifs ainsi que l'abandon des traditions néfastes, MGF comprises. En outre, le modèle promeut le dialogue intergénérationnel entre les jeunes impliqués dans le combat pour l'égalité entre les sexes et leur communauté.</p> <p>Les preuves anecdotiques, et notamment la publication de récits provenant de champions de la communauté, montrent que ce modèle a éduqué des communautés sur les risques des MGF et les a mobilisées pour l'abandon collectif de la pratique.</p> <p>Voir : Champions of Change : Community voices driving campaign against FGM</p>

Interventions de groupe

INTERVENTION : Clubs de filles

Avantages	Modes de renforcement	Exemple(s)
<ul style="list-style-type: none">• Éduque les filles et favorise la pensée critique concernant les questions de genre affectant leur existence• Offre aux filles une orientation vers les services de santé, juridiques et sociaux• Soutient les filles dans l'exercice de leurs droits	<ul style="list-style-type: none">• Doit s'accompagner d'interventions encourageant le débat sur les normes liées au genre entre différents membres de la communauté et des femmes de tout âge• Doit s'accompagner d'interventions renforçant les gouvernements et améliorant l'accès aux services	<p>Programme intégré d'élimination des MGF et du mariage d'enfants en Éthiopie</p> <p>L'UNFPA soutient un programme intégré de prévention des MGF et du mariage d'enfants dans la région éthiopienne d'Afar. Il cible les adolescentes mariées ou non, en les informant de leurs droits de l'homme. Mis en œuvre par l'Afar Region Women's and Children's Affairs Bureau, le programme offre aux filles un espace sûr où raconter leur expérience personnelle. Il les habilite en outre à se faire les avocates de la cause dans leur communauté, cette dernière étant à son tour sensibilisée à l'importance de l'éducation. Le programme fournit du matériel éducatif et des kits de dignité aux filles économiquement désavantagées afin de leur permettre de rester à l'école.</p> <p>Dans chaque domaine d'intervention, le Women, Children and Youth Affairs Office du district d'Afambo collabore avec un comité composé de représentants de l'administration du district, des services de police, des chefs religieux et de clan, des administrations scolaires et d'associations parents-enseignants. Cette collaboration compte d'autres acteurs influents à l'échelon de la communauté, tels les accoucheuses traditionnelles, les anciens circonciseurs et les agents de santé communautaires. L'idée est d'amener les parties prenantes à soutenir ensemble les adolescentes en situation de risque de subir des MGF et le mariage d'enfants.</p>

INTERVENTION : Mobiliser les hommes et les garçons

Avantages	Modes de renforcement	Exemple(s)
<ul style="list-style-type: none"> • Implique activement les garçons et les hommes à remettre en cause les dynamiques de pouvoir pour changer les normes sociales et liées au genre • L'alliance de garçons et des hommes peut rendre durable le changement social • L'implication de garçons et d'hommes peut promouvoir la masculinité positive 	<ul style="list-style-type: none"> • Doit s'accompagner d'interventions impliquant et habilitant les filles et les femmes à faire entendre leur voix et leur point de vue 	<p>La Kenya MenEngage Alliance</p> <p>La Kenya MenEngage Alliance (KEMEA) réunit les hommes coopérant au progrès de la justice sociale, des droits de l'homme et de la justice de genre. Les membres ont participé à l'« End FGM Race », un marathon caritatif couru au Mont Elgon, dans le comté de Bungoma, dans le cadre des « 16 journées d'activisme pour la non-violence contre les femmes et les enfants ». En courant, en marchant, en levant des fonds et en intervenant dans le débat public au sujet de leur participation à la course, les membres de la KEMEA mettent en lumière l'importance du rôle des garçons et des hommes dans l'élimination des MGF et sensibilisent les communautés à la législation sur les MGF.</p> <p>Les fruits des efforts de la KEMEA n'ont pas encore été étudiés, mais l'organisation constitue un exemple de moyen prometteur d'impliquer les garçons et les hommes dans l'élimination des MGF.</p> <p>Voir : Amplifying voices against FGM</p>

Interventions dans les médias numériques

INTERVENTION : Stratégies menées par les jeunes dans les médias sociaux

Avantages	Modes de renforcement	Exemple(s)
<ul style="list-style-type: none"> • Procure une plateforme aux voix des jeunes • Peut atteindre de vastes audiences • Peut lancer le dialogue pour changer les normes sociales et liées au genre 	<ul style="list-style-type: none"> • Recruter des leaders ayant de la crédibilité à l'échelon local et beaucoup de suiveurs sur les médias sociaux • Inclure une formation pour lutter contre la désinformation et encourager la discussion sur les normes sociales et liées au genre • Envisager de susciter l'engagement par des approches innovantes, telles que des chats Twitter, des conférences sur Facebook, des bandes dessinées numériques, des jeux vidéo, des cours numériques et des séries web. 	<p>La campagne #endcuttinggirls au Nigeria</p> <p>La campagne de la série #endcuttinggirls s'inspire d'une stratégie soutenue par l'UNICEF sur les médias sociaux pour lancer une sensibilisation générale aux questions relatives aux MGF par le biais du « signalement en temps réel » sur les médias sociaux. Les dirigeants de la campagne ont formé les partisans sur les médias sociaux à participer aux débats en cours sur les MGF sur Instagram, Facebook et Twitter avec le mot-clé #endcuttinggirls.</p> <p>Dans les chats organisés sur les médias sociaux, les militants ont posé des questions soulevées par des membres de la communauté et transmis en direct la rétroaction aux commentaires des utilisateurs. Ils ont aussi compilé des vidéos YouTube pour une chaîne soutenue par l'UNICEF, procurant des informations actualisées sur les efforts d'abandon des MGF.</p> <p>Des évaluations formelles sont nécessaires pour percevoir les implications et les conséquences potentiellement involontaires de cette initiative ainsi que d'autres efforts en matière de médias sociaux. Il demeure que #endcuttinggirls a dissipé certains mythes sur les MGF, informé les gens sur les effets à long terme et apaisé les craintes de la communauté concernant l'abandon.</p>

INTERVENTION : #YouthAgainstCOVID19

Avantages

- Partenariat public-privé
- Le contenu des vidéos est élaboré par et pour les jeunes
- Les vidéos contrent la désinformation

Modes de renforcement Exemple(s)

- Promouvoir et soutenir l'éducation civique et le développement de l'aptitude et des compétences dans le maniement des outils numériques
- Envisager de quelle façon l'engagement citoyen des jeunes peut susciter leur participation à des formes plus traditionnelles d'implication citoyenne
- Considérer les risques de l'engagement citoyen numérique des jeunes

Campagne conjointe de sensibilisation à la COVID-19

Prezi et l'UNFPA ont lancé une campagne conjointe de sensibilisation à la COVID-19 avec des organisations de jeunes pour les encourager et les équiper à rester informés et à faire leur part pour aplanir la courbe des infections – mais aussi à inciter leurs pairs à en faire de même.

La campagne vidéo #YouthAgainstCOVID19 compte six vidéos éducatives sur les façons dont les jeunes peuvent combattre la COVID-19 partout dans le monde. Produites en plusieurs langues, les vidéos présentent des jeunes échangeant des idées et des conseils sur les meilleures recettes pour gérer l'impact de la pandémie et sur l'incidence de la COVID-19 sur leur santé sexuelle, reproductive et mentale.

ANNEXE C

Cadres des droits de l'homme et documents de consensus soutenant le plaidoyer politique

Les cadres de protection des droits de l'homme peuvent être incorporés au plaidoyer pour renforcer le consensus existant sur les mutilations génitales féminines en tant que violation des droits de l'homme des filles et des femmes. De nombreux instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme et des documents de consensus concernent les MGF, et notamment :

Cadres juridiques internationaux : Déclaration universelle des droits de l'homme, Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Pacte international relatif aux droits civils et politiques, Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, Convention relative aux droits de l'enfant.

Cadres juridiques régionaux : Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes (Protocole de Maputo), Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant, Convention européenne des droits de l'homme, Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul), Convention interaméricaine pour la prévention, la sanction et l'élimination de la violence contre la femme (Convention de Belém do Pará), Convention américaine relative aux droits de l'homme (Pacte de San José), Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Documents de consensus : Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (1994), Déclaration de Nairobi sur la CIPD25 : Accélérer la promesse (2019), Quatrième Conférence mondiale sur les femmes et Programme d'action (1995), Résolutions de l'Assemblée générale pour l'intensification de l'action mondiale visant à éliminer les mutilations génitales féminines, Résolutions du Conseil des droits de l'homme sur l'élimination des mutilations génitales féminines, Déclaration de l'Assemblée générale sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, Résolution adoptée par le Conseil des droits de l'homme sur l'élimination des mutilations génitales féminines, Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Remarque : Pour en savoir plus, veuillez consulter UNFPA (2014) : Mise en œuvre du cadre international et régional des droits de l'homme en vue de l'élimination des mutilations génitales féminines.

ANNEXE D

Ressources pour plus de lectures

CHAPITRE 1

- 28 Too Many (2014). [The Impact of Emergency Situations on Female Genital Cutting](#). Document d'information.
- Barrett, H. R., et al. (2020). [The Female Genital Mutilation \(FGM\) – Migration Matrix: The Case of the Arab League Region](#). Health Care for Women International, appuyé par l'UNFPA.
- UNFPA (2020). [Tailoring Steps to End Female Genital Mutilation Based on Age](#).
- UNICEF (2020). [COVID-19 : Digital and remote approaches in eliminating female genital mutilation and child marriage](#).
- UNFPA et Harvard School of Public Health (2010). [A Human Rights-Based Approach to Programming: Practical Information and Training Materials](#).
- UNICEF (2013). [Mutilations génitales féminines/excision : Bilan statistique et examen des dynamiques du changement](#).
- UNICEF (2019). [Everybody Wants to Belong: A Practical Guide to Tackling and Leveraging Social Norms in Behaviour Change Programming](#).

CHAPITRE 2

- Petit, V. (2019). [The Behavioural Drivers Model: A Conceptual Framework for Social and Behaviour Change Programming](#). New York : UNICEF.
- Université de Pennsylvanie. (2020) [Online introductory course on social norms and behaviour change](#).

CHAPITRE 3

- Rogers, P. (2014). [Théorie du changement](#). Methodological Briefs: Impact Evaluation 2. Florence: Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF.
- UNFPA et UNICEF (2017). [Programme document for Phase III of the UNFPA-UNICEF Joint Programme Elimination of FGM – Accelerating Change](#).

CHAPITRE 4

- 28 Too Many (2018). [The Law and FGM: An Overview of 28 African Countries](#).
- Muthumbi, J., et al. (2015). « [Female Genital Mutilation: A Literature Review of the Current Status of Legislation and Policies in 27 African Countries and Yemen](#). » *Revue africaine de santé de la reproduction* 19(3) : 32-40.

CHAPITRE 5

- Réseau collaboratif d'apprentissage pour l'avancement du changement des normes (2017). [Identifier et décrire les approches et attributs des interventions de changement des normes](#). Document de référence.
- Ministry of Public Service, Youth and Gender Affairs and Anti-FGM Board, Kenya (2018). [Guideline for Conducting Community Dialogues: A Community Engagement Tool for Conducting Effective Dialogue on Female Genital Mutilation \(FGM\)](#).
- Newman, A., et 28 Too Many (2019). [FGM and Social Norms: A Guide to Designing Culturally Sensitive Community Programmes](#).
- Storey, D., et al. (2011). [Social and Behavior Change Interventions Landscaping Study: A Global Review](#).
- Tostan, [Le Programme de renforcement des capacités communautaires](#).

CHAPITRE 6

- Ministry of Public Service, Youth and Gender Affairs and Anti-FGM Board, Kenya (2018). [Guideline for Conducting an Alternative Rite of Passage](#).
- UNICEF (2018). [Programme Guidance for the Second Decade: Programming with and for Adolescents](#). UNICEF, Division des programmes.
- Watson, C., et C. Harper (2013). [Adolescent girls and gender justice: Understanding key capability domains across a variety of socio-cultural settings](#). Londres : ODI.

CHAPITRE 7

- 28TooMany (2018). [The Law and FGM: An Overview of 28 African Countries](#).

CHAPITRE 8

- UNFPA et ONU Femmes (2020). [Funding for Gender Equality and the Empowerment of Women and Girls in Humanitarian Programming](#).
- UNICEF (2020). [Technical Note on COVID-19 and Harmful Practices](#).
- UNICEF (2020) : [COVID-19: Digital and Remote Approaches in Eliminating FGM and Child Marriage](#).

CHAPITRE 9

- [The global framework for financing development programmes](#).





Fonds des Nations Unies pour la population
605 Third Avenue
New York, NY 10158
www.unfpa.org



Fonds des Nations Unies pour l'enfance
Three United Nations Plaza
New York, NY 10017
www.unicef.org



Programme conjoint UNFPA-UNICEF
sur l'élimination des
mutilations génitales féminines :
accélérer le changement



GPtoEndFGM



[gptoendfgm](https://www.instagram.com/gptoendfgm)